

# Rapport Financier 2012



Henri Martin  
Lot



soulages  
Aveyron



Toulouse-Lautrec  
Tarn

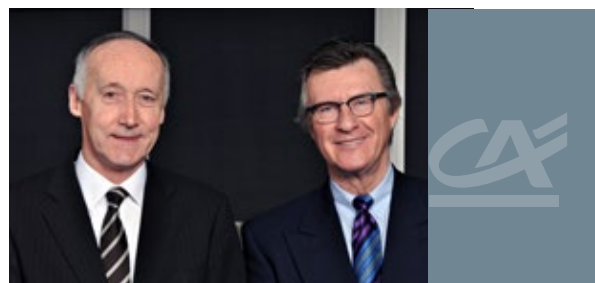


Ingres  
Tarn-et-Garonne

  
NORD  
MIDI-PYRÉNÉES  
BANQUE ET ASSURANCES

*Le bon sens a de l'avenir*





Jean-Jacques RAFFY  
Président

Bernard LEPOT  
Directeur général

## Fidèle à notre dynamisme mutualiste et à ses valeurs

Dans un contexte économique et financier perturbé, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a su maintenir sa politique de croissance. Elle confirme sa solidité et sa performance dans ses fondamentaux, comme le démontrent les éléments chiffrés et les résultats que vous retrouverez dans ce document.

Notre résultat reste positif, démontrant la robustesse de notre modèle économique.

Notre fonds de commerce poursuit son développement : plus de 37 000 nouveaux clients nous ont rejoints cette année. Notre capacité de mobilisation financière s'est renforcée, nous permettant de soutenir l'économie de nos quatre départements, au service de nos clients et de nos sociétaires. Cette année 2012 marque les premières concrétisations de notre plan d'Entreprise « 2015, l'avenir ensemble ».

Sur les 892 actions de progrès formulées, 395 ont déjà été réalisées, confirmant les bases de notre ambition : écrire ensemble notre avenir pour conforter notre place de premier acteur financier de notre territoire.

Le monde change ; notre Caisse régionale poursuit son adaptation. En réaffirmant la place du client au cœur de notre préoccupation, notamment par la mise en place du nouveau concept d'accueil, nous poursuivons notre stratégie de bon sens, fidèle à notre dynamisme mutualiste et à ses valeurs.

Le renforcement de notre esprit d'initiative et d'entreprise sera notre force en 2013. C'est ainsi que nous pourrons développer notre métier de Banquier Assureur tout en veillant à apporter un service de qualité à nos clients.

Cette nouvelle année sera également marquée par la mise en place du nouveau système informatique commun à toutes les Caisses Régionales, à l'automne prochain.

Toutes ces actions nous permettront de faire face sereinement aux évolutions de notre société en poursuivant notre mission : financer notre économie locale et animer nos territoires, conciliant ainsi notre expertise métier et notre responsabilité sociale.

Jean-Jacques RAFFY  
Président

Bernard LEPOT  
Directeur général

# Rapport Financier 2012

(Cliquer sur une ligne pour atteindre la page souhaitée)

Documents comptables annuels certifiés.

<b>RAPPORT DE GESTION 2012</b> .....	<b>7</b>
I – CHIFFRES CLÉS .....	8
II – LA CONJONCTURE .....	9
III – LES FAITS MARQUANTS .....	9
IV – L'ACTIVITÉ .....	10
4.1 – Le fonds de commerce .....	10
4.2 – La collecte .....	10
4.3 – Le crédit .....	10
4.4 – Les assurances de biens et de personnes .....	10
4.5 – Les produits et les services .....	10
V – RAPPORT FINANCIER .....	11
5.1 – Bilan et compte de résultat (comptes sociaux) .....	11
– Le bilan .....	11
– Le compte de résultat .....	12
– Le produit net bancaire .....	12
– Les charges de fonctionnement .....	12
– Le revenu brut d'exploitation .....	13
– Le coût du risque .....	13
– Le résultat net .....	13
– Informations diverses .....	13
5.2 – Bilan et compte de résultat (base consolidée) .....	14
– Le bilan consolidé .....	14
– Le compte de résultat consolidé .....	14
5.3 – Dispositif de ratios prudentiels et de gestion .....	15
– Le ratio de solvabilité européen .....	15
– Les ratios de gestion .....	15
VI – CONTRÔLE INTERNE .....	16
6.1 – Le suivi et le contrôle des risques .....	16
VII - LES FACTEURS DE RISQUE .....	16
7.1 – Risque de crédit et de contrepartie .....	16
– Objectifs et politique .....	16
– Gestion du risque de crédit .....	17
– Exposition .....	26
7.2 – Risques de marché .....	28
– Objectifs et politique .....	28
– Gestion du risque .....	29
– Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché .....	29
– Risque action .....	32
– Risques particuliers .....	32

# Rapport Financier 2012

(Cliquer sur une ligne pour atteindre la page souhaitée)

7.3 – Risque de taux d'intérêt global.....	32
– Objectifs et politique.....	32
– Gestion du risque.....	33
– Méthodologie.....	33
– Exposition.....	33
7.4 – Risque de change.....	34
7.5 – Risque de liquidité et de financement.....	34
– Objectifs et politique.....	34
– Gestion du risque.....	34
– Conditions de refinancement en 2012.....	35
– Méthodologie.....	35
– Exposition.....	36
7.6 – Les risques opérationnels.....	36
– Objectifs et politique.....	36
– Gestion du risque : organisation, dispositif de surveillance.....	36
– Méthodologie.....	37
– Exposition.....	38
– Assurance et couverture des risques opérationnels.....	38
7.7 – Risque juridique : néant.....	39
7.8. – Risques de non-conformité.....	39
VIII – LES FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	39
IX – DIVIDENDES DISTRIBUÉS.....	40
X – LES PERSPECTIVES 2013.....	40
Annexe.....	41
<b>COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2012.....</b>	<b>43</b>
<b>Cadre général.....</b>	<b>43</b>
Présentation juridique de l'entité.....	43
Organigramme simplifié du Crédit Agricole.....	43
Relation interne au Crédit Agricole.....	45
<b>États financiers consolidés.....</b>	<b>48</b>
Compte de résultat.....	48
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	49
Bilan actif.....	51
Bilan passif.....	52
Tableau de variation des capitaux propres.....	53
Tableau des flux de trésorerie.....	54
<b>Notes annexes aux états financiers.....</b>	<b>56</b>
<b>1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.....</b>	<b>56</b>
1.1. Normes applicables et comparabilité.....	56
1.2. Format de présentation des états financiers.....	57
1.3. Principes et méthodes comptables.....	58
1.4. Principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28 et 31).....	79

# Rapport Financier 2012

(Cliquer sur une ligne pour atteindre la page souhaitée)

<b>2. Informations significatives de l'exercice</b> .....	<b>84</b>
2.1 Événements significatifs de la période .....	84
2.2 Opérations de titrisation et fonds dédiés .....	85
2.3 Participations non consolidées .....	85
2.4 Écarts d'acquisition .....	85
<b>3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture</b> .....	<b>86</b>
3.1. Risque de crédit .....	86
3.2. Risque de marché .....	89
3.3. Risque de liquidité et de financement .....	93
3.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change .....	94
3.5. Risques opérationnels .....	95
3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires.....	95
<b>4. Notes relatives au compte de résultat</b> .....	<b>97</b>
4.1. Produits et Charges d'intérêts .....	97
4.2. Commissions nettes .....	97
4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat .....	98
4.4. Gains ou perte nets sur Actifs financiers disponibles à la vente .....	98
4.5. Produits et charges nets des autres activités.....	99
4.6. Charges générales d'exploitation.....	99
4.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....	99
4.8. Coût du risque .....	99
4.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs.....	99
4.10. Impôts.....	100
4.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres .....	102
<b>5. Informations sectorielles</b> .....	<b>102</b>
<b>6. Notes relatives au bilan</b> .....	<b>103</b>
6.1. Caisse, Banques centrales .....	103
6.2. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat .....	103
6.3. Instruments dérivés de couverture.....	104
6.4. Actifs financiers disponibles à la vente.....	105
6.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle .....	106
6.6. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers .....	108
6.7. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance .....	108
6.8. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle .....	110
6.9. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance .....	110
6.10. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées .....	111
6.11. Actifs et passifs d'impôts courants et différés .....	111
6.12. Comptes de régularisation actif, passif et divers .....	112
6.13. Immeubles de placement.....	113
6.14. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....	114
6.15. Provisions .....	115
6.16. Capitaux propres.....	117
6.17. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle .....	120

# Rapport Financier 2012

(Cliquer sur une ligne pour atteindre la page souhaitée)

7. Avantages au personnel et autres rémunérations .....	121
7.1. Détail des charges de personnel .....	121
7.2. Effectif fin de période .....	121
7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies .....	121
7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies .....	122
7.5. Autres avantages sociaux .....	123
7.6. Rémunérations de dirigeants .....	123
8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties.....	124
9. Reclassements d'instruments financiers .....	125
10. Juste valeur des instruments financiers .....	125
10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût .....	125
10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur .....	127
11. Événements postérieurs à la clôture.....	129
12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2012 .....	129
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS .....</b>	<b>131</b>
<b>RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS .....</b>	<b>134</b>

# Rapport de Gestion

Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées

Exercice 2012



# RAPPORT DE GESTION 2012

## 1. CHIFFRES CLES

Principaux chiffres significatifs	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
<b>BILAN (comptes sociaux)</b> <i>en millions d'euros</i>			
Total du bilan	13.352	13.054	12.367
Fonds Propres avec FRBG	1.670	1.573	1.462
Capital social	125	125	125
<b>COMPTE DE RESULTAT (comptes sociaux)</b> <i>en millions d'euros</i>			
Produit net bancaire	425	438	428
Résultat brut d'exploitation	200	221	216
Bénéfice net	100	103	100
<b>MOYENS</b>			
Effectif moyen au 31 décembre	1.917	1.923	1.937
Nombre de guichets permanents	156	156	154
Nombre guichets périodiques (DAB / GAB) et automates bancaires	22 642	24 646	23 639
Nombre de clients	654.238	646.164	639.027
<b>SOCIETARIAT</b>			
Nombre de Caisses Locales	66	71	72
Nombre de sociétaires de Caisses Locales	235.751	230.121	219.640



## **2. LA CONJONCTURE**

2012 aura été marquée par une performance économique honorable, malgré les nombreuses craintes exprimées fin 2011 et une légère récession en Europe générée par la crise de l'euro.

Le premier trimestre 2012 a été placé sous le signe d'une détente de l'aversion au risque dans le sillage de la seconde vague des opérations de LTRO (opération de financement à 3 ans des banques), écartant ainsi le risque de faillite bancaire dans la zone euro. Le début d'année a également été marqué par la restructuration de la dette grecque et le relèvement du pare-feu européen (MES / FESF).

Si la dégradation par Standard & Poor's de 9 pays de la zone euro (dont la France) en janvier n'a pas eu d'effet négatif sur les obligations d'état des pays concernés, des craintes sont apparues dès le mois de mars au sujet de la capacité de l'Espagne à respecter son objectif initial de réduction de déficit pour 2012. Les mois d'avril et mai ont été dominés par des inquiétudes croissantes sur l'ensemble de la zone euro, d'abord liées aux risques politiques (élection présidentielle en France, échec des négociations sur des mesures d'austérité aux Pays-Bas et en Grèce avec des élections anticipées), puis par la dégradation de l'environnement économique en Europe qui ont provoqué la remontée de l'aversion au risque des investisseurs. La dynamique économique allemande, qui avait bien résisté jusque-là, a commencé à être affectée.

Les pays émergents ont également été touchés par le ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis, la Chine a dû revoir à la baisse son objectif de croissance.

Le FMI a publié début octobre ses nouvelles prévisions de croissance mondiale révisées à la baisse.

Les banques centrales ont répondu aux signes de ralentissement de l'économie et aux inquiétudes autour de la zone euro par une nouvelle vague d'assouplissements, mais c'est à la fin du premier semestre, que les marchés ont réellement manifesté leur soulagement.

La fin d'année a été animée par le retour sur le devant de la scène des difficultés de l'Espagne et de la Grèce, mais les yeux se sont surtout tournés vers les Etats-Unis où, à peine la réélection à la présidence actée, les inquiétudes se sont concentrées sur le « fiscal cliff » (falaise budgétaire), qui menace la croissance américaine en 2013.

En attendant la levée complète des incertitudes à ce sujet, les marchés ont accueilli positivement certaines publications macroéconomiques plutôt encourageantes.

## **3. LES FAITS MARQUANTS**

Les caisses locales affiliées à la Caisse Régionale ont émis en 2012 des parts sociales à hauteur de 56,5 M€ dans le cadre du renforcement du sociétariat.

L'arrivée à échéance de titres subordonnés remboursables émis en 1998 a réduit l'endettement de la Caisse Régionale de 24,4 M€.

La Caisse Régionale est devenue adhérente de deux nouveaux GIE sans capital du groupe : Crédit Agricole E-Immo qui a pour vocation le développement d'un site internet grand public sur l'habitat et Crédit Agricole Store qui a pour vocation le développement d'un portail sécurisé d'applications numériques pour les appareils nomades.

En application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres détenus dans la holding SAS Rue La Boétie, portant la participation dans Crédit Agricole S.A. sont désormais valorisés à leur coût dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale et font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Au 31 décembre 2012, l'impact de la dépréciation de ces titres dans le compte de résultat consolidé est une charge de 20,5 M€, dont 5,5 M€ de recyclage de la perte latente constatée en capitaux propres au 31 décembre 2011.

Les titres de participation Sacam International ont été dépréciés durablement à hauteur de 11,5 millions d'euros. Leur valeur au bilan au 31 décembre 2012 est de 18,7 millions d'euros.

## **4. L'ACTIVITE**

### **4.1. Le fonds de commerce**

En conformité avec le projet d'entreprise «2015 l'Avenir Ensemble», l'année 2012 s'est inscrite dans une phase de consolidation du fonds de commerce.

Avec 37.171 nouveaux clients, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a concrétisé son attractivité sur tous les marchés : jeunes, actifs, professionnels et entreprises.

En lien avec son engagement mutualiste, 19.005 nouveaux sociétaires ont rejoint les caisses locales de la Caisse régionale.

### **4.2. La collecte**

La collecte progresse de 2 % sur un an pour atteindre 18,4 Md€, avec une évolution marquée par la recherche de notre clientèle de produits sécurisés (DAT, livrets).

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées reste leader sur son territoire avec une part de marché de 43,3 % à fin novembre 2012 [source BDF].

La collecte monétaire se contracte de 5 %, notamment sur les DAV, corollaire d'un encours à décembre 2011 en forte hausse et d'une année 2012 favorisant l'épargne sur livret A et LDD notamment.

L'épargne bancaire évolue de 6 % stimulée notamment par la collecte de livrets A et LDD bénéficiant d'une augmentation réglementaire de plafond d'encours.

Les produits d'assurance vie connaissent une légère progression + 1,5 %. En parallèle, dans un environnement volatil, la collecte sur les valeurs mobilières baisse de 1,8 %.

### **4.3. Le crédit**

Avec 10,6 Md€ l'encours s'est maintenu : + 0,5 % sur 2012.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées reste leader sur son territoire avec une part de marché globale de 50,9% à fin novembre 2012 [source BDF].

Avec 840 M€ de réalisations soutenant l'investissement local, l'encours des crédits à l'équipement progresse de 1 %, avec une évolution significative sur le marché des collectivités publiques +7 %.

La Caisse régionale a continué d'accompagner la filière agricole avec l'octroi de 179 M€ de crédits équipement.

Dans un marché marqué par la récession économique, un repli du nombre de transactions immobilières et par une concurrence vive, les réalisations habitat s'établissent à 633 M€.

Sur le marché des particuliers, les crédits à la consommation ont connu un ralentissement marqué, avec 114M€ de réalisations, l'encours diminue de 12.9 %.

### **4.4. Les assurances de biens et de personnes**

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées poursuit son développement dans la vente de produits d'assurances.

L'assurance protection des personnes (Valeur Prévoyance & Vers l'avenir, Dépendance, GAV et Garantie Obsèques) connaît encore une croissance continue avec plus de 191.000 contrats en stock.

Les contrats d'assurances de biens continuent de gagner du terrain avec plus de 148.000 contrats.

### **4.5. Les produits et les services**

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées continue sa politique active d'équipement de sa clientèle en services bancaires.

A fin 2012, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées présente plus de 303.000 titulaires de comptes services, dont 18.225 professionnels et 13.445 agriculteurs.

Le développement de l'offre multi-canal poursuit sa forte progression comme l'an passé, avec +12 % de connexions tous canaux confondus (1,9 millions). Le site Internet de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées traite désormais 83 % des virements et 96 % des ordres de bourse de ses clients. En 2012, 1.150.000 SMS ont été envoyés soit + 10 %.

## 5. RAPPORT FINANCIER

### 5.1. Bilan et compte de résultat (comptes sociaux)

#### Le bilan

Le total bilan au 31 décembre 2012 s'élève à 13,35 Md€, en progression de 2,3 % par rapport à 2011.

#### A l'Actif :

##### Structure de l'Actif (en pourcentage)

	2012	2011
Crédits clients	78,3%	79,6%
Trésorerie et Banques	7,8%	5,6%
Immobilisations et Titres	11,6%	12,1%
Comptes Encaissements et Régularisation	2,3%	2,7%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Les principales évolutions de l'actif en 2012 portent sur :

- ✓ Les opérations avec la clientèle (10,45 Md€) augmentent de 0,6 %, essentiellement en lien avec les encours de crédit.
- ✓ Les opérations internes au Crédit Agricole (0,87 Md€) : ce poste est constitué des excédents monétaires placés à Crédit Agricole SA sous forme de compte courant ou de placement à court ou long terme. Il est en hausse de 30 % suite à la souscription de placements en blanc dans le cadre de la politique de refinancement.
- ✓ Les opérations sur titres (0,72 Md€) diminuent de 2 % en lien avec l'évolution du portefeuille de titres.
- ✓ Les participations (0,74 Md€) sont stables.

#### Au Passif :

##### Structure du Passif (en pourcentage)

	2012	2011
Trésorerie et Banques	53,0%	55,5%
Comptes créditeurs de la clientèle	29,8%	28,5%
Comptes de tiers et divers	2,8%	1,9%
Provisions et dettes subordonnées	2,0%	2,1%
Capitaux propres	12,5%	12,1%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Les principales évolutions du passif en 2012 portent sur :

- ✓ Les opérations internes au Crédit Agricole (7,07 Md€) : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A., dans le cadre de l'organisation financière interne du Groupe et des possibilités de refinancement des crédits. Il intègre également la part de collecte d'épargne décentralisée au niveau de la Caisse régionale. Il diminue de 2 % en 2012 : dans le cadre de la politique de refinancement, les tombées d'échéance des avances à moyen terme n'ont pas été renouvelées.
- ✓ Le poste Comptes créditeurs de la clientèle (3,97 Md€) évolue de +7 %, compte tenu de la progression des dépôts à terme (+47 %), malgré le recul des dépôts à vue (-5 %).

- ✓ Le poste Comptes de régularisation et passifs divers (0,2 Md€) comporte des dettes envers les fournisseurs à hauteur de 0,9 M€, dont la quasi-intégralité est à échéance de moins de 45 jours.
- ✓ Les capitaux propres (1,67 Md€) augmentent de 6 %, cette évolution est principalement liée au résultat 2012 de 100 M€ et à un complément de FRBG de 7,5 M€.

## Le compte de résultat

Le compte de résultat, présenté ci-dessous, intègre les soldes intermédiaires de gestion, tels qu'ils sont définis par la profession bancaire, selon une norme diffusée par l'Association Française des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (AFECEI). Elle est retenue afin de donner une vision plus analytique du compte de résultat. Certains postes sont présentés en compensant les produits et charges de même nature (charges générales d'exploitation et autres postes concourant au résultat net).

en millions d'euros	2012	2011	Evo. en %
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	230,3	216,3	6,5%
Produits nets de commissions	180,1	178,0	1,1%
Produits nets sur opérations financières	14,7	42,3	-65,3%
Autres produits nets d'exploitation	-0,2	1,5	ns
<b>Produit net bancaire</b>	<b>424,9</b>	<b>438,2</b>	<b>-3,0%</b>
Frais de personnel	-129,3	-123,6	4,6%
Autres frais administratifs	-81,1	-79,3	2,2%
Dotations aux amortissements	-14,2	-14,4	-1,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>200,4</b>	<b>220,9</b>	<b>-9,3%</b>
Coût du risque	-21,7	-29,3	-25,9%
Résultat net sur Actifs immobilisés	-3,1	-5,3	-41,7%
Résultat exceptionnel	-1,2	-1,5	ns
Charge fiscale	-66,6	-62,7	6,2%
Dotation Fonds pour Risques Bancaires Gén.	-7,5	-19,0	-60,4%
<b>Résultat net</b>	<b>100,2</b>	<b>103,1</b>	<b>-2,8%</b>

## Le produit net bancaire

Le Produit Net Bancaire (PNB : 424,9 M€) est en repli de 3 % sous les effets :

- du PNB d'activité – reflet de l'activité commerciale – qui augmente de 2,6 % à 393,5 M€
- de la marge/ Fonds Propres en repli suite à la non perception de dividendes en provenance de la participation dans la holding détenant Crédit Agricole SA. (effet -23 M€ par rapport à 2011).

La marge d'intermédiation, principale composante du PNB d'activité (54 % du PNB total), progresse de 3 %. Elle a bénéficié d'un niveau toujours bas de taux courts et d'inflation et de la politique de refinancement à court terme.

## Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement nettes (224,5 M€) évoluent de +3,3 %.

Les frais de personnel, qui représentent 58 % des charges de fonctionnement nettes, augmentent de 4,6% en raison de la hausse des taxes afférentes (forfait social et taxe sur les salaires sur intéressement et participation). Depuis la création de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées, ce sont plus de 900 nouveaux collaborateurs qui ont été recrutés, essentiellement dans les agences, pour conforter sa dynamique commerciale de service à la clientèle.

Le projet de rationalisation des structures informatiques des Caisses Régionales « Nouvelle Informatique Convergente Evolutive -NICE» se poursuit au rythme prévu : les charges informatiques sont stables. Il aboutira en 2013 à la bascule de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées vers un système d'information focalisé sur le service client et commun à toutes les Caisses régionales.

D'autre part, le doublement de la taxe bancaire systémique fait progresser de 21 % les impôts et taxes. La poursuite des actions d'optimisation budgétaire permet de maîtriser les autres charges.

## **Le revenu brut d'exploitation**

Le repli du PNB conjugué à la hausse des charges de fonctionnement se traduisent par un Résultat brut d'exploitation de 200,4 M€, en recul de 9,3 %.

Le coefficient d'exploitation, qui mesure le niveau d'absorption du produit net bancaire par les charges de fonctionnement, est à 52,8 et reflète la solidité financière de l'entreprise.

## **Le cout du risque**

Le coût du risque (21,7 M€) baisse de 26 % à la suite d'actions volontaristes menées pour prévenir et traiter les difficultés éventuelles de remboursement de crédit des clients.

Il intègre :

- un taux de créances douteuses et litigieuses rapporté à toutes les créances (capital et intérêts) de 2,8 %, contre 2,9 % à fin 2011.
- un taux de provisionnement des créances douteuses et litigieuses à 79,9 %.
- une dotation nette de 17 M€ aux provisions collectives et provisions filières confrontées à des difficultés conjoncturelles.
- une reprise de 2,5 M€ de la provision en couverture du risque opérationnel, suite à la révision annuelle de la cartographie et de la probabilité de survenance du risque exceptionnel.

## **Le résultat net**

Après déduction de la charge fiscale (66,6 M€), en augmentation du fait de la hausse des plus-values latentes sur OPCVM, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées dégage un résultat net de 100,2 M€, en repli de 2,8 % par rapport à 2011.

## **Informations diverses**

### ***Charges non déductibles***

Le montant des charges non déductibles au titre de l'article 39-4 du CGI, s'élève à 25.159 euros au titre de l'exercice 2012, le montant de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses étant de 9.082 euros.

## **5.2. Bilan et compte de résultat (base consolidée)**

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées publie depuis le 31 décembre 2005 ses états financiers consolidés conformément aux normes IAS/IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

L'agrégation des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et des 66 Caisses Locales qui lui sont affiliées forme « l'entité consolidante » Nord Midi-Pyrénées.

Les 3 filiales dont le total du bilan est supérieur à 10 M€ et dans lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détient plus de 20 % des droits de vote sont consolidées. Il s'agit des deux fonds dédiés FORCE 4 et NMP GESTION (OPCVM fermés utilisés dans le cadre des placements de la Caisse Régionale) et du groupe INFORSUD GESTION (activités imprimerie et éditique).

## Le bilan consolidé

Le total du Bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2012 s'établit à 13,48 Md€, en hausse de 2,6 % par rapport à décembre 2011.

### A l'Actif :

#### Structure de l'Actif consolidé (en pourcentage)

	2012	2011
Prêts et créances sur la clientèle	77,0%	78,9%
Actifs financiers disponibles à la vente	8,7%	9,1%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6,5%	4,9%
Comptes de régularisation et actifs divers	2,2%	2,6%
Autres postes de l'actif	5,5%	4,5%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

L'activité clientèle constitue l'essentiel de l'actif du bilan consolidé : le poste Prêts et créances sur la clientèle représente 77 % du total bilan. En hausse de 0,2 %, il atteint 10,38 Md€.

Parmi les autres postes de l'actif significatifs figurent les Actifs Financiers Disponibles à la vente pour 1,2 Md€ (dont les titres de la SAS Rue La Boétie valorisés à 568 M€ fin 2012 contre 583 M€ fin 2011), et les Prêts et Créances sur établissements de crédit pour 0,8 Md€, en hausse de 35 %.

### Au Passif :

#### Structure du Passif consolidé (en pourcentage)

	2012	2011
Dettes envers les établissements de crédits	51,8%	54,8%
Dettes envers la clientèle	29,4%	28,3%
Dettes représentées par un titre	1,1%	0,1%
Capitaux propres	13,9%	13,2%
Provisions pour risques et charges	0,6%	0,7%
Autres postes du passif	3,2%	2,9%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Trois postes principaux permettent d'assurer le financement des prêts et créances émis sur la clientèle :

- En premier lieu, le poste Dettes envers les établissements de crédits : il atteint 7 Md€, en repli de 3 % en lien avec l'évolution de la politique de refinancement.
- En second lieu, les Dettes envers la clientèle : ce poste atteint 4 Md€, en progression de 6,8 %. Cette variation résulte de la progression des Dépôts à terme de la clientèle.
- Enfin, les dettes représentées par un titre qui s'élèvent à 143 M€ fin 2012 contre 17 M€ fin 2011, en lien avec le nouveau programme d'émission de CDN auprès des investisseurs institutionnels.

Les Capitaux propres part du groupe s'élèvent à 1,9 Md€, en hausse de 8,2 %. Cette évolution est principalement liée, d'une part à la hausse du capital par émission de parts sociales des Caisses Locales, et d'autre part au résultat consolidé 2012.

## Le compte de résultat consolidé

en millions d'euros	2012	2011	Evo. en %
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	238,4	229,5	3,9%
Produits nets de commissions	178,9	181,4	-1,4%
Gain ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat et sur actifs financiers disponibles à la vente	-26,1	34,6	-175,5%
Autres éléments du PNB	62,7	66,1	-5,1%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>453,9</b>	<b>511,6</b>	<b>-11,3%</b>
Charges générales d'exploitation	-265,9	-266,8	-0,3%
Dotations aux amortissements	-17,2	-17,6	-2,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>170,8</b>	<b>227,2</b>	<b>-24,8%</b>
Coût du risque & divers	-21,4	-30,5	-29,7%
Charge fiscale	-60,2	-60,7	-0,8%
<b>Résultat net</b>	<b>89,1</b>	<b>136,1</b>	<b>-34,5%</b>

Le Produit Net Bancaire consolidé est de 453,9 M€ au 31 décembre 2012, en repli de 11,3 % par rapport à décembre 2011.

- Les Produits nets d'intérêts et revenus assimilés augmentent de 3,9 % à 238 M€. Cette évolution résulte de l'accroissement des produits issus des prêts à la clientèle et de la baisse des charges liées au refinancement de ces prêts suite à l'évolution de la politique de gestion de la liquidité.
- Les Produits nets des commissions diminuent de 1,4 % à 179 M€.
- Les pertes nettes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat et sur actifs financiers disponibles à la vente sont de 26,1 M€ contre un gain net de 34,6 M€ fin 2011, sous les effets conjugués de l'absence de dividende en 2012 de la SAS Rue La Boétie, de la dépréciation du titre Rue La Boétie (impact -20,5 M€) et du provisionnement durable du titre Sacam International (impact -11,5 M€).
- Les autres éléments du PNB représentent globalement 63 M€, contre 66 M€ en 2011.

Les charges générales d'exploitation consolidées sont contenues à 266 M€, de même que les dotations aux amortissements sur immobilisations à 17 M€.

Le Résultat Brut d'Exploitation, qui diminue de 24,8 % à 171 M€, permet cependant de couvrir :

- un Coût du Risque de 21 M€ (-29,7 % par rapport à décembre 2011),
- une Charge Fiscale de 60 M€ (-0,8 % par rapport à décembre 2011).

Le Résultat net (part du groupe) est de 89,1 M€ (-34,5 % par rapport au 31 décembre 2011).

### 5.3. Dispositif de ratios prudentiels et de gestion

#### Le ratio de solvabilité européen

Selon l'arrêté du 20 février 2007 qui a transposé dans la réglementation française le dispositif européen CRD (Capital Requirement Directive 2006-48-CE et 2006-49-CE), les établissements de crédit sont tenus de respecter en permanence un ratio de solvabilité supérieur à 8 %.

Le ratio de solvabilité du groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, établi en application de la norme dite « Bâle II », est égal à 18,48 % au 31 décembre 2012.

La période transitoire qui prévoyait la prise en compte de planchers de risques s'est achevée le 31 décembre 2011. La valeur du ratio à cette date, intégrant ces exigences transitoires, était de 13,66 %.

#### Les ratios de gestion (Base Comptes Sociaux)

Les ratios confirment une situation financière saine de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées.

Le coefficient d'exploitation, part du PNB consommée par les charges de fonctionnement est inférieur à 53 %.

## **6. CONTRÔLE INTERNE**

### **6.1. Le suivi et le contrôle des risques**

Le règlement 97-02, édicté par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, précise les dispositions à mettre en œuvre en termes de Contrôle Interne. Il est applicable depuis le 1er octobre 1997 et sa dernière modification par arrêté du 19 janvier 2010.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées s'est résolument engagée dans cette démarche.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du 19 janvier 2010, le Responsable des Contrôles Permanents a été nommé comme responsable de la filière risques. Les principes d'organisation en matière de mesure et de surveillance des risques de toutes natures, de marché et de taux, de contreparties, d'organisation comptable, risques de non-conformité, de sécurité des systèmes d'information et opérationnels, ont été formalisés.

Plusieurs comités (comités risques, comités de contrôle interne, comités risques opérationnels, comités financiers...) se réunissant à périodicité régulière, veillent au suivi et au contrôle des différents risques. Un diagnostic périodique permet de cibler les priorités et de piloter les actions.

Le comité de contrôle interne trimestriel, instance de coordination et de suivi des dispositifs de contrôle interne présidée par le Directeur général, veille sur la cohérence et sur l'efficacité du contrôle interne. Une information régulière sur l'exercice du contrôle interne est également donnée au Conseil d'Administration de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées.

Ainsi, deux rapports ont été présentés au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale au cours de l'année 2012.

Le rapport annuel de Contrôle Interne, présenté au Conseil d'Administration, est mis à la disposition des Commissaires aux Comptes, transmis à l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole et à l'Autorité de Contrôle Prudentiel.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est agréée comme prestataire de services d'investissement au titre du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. Elle a formalisé les principes de contrôle de ces activités et s'est engagée dans cette mise en œuvre. Le rapport annuel de contrôle des services d'investissement est transmis à l'inspection générale du Groupe de Crédit Agricole et à l'Autorité des Marchés Financiers.

## **7. LES FACTEURS DE RISQUES**

Cette partie du rapport de gestion présente la nature des risques auxquels la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est exposée, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

### **7.1. Risque de crédit et de contrepartie**

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

#### **Objectifs et politique**

Le Conseil d'Administration définit la politique de maîtrise du risque de crédit et les règles d'octroi pour la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées.

La Direction Générale est chargée de la mise en œuvre, du contrôle et de la subdélégation de cette politique dans le cadre de sa mission générale de gestion et des pouvoirs afférents qui lui sont accordés.

L'application de la politique de distribution de crédits relève du réseau d'agences de proximité pour la banque de détail, des agences entreprises pour la banque de la grande clientèle et des agences spécialisées pour les collectivités locales et la promotion immobilière.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées applique les exigences réglementaires issues des règlements 93-05 et 97-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, des règles internes au groupe Crédit Agricole S.A. et les recommandations du Comité de Bâle. Un suivi spécifique est dédié au déploiement du dispositif Bâle II et au rapprochement comptables des applicatifs.

La Caisse régionale procède à l'actualisation périodique de la politique de maîtrise des risques. La



dernière révision, qui a porté sur la mise en place de nouvelles limites, a été validée par le Conseil d'Administration dans sa séance du 25 juin 2012.

La politique de maîtrise des risques a été déclinée par marchés de la banque de détail et de la grande clientèle.

Une limite complémentaire de 300 M€ sur les encours portés par les projets portant sur des investissements de photovoltaïques ou de méthanisation a été rajoutée.

Le Contrôleur Central des risques au sein de l'unité Contrôles Permanents a pour mission de coordonner et d'animer la filière risque de crédit.

Ses principales activités consistent à :

- analyser l'évolution du risque,
- identifier les entrées en risque avéré ou latent (indicateurs Bâle II),
- informer les Directions et services des résultats des diverses analyses menées,
- proposer et coordonner les actions visant à une amélioration de la maîtrise des risques,
- organiser les Comités et Revues des Risques et suivre l'exécution des décisions,
- procéder aux contrôles sur le respect de la politique de maîtrise des risques.

## **Gestion du risque de crédit**

### • **Principes généraux de prise de risque**

La Caisse régionale exerce son activité crédits à la clientèle sur l'ensemble des marchés présents dans sa zone de compétence et divise ainsi ses risques (agriculteurs, professionnels, particuliers, entreprises, coopératives, collectivités publiques et associations).

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a exclu de son périmètre d'intervention les financements de certaines activités (notamment les maisons de jeux, les casinos, les discothèques, les campagnes électorales...). La Caisse régionale ne finance pas les activités susceptibles de nuire à son image.

L'engagement des crédits mobilise différents acteurs dont les agences qui sont en relation avec la clientèle et instruisent les dossiers de prêts en collaboration avec les experts des services de financement ; chacun dans le respect des délégations qui leur sont accordées.

## **Procédures de décision**

Le Conseil d'administration a délégué ses pouvoirs en matière de crédits au Directeur général ainsi qu'à deux types de Comités : les Comités départementaux des prêts et les Comités des engagements :

- **Comité des Engagements** : il se réunit en moyenne tous les 15 jours. Sur la base des analyses présentées par les responsables des marchés particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises, collectivités publiques, il décide de l'octroi de prêts pour les dossiers entrant dans son champ de compétence c'est-à-dire les dossiers dont l'encours après projet est supérieur à 3 M€.
- **Comités départementaux des prêts** : ils se réunissent toutes les semaines. Ils ont délégation pour les dossiers qui leur sont présentés par les marchés dans la limite de 3 M€ maximum d'encours après projet par contrepartie.
- **Le Directeur Général** : il a reçu des pouvoirs du Conseil d'Administration. Il a délégué ces pouvoirs à différents collaborateurs en deçà des limites de compétence des Comités des prêts. Chaque délégataire doit utiliser sa délégation avec prudence et discernement. Les différents niveaux de délégation se traduisent par l'existence d'une échelle de montants adossés à des grades Bâle II et des critères d'exclusion différenciés par marchés.

### **Banque de détail (Retail)**

Les règles de délégation reposent principalement sur la cotation interne Bâle II, sur la nature du projet et son impact financier. Toutefois la cotation seule n'est pas suffisante pour décider de l'accord du crédit. La décision s'appuie notamment sur la pertinence du projet, la situation financière de l'emprunteur, son professionnalisme, sa situation patrimoniale. Plusieurs étapes décisionnaires sont appliquées entre les différents acteurs.

### **Grande Clientèle (Corporate)**

Les règles de délégation font appel au même processus que la banque de détail. Seule la prise en compte de la cotation BDF pour tenir compte des évolutions récentes de l'entreprise diffère.

## L'appréciation du risque

L'appréciation du risque est fonction de différents critères généraux : encours global, ancienneté de la relation, notation du client, qualité du client, capacité de remboursement et revenu résiduel après endettement.

Des critères spécifiques à chaque marché viennent compléter les premiers notamment en matière de politique de garantie.

- **Méthodologies et systèmes de mesure des risques**

- ❖ **Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit**

### Description du dispositif de notation

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées s'appuie sur les outils internes au groupe. Les contreparties sont notées avec des outils du dispositif Bâle II : LUC pour la Banque de Détail (particuliers, agriculteurs, professionnels, petites associations) et OCE pour la Grande Clientèle (entreprises, collectivités publiques et professionnels de l'immobilier).

Dans le cadre de la mise en œuvre des usages Bâle II, les grades Bâle II sont utilisés dans les schémas de délégation de la Banque de Détail comme de la banque Grande Clientèle.

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés (bilan) et les engagements confirmés non utilisés (hors bilan).

Depuis fin 2007, l'Autorité de Contrôle Prudentiel a autorisé le Crédit Agricole à utiliser les systèmes de notation internes au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail.

La gouvernance du système de notation s'appuie sur le Comité des Normes et Méthodologies présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et méthodologies de mesure et de contrôle des risques.

#### Banque de détail

L'analyse s'effectue sur des critères d'appréciation du risque spécifiques à chaque marché.

Une note est attribuée mensuellement à chaque contrat et groupe de risque. Elle est déterminée par le croisement de plusieurs critères qui permettent d'estimer le risque de probabilité de défaut.

Il y a 12 grades LUC hors défaut avec les Probabilités de défaut suivantes pour l'année 2012 :

\* PD = Probabilité de Défaut

Ci-dessous le tableau de correspondances entre les intervalles de notes et les grades PD des groupes de risque

01-Particuliers		02-Agriculteurs		03-Professionnels		05-Associations	
Grades PD	PD V31	Grades PD	PD V31	Grades PD	PD V31	Grades PD	PD V31
L	49,44	L	44,9	L	45,39	L	50,36
K	26,89	K	26,95	K	26,61	K	24,95
J	16,9	J	14,3	J	12,93	J	19,79
I	8,85	I	7,94	I	6,85	I	11,02
H	4,5	H	4,24	H	3,04	H	5,93
G	2,69	G	2,17	G	1,44	G	5,06
F	1,77	F	1,15	F	0,64	F	0,96
E	1,12	E	0,72	E	0,3	E	0,25
D	0,71	D	0,41	D	0,16	D	0,12
C	0,33	C	0,32				
B	0,18						
A	0,04						

Le modèle est revu annuellement par le Comité des Normes et Méthodologies du Groupe.

Les calibrages 2011 des modèles, mis en œuvre dans les modèles V31, ont été pré validés par le Comité de Pilotage LUC et Backtesting du 8 novembre 2011 ; le CNM du 24 novembre 2011 a procédé à la validation méthodologique de ces calibrages.

Par rapport aux modèles V30, les modèles V31 présentent les modifications suivantes :

1. la révision méthodologique de deux modèles LGD : DAV Particuliers<sup>1</sup> et Crédit Consommation
2. la révision méthodologique du modèle CCF DAV Particuliers
3. la révision de tous les modèles ELBE,
4. un recalibrage (i.e. modification des valeurs des paramètres bâlois) de tous les autres modèles PD, LGD, CCF.

La mise en production uniforme des modèles V31, pour l'ensemble des Caisses régionales, a été définie pour l'arrêté de janvier 2012.

### Banque Entreprise

Sur le périmètre de la clientèle Entreprises, la Caisse Régionale dispose de méthodologies de notation Groupe utilisant des critères tant quantitatifs que qualitatifs.

Le système de notation actuel définit 15 positions détaillées page suivante qui reprend la grille de notation Grande Clientèle (extrait du Guide Méthodologique de Notation des Contreparties Entreprises, version 3.0 juin 2012) :

---

<sup>1</sup> N.B. : La performance du nouveau modèle LGD DAV Particuliers étant en dessous du seuil de l'indicateur Powerstat, le COPIL LUC et Backtesting a validé l'implémentation dans les modèles V31 de la valeur unique 41,01 pour le grade J.

Echelle Maître du Groupe Crédit Agricole					Equivalence				
Grade	Qualité de l'emprunteur	Description	PD de référence	Intervalle de dicrétisation Défaut (PD) à 1 an	Moody's	S & P's	BdF(1)	NP 2008 -09	
<b>A+</b>	<b>Exceptionnel</b>	L'aptitude à faire face à ses obligations est très forte y compris à moyen et long terme	<b>0,001 %</b> (2)	PD quasi-nulle de 0,000 % à 0,003 %	Aaa	AAA	3++	Investment grade	
<b>A</b>	<b>Excellent</b>	La probabilité d'un défaut dans l'année est quasi nulle	<b>0,01%</b>	PD très faible de 0,003 % à 0,014 %	Aa1 Aa2	AA+ AA	3++		
<b>B+</b>	<b>Très bon</b>	La solidité financière de la contrepartie pourrait être sensible à des changements économiques défavorables ou à une modification des circonstances, cependant sa capacité à faire face à ses obligations reste forte y compris à moyen et long terme	<b>0,020%</b>	PD de l'ordre de 0,014 % à 0,035 %	Aa3 A1	AA- A+	3++		
<b>B</b>	<b>Bon</b>	La probabilité d'un défaut dans l'année est estimée à moins de 0,01 %	<b>0,06%</b>	PD comprise entre 0,035 % à 0,098 %	A2 A3	AA-	3+		
<b>C+</b>	<b>Assez bon</b>	Capacité satisfaisante pour faire face à ses obligations à un an. Sur le moyen long terme, celle-ci pourrait se voir affaiblie à la suite de changements économiques défavorables ou de modifications des circonstances.	<b>0,16%</b>	PD comprise entre 0,098 % à 0,219 %	Baa1	BBB+	3		
<b>C</b>	<b>Satisfaisant</b>	Cette catégorie regroupe aussi des contreparties dont la situation financière est solide mais qui ne sont pas retenues dans les catégories précédentes en raison de leur petite taille	<b>0,30%</b>	PD comprise entre 0,219 % à 0,424 %	Baa2	BBB	3		
<b>C-</b>	<b>Assez satisfaisant</b>	En moyenne de cycle, la probabilité d'un défaut dans l'année est estimée à moins de 0,6 %	<b>0,60%</b>	PD comprise entre 0,424 % à 0,671 %	Baa3	BBB-	4+		
<b>D+</b>	<b>Acceptable</b>	La sensibilité de la contrepartie à des conditions défavorables sur les plans économique et financier peut affecter sa capacité à s'acquitter de ses obligations financières	<b>0,75%</b>	PD comprise entre 0,671 % à 0,968 %	Ba1	BB+	4	non sensible	non investment grade
<b>D</b>	<b>Moyen</b>	A un horizon d'un an, cette capacité est acceptable pour les contreparties D+ et D. Elle est en revanche faible pour les contreparties D-	<b>1,25%</b>	PD comprise entre 0,968 % à 1,541 %	Ba2	BB	4		
<b>D-</b>	<b>Passable</b>	En moyenne de cycle, la probabilité d'un défaut dans l'année est estimée à moins de 3,0 %	<b>1,90%</b>	PD comprise entre 1,541 % à 3,082 %	Ba3	BB-	5+		
<b>E+</b>	<b>Vulnérable</b>	Une contrepartie est en position de faire face à ses obligations à l'horizon d'un an et dans les conditions économiques stables. Elle est toutefois vulnérable et fait l'objet d'une attention particulière	<b>5%</b>	PD comprise entre 3,082 % à 7,746 %	B1 B2	B+ B	5,6	sensible	
<b>E</b>	<b>Fragile Sous surveillance</b>	La capacité de remboursement à un an d'une contrepartie dépend de conditions économiques favorables, ce qui justifie une mise sous surveillance	<b>12%</b>	PD comprise entre 7,746 % à 15,492 %	B3	B-	7		
<b>E-</b>	<b>Mauvais Sous surveillance</b>	Il existe de fortes incertitudes quant à la capacité d'une contrepartie à exécuter ses engagements financiers et des incidents (non respect de covenant, retard de paiement sur créances commerciales...) sont signalés	<b>20%</b>	PD supérieure à 15,492 %	Caa Ca c	CCC CC C	8		
<b>F</b>	<b>Défaut</b>	Situation de défaut due à un impayé (de 3 mois en général) ou à un doute caractérisé de la banque sur la solvabilité du débiteur <b>Hors</b> procédure judiciaire et procédures collective	<b>100%</b>	Défaut constaté = 100 %	D	D	9*	Défaut	
<b>Z</b>	<b>Défaut avec procédure</b>	Situation de défaut due à un impayé (de 3 mois en général) ou à un doute caractérisé de la banque sur la solvabilité du débiteur <b>avec</b> procédure judiciaire et procédures collective	<b>100%</b>	Défaut constaté = 100 %	D	D	P		

Note (1) : la correspondance entre note CA et BdF est donnée à titre indicatif ; il est possible qu'une contrepartie notée 8 par la BdF soit notée F au CA (\*)

Note (2) : la probabilité de défaut prise en compte pour les souverains notés A+ est nulle

### ❖ **Mesure du risque de crédit**

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés.

#### **Outils de détection du risque utilisés**

La Caisse Régionale utilise l'outil groupe Crédit Agricole national Arcade et des pistes d'audit issues de développements internes.

#### **Axes d'analyse**

Le reporting du risque s'articule autour des principaux axes suivants : suivi des risques sur les périmètres comptables, Bâle II et réglementaires.

### • **Dispositif de surveillance**

Les éléments clés du dispositif reposent sur les axes suivants : fixation de limites avec contrôle du respect de ces limites, règles de division des risques, processus spécifiques d'engagement, déclassement en douteux et provisionnement idoine ; l'objectif étant la diversification et la segmentation des risques.

### ❖ **Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées mesure ses risques en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors-bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques. Afin d'éviter que la concentration des risques sur certains clients ou certains secteurs, puisse mettre en cause, en cas de défaillance, les équilibres fondamentaux de la Caisse régionale, une politique de division des risques est appliquée.

#### **Division des risques**

La réglementation du C.R.B. qualifie de « grands risques » ceux qui dépassent 10 % des Fonds Propres d'un Etablissement de Crédit. Elle recommande de ne pas dépasser 25 % de nos Fonds Propres en risque sur un même bénéficiaire.

Dans le but de mieux contrôler ses risques, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a mis en place des règles plus strictes :

Tableau récapitulatif des limites individuelles de risque de crédit

<b>Types de contrepartie</b>	<b>Grades BALE 2</b>	<b>Limite individuelle (en encours bruts et en €)</b>	<b>Exception (en encours bruts et en €)</b>
Particuliers	Tous grades	1,5 millions d'euros	Pas d'exception
Agriculteurs	Tous grades	3 millions d'euros	Pas d'exception
Professionnels	Tous grades	3 millions d'euros	Pas d'exception
Professionnels de la CASEG	Tous grades	6 millions d'euros	Pas d'exception
Marché des entreprises	Grades A à C+	20 millions	40 millions si la contrepartie bénéficie d'une couverture FONCARIS à 50 %.
Marché des entreprises	Grades C et suivantes	15 millions	30 millions si la contrepartie bénéficie d'une couverture FONCARIS à 50 %.
Promotion Immobilière	Tous grades	12 millions	24 millions si la contrepartie bénéficie d'une couverture FONCARIS à 50 %.
Sociétés d'Economie Mixte (SEM)	Tous grades	12 millions	Pas d'exception
Collectivités Publiques	Tous grades	30 millions	Pas d'exception

## Tableau récapitulatif des limites globales de risque de crédit

Type de crédits ou marchés	Limites globales (en %)	Limites globales (en encours bruts) au 31/12/2012	Encours bruts réels Au 31/12/2012
Crédits syndiqués toutes contreparties (CRNMP suiveurs)	< ou = à 18 % des encours globaux en K du marché des Entreprises.*	324 M€	136 M€ suiveur
Dont Crédits syndiqués par CA-CIB	<= à 20% des FP Bâle 2**	244 M€ au 31/12/2012	93 M€
LBO & FSA	< ou = à 15 % de l'encours global marché Entreprises*	270 M€	130 M€ de LBO et FSA à fin décembre 2012
Dont LBO pures	< ou = à 5 % de l'encours global marché Entreprises*	90 M€	28 M€
Promotion Immobilière	< ou = à 3 % de l'encours global marché Entreprises*	54 M€	10 M€
Particuliers	Aucune	Non concerné	
Agriculteurs	Aucune	Non concerné	
Professionnels	Aucune	Non concerné	
Professionnels de la CASEG	Aucune	Non concerné	
Entreprises	Aucune	Non concerné	
Professionnels de l'Immobilier	Aucune	Non concerné	
Sociétés d'Economie Mixtes (SEM)	Aucune	Non concerné	
Marché des Collectivités Publiques	Aucune	Non concerné	

\* Montant des crédits en capital du marché des Entreprises à fin décembre 2012 : 1,80 Md€(source : Contrôle de Gestion)

\*\* Montant des Fonds Propres Bâle II à fin juin 2012 : 1, 222 Md€(Source Unité Comptabilité. Donnée à fin décembre 2012 non publiée au moment du rapport).

Le contrôle du respect de ces limites est assuré par le Contrôleur Central des Risques crédits (unité Contrôles Permanents). L'unité Contrôles Permanents identifie également les dossiers qui dépassent ces limites d'engagements pour présentation biannuelle en Conseil d'Administration (Janvier et Juillet).

### **Financements structurés et syndiqués**

Les caractéristiques de ces financements conduisent à déléguer en pratique l'étude de fond du dossier à un autre intervenant généralement CA CIB ou une autre Caisse Régionale.

L'encours de ces financements était de 136 M€ au 31 décembre 2012 (CR NMP suiveuse).

### **Plafond de risques sur un même bénéficiaire**

La réglementation du C.R.B. qualifie de "grands risques" ceux qui dépassent 10 % des Fonds Propres d'un Etablissement de Crédit ; dans sa politique de risque, la Caisse Régionale ramène ce seuil aux limites globales définies dans le tableau récapitulatif des limites globales de risque de crédit ci-dessus.

Ceux-ci font l'objet d'obligations légales de contrôle interne et de déclaration trimestrielle à l'A.C.P.

Au 30 septembre 2012, aucune contrepartie n'a été recensée dans ce cadre.

### **Déclassement des créances en « douteuses litigieuses » et provisionnement**

Les règles de passage en douteux litigieux suivent les préconisations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Le niveau de provisionnement est calculé systématiquement à l'entrée en CDL en fonction de la nature du financement. Si le dossier ne se régularise pas, une étude plus approfondie du dossier est menée permettant notamment de mieux apprécier la qualité de la garantie. Des provisions sectorielles sont aussi constituées sur des filières détectées à risque.

#### **❖ Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel**

L'ensemble des comités et revues indiqués ci-dessous est piloté par l'unité Contrôles Permanents.

### **Comités Risques de secteurs**

Des Comités risques de secteurs sont organisés mensuellement au niveau des secteurs d'agences de proximité. Ces revues portent sur des dossiers non CDL dont la cotation s'est dégradée sur le trimestre (particuliers, agriculteurs, professionnels, petites associations). Ces revues sont menées sous la responsabilité des Directeurs de secteurs.

### **Comités Grands Risques**

Il examine trimestriellement des groupes de risques non CDL représentant les plus grands encours de la Caisse Régionale ainsi que des encours sensibles par marchés. Ce Comité Grands Risques est présidé par le Directeur général et / ou les Directeurs généraux adjoints, en présence du Directeur des risques, des Directeurs de marchés et du Contrôleur Central des Risques.

### **Revue de portefeuille entreprises**

Ces revues ont lieu tous les trimestres et ont pour objectif d'examiner la situation financière des clients gérés dans les Agences Entreprises.

Les critères de sélection de ces revues sont les suivants :

- Les dossiers avec une note de D- à E-
- Les dossiers dont la cotation ANADEFI se dégrade de deux rangs sur le trimestre
- Les notes BDF à partir de 5+ et suivantes

### **Revue de portefeuille agences Promotion Immobilière et Affaires Spéciales**

Pour les agences Promotion Immobilière et Affaires Spéciales, l'ensemble des dossiers est examiné une fois par an afin de faire un bilan complet de la situation financière du client, du niveau des garanties, des actions en cours.



## **Analyses du risque filières**

Un suivi global des encours et du risque sur l'ensemble des filières est réalisé à minima tous les trimestres. Puis, de ce suivi global se déclinent des analyses risques de crédit ciblées sur des filières économiques ou typologies de financements spécifiques.

Au cours de l'exercice 2012, des analyses et revues ont été effectuées sur les filières sensibles des crédits habitat, les crédits à la consommation, les crédits habitat avec options de modulations, les O.C.S, les crédits revolving, les crédits agricoles, professionnels et aux entreprises.

### **❖ Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance**

Le suivi des contreparties défaillantes varie suivant le marché :

#### **Marchés de proximité (particuliers, professionnels, agriculteurs)**

- 1<sup>ère</sup> phase : traitement dans les points de vente
- 2<sup>ème</sup> phase : si la régularisation du dossier n'est pas intervenue dans un délai calendaire établi, le dossier, en fonction de différents critères (typologie du crédit (restructuré ou non, Neiertz), durée de l'irrégularité, montant de l'irrégularité et note Bâle II) est transféré dans les unités de Recouvrement Commercial (Recouvrement Commercial Particuliers ou Recouvrement Commercial Agris - Pros selon le client), placées sous la responsabilité de la Direction des Risques. Il s'agit d'unités de recouvrement amiable.
- 3<sup>ème</sup> phase : le transfert du dossier au Contentieux ne s'effectue qu'en cas d'échec de la phase amiable ou en cas de survenance d'une procédure collective : sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire.

#### **Marché des entreprises**

Une cellule Affaires Spéciales, placée sous la responsabilité de la Direction des Entreprises, gère les dossiers en situation sensible.

Le transfert à l'unité Contentieux, placée sous la responsabilité de la Direction des Risques, s'effectue lors de la survenance d'une procédure collective : sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire.

#### **Particularisme des CDL forcées**

Il doit être noté que lorsqu'une contrepartie non CDL présente des risques de défaillance fort, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées prend l'initiative de la positionner en CDL « forcée ». De ce fait, cette contrepartie est exclue de la délégation d'octroi de crédit des agences de proximité et les encours sont provisionnés.

- **Mécanismes de réduction du risque de crédit**

Les crédits consentis par la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées sont globalement assortis de garanties.

La politique de garanties de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées vise à minimiser les conséquences d'un défaut de remboursement.

La prise de garantie ne se substitue en aucun cas à l'instruction et n'est jamais considérée comme un élément clé de la décision. Les garanties doivent être adaptées au financement accordé et appréciées à leur juste valeur.

La politique de garanties repose sur la définition de garanties "usuelles", à prendre selon des cas variant en fonction de la nature de l'opération (installation, immobilier, trésorerie...), le type de crédit (durée), la qualité du risque (appréciée notamment à travers la cotation, les grades de risque et les scores).

La politique de garanties est différenciée pour chacun des marchés car ils présentent des particularités en matière de risques et de type de financement.

La politique de garanties est révisée annuellement afin de tenir compte des évolutions réglementaires et économiques.

## Exposition

- **Exposition maximale au risque crédit**

Données consolidées normes IFRS (en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	49 653	50 344
Instruments dérivés de couverture	159 316	117 648
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	467 793	426 344
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	4 544	898
Prêts et créances sur la clientèle	10 382 718	10 358 744
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	291 746	189 407
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>	<b>11 355 770</b>	<b>11 143 385</b>
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	938 920	1 086 058
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	186 462	233 963
Provisions - Engagements par signature	- 2 585	- 2 545
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>	<b>1 122 797</b>	<b>1 317 476</b>
<b>TOTAL Exposition nette</b>	<b>12 478 567</b>	<b>12 460 861</b>

- **Concentration**

- ❖ Diversification du portefeuille par filière d'activité économique

Ventilation des encours Bâle II (EAD : encours bilan et hors bilan pondérés) et impact EL (perte attendue) situation au 31/12/2012 (Source ARCADE-tous segments exceptés les particuliers).

### Encours par activités économiques

NOMS FILIERES	Au 31/12/2012			
	EAD (en K€)	Poids EAD	EL (en K€)	Poids EL
Agroalimentaire	1 551 422	23,46%	46 841	28,23%
Immobilier	1 157 709	17,51%	37 254	22,45%
Services non marchands/ Secteur public/ Collectivités	1 157 922	17,51%	1 059	0,64%
Divers	543 407	8,22%	14 762	8,90%
Distribution/ Industries de biens de consommation	365 655	5,53%	18 179	10,96%
Tourisme/ Hôtels/ Restauration	327 727	4,96%	15 375	9,27%
Autres activités financières (non bancaires)	277 163	4,19%	3 491	2,10%
Santé / Pharmacie	277 083	4,19%	2 456	1,48%
Energie	349 383	5,28%	3 369	2,03%
BTP	198 939	3,01%	8 205	4,95%
Automobile	79 600	1,20%	3 287	1,98%
Industrie lourde	87 974	1,33%	4 626	2,79%
Utilities	82 539	1,25%	606	0,37%
Autres Transports	47 962	0,73%	1 431	0,86%
Autres industries	40 025	0,61%	1 732	1,04%
Bois/ Papier/ Emballage	20 449	0,31%	972	0,59%
Informatique/ Technologie	15 596	0,24%	397	0,24%
Média/ Edition	11 184	0,17%	1 597	0,96%
Assurance	13 167	0,20%	97	0,06%
Aéronautique/ Aérospatial	6 387	0,10%	153	0,09%
Maritime	386	0,01%	3	0,00%
Banque	174	0,00%	0	0,00%
Télécom	361	0,01%	19	0,01%
<b>TOTAL FILIERES</b>	<b>6 612 214</b>	<b>100,00%</b>	<b>165 912</b>	<b>100,00%</b>

## ❖ Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

Le détail des encours de prêts et créances par agent économique figure en note 3.1 des états financiers consolidés :

- Prêts & créances par agent économique
- Engagements donnés en faveur de la clientèle

### • Qualité des encours

#### ❖ Analyse des prêts et créances par catégories

Tableau Prêts et Créances

Prêts et créances (en millions d'€)	31/12/2012	31/12/2011
Ni en souffrance, ni dépréciés	11 169	10 897
En souffrance, non dépréciés	174	177
Dépréciés	298	311
<b>Total</b>	<b>11 641</b>	<b>11 385</b>

Source : Arpège

Actif financier en souffrance : Selon l'IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle (cf note 3.1 des états financiers consolidés).

#### ❖ Analyse des encours par notation interne

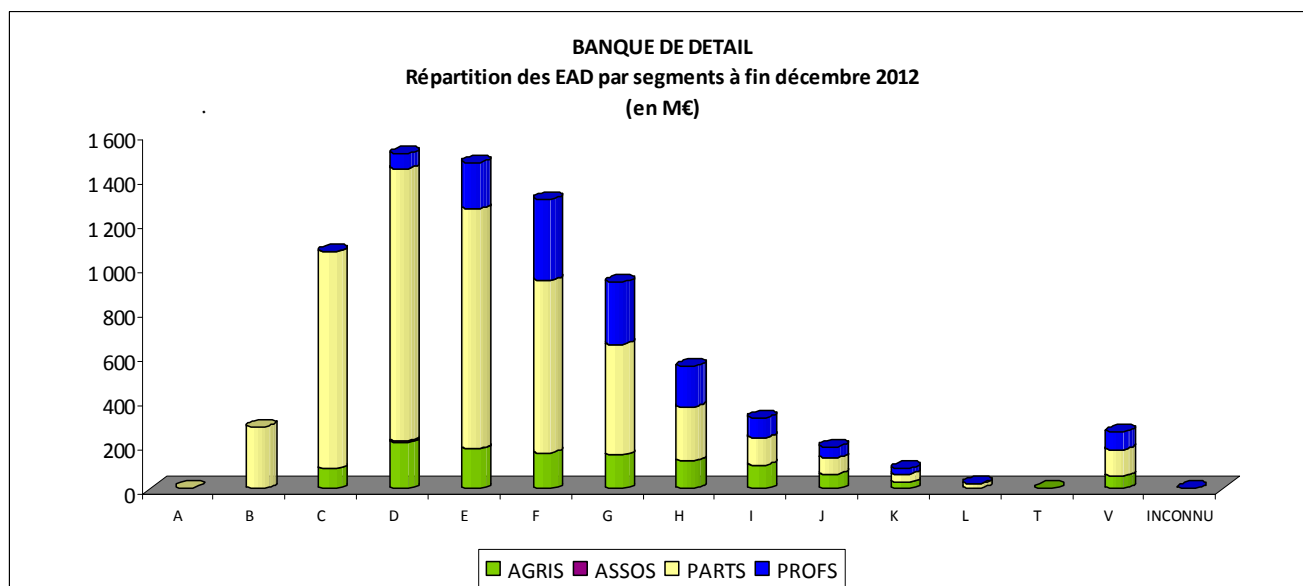
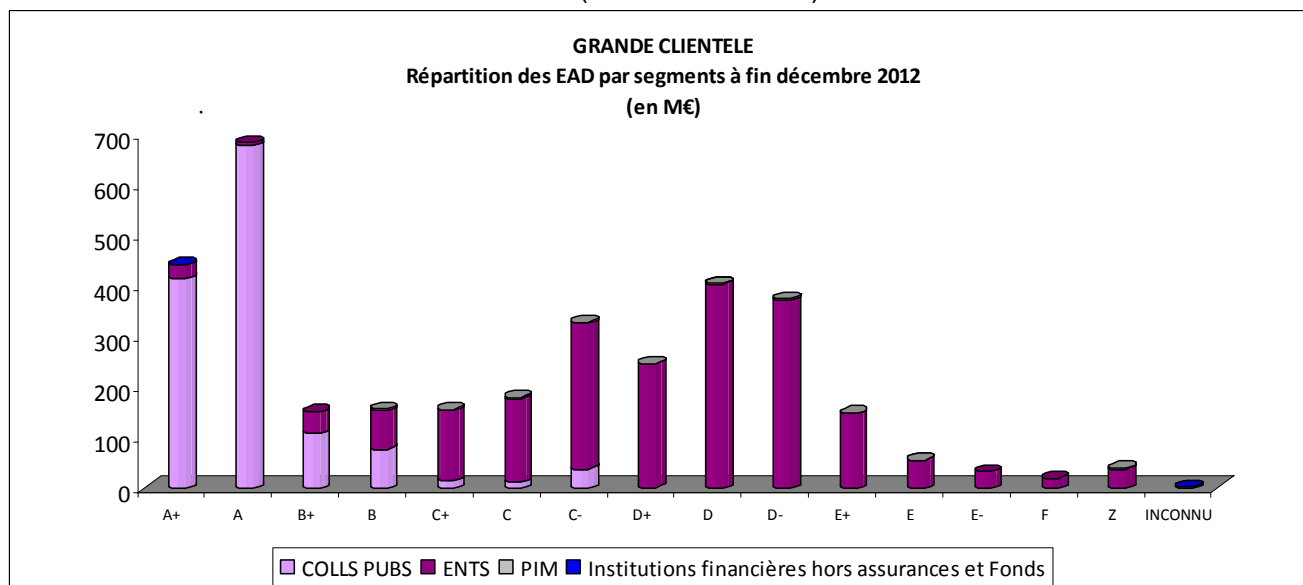
La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Corporate » (entreprises, banques et institution financière, Administrations, PIM et Collectivités publiques).

Au 31 décembre 2012, la Grande Clientèle représente 3 417 Md€ ; les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent 99,94 % des encours portés par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées sur la Grande Clientèle et le ratio de notes valides est de 97,1 %.

La Banque de Détail représente 8 026 Md€ ; les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne sont de 99.98 %.

Le périmètre ventilé dans les graphiques ci-après est celui des engagements portés par la Caisse Régionale à ses clients de la Grande Clientèle et de la Banque de Détail à fin décembre 2012, soit un total de 11 443 Md€.

## Répartition des EAD par PD (Source ARCADE)



## 7.2. Risques de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés notamment : les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des actions, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité implicite.

### Objectifs et politique

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres en comptes consolidés.

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées ne détient pas de Trading book. Son Banking book est constitué de titres de participation, de titres d'investissement et de titres de placement.

La gestion du Banking book a pour objectif de contribuer régulièrement à l'évolution du PNB tout en contrôlant les expositions au risque de marché afin d'en limiter les impacts négatifs sur le PNB dans les

limites qu'elle s'est fixée.

## **Gestion du risque**

### ➤ **Dispositif local et central**

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. est structuré sur deux niveaux distincts mais complémentaires :

- Au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.
- Au niveau de la Caisse Régionale, un Responsable des Risques et Contrôles Permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce Responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse régionale et lui est directement rattaché.

### ➤ **Les comités de décision et de suivi des risques**

La politique financière annuelle définit une organisation des fonctions financières reposant sur les principes fondamentaux suivants :

- Collégialité des prises de décisions : les décisions sont prises par 2 comités :
  - ✓ Comité financier trimestriel à vocation stratégique réunissant le Directeur général, les Directeurs généraux adjoints, le Directeur financier et les responsables des unités suivantes : Coopération Gestion financière, Comptabilité, Contrôle de gestion, Contrôle permanent et Contrôles périodiques. Ce comité fixe trimestriellement la stratégie de gestion et de contrôles des risques de marché, en correspondance avec les décisions de gestion arrêtées par le Conseil d'Administration.
  - ✓ Comité de gestion financière mensuel à vocation opérationnelle réunissant le Directeur général adjoint, le Directeur Financier et les responsables des unités suivantes : Coopération Gestion financière, Comptabilité, Contrôle de gestion et Contrôle permanent. Ce comité prend les décisions opérationnelles sur les opérations de marché nécessaires au respect des objectifs de gestion et de contrôles des risques de la Caisse régionale.
- L'organisation mise en place respecte les recommandations et les principes énoncés par la réglementation bancaire (Règlement 97-02 modifié : article 17, 25, 26, 27 et article 40) et ceux du groupe Crédit Agricole.
- La Direction financière est la seule à intervenir sur les marchés financiers : notamment toutes les opérations avec la clientèle nécessitant l'acquisition d'un instrument de marché seront préalablement soumises à sa validation, à l'exception des opérations de change qui relèvent de l'unité des affaires internationales.

## **Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marchés**

L'encadrement des risques de marché de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées repose sur la combinaison de deux indicateurs de risque sur base sociale (titres de placement dont fonds dédiés en transparence totale), donnant lieu à encadrement par des limites et/ou seuils d'alerte : la Value at Risk (VaR) et les scénarii de stress.

Les limites définies par le Conseil d'Administration inscrite dans la politique financière de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées sont les suivantes :

- les conséquences du scénario catastrophe doivent rester inférieures à 3 % du PNB N-1 (-13,1M€),
- l'impact négatif à 1 mois de la valorisation du portefeuille doit rester inférieur à 3 % du PNB N-1 (-13,1M€) dans 99 % des cas (VaR 99).

Pour garantir le respect de la politique définie, ces limites sont complétées par un dispositif d'information du Conseil d'Administration à 90 % de ces limites et un seuil opérationnel fixé à 80 % de ces limites.

La mesure est effectuée mensuellement par l'unité Contrôle de gestion qui en fait un reporting aux

membres du Comité Financier.

### ➤ La VaR (Value at risk)

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés.

Sur son portefeuille de titres, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps de 1 mois.

L'outil de mesure est l'applicatif VaR paramétrique développé par Amundi.

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

- La VaR paramétrique fait l'hypothèse d'une distribution normale des rendements des actifs composant le portefeuille, ce qui n'est pas le cas pour certains actifs ; qui n'est pas toujours le cas pour certains produits et dans certaines situations de crise,
- L'utilisation d'un intervalle de confiance de 99 % ne tient pas compte des pertes pouvant intervenir au-delà de cet intervalle. La VaR est donc un indicateur de risque de perte sous des conditions normales de marché et ne prend pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle.

<b>Exposition par facteur de risque</b>			
<i>En M€</i>	<b>31/12/2011</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>Evolution</b>
<b>Monétaire</b>	278,6	303,8	<b>9%</b>
<b>Monétaire dynamique</b>	8,9	9,1	<b>2%</b>
<b>Obligations</b>	153,5	166,4	<b>8%</b>
<b>Convertible</b>	3,7	4,2	<b>14%</b>
<b>Actions</b>	56,3	20,3	<b>-64%</b>
<b>Gestion alternative et diversifiée</b>	43	18,6	<b>-57%</b>
<b>Total du portefeuille de placement (juste valeur)</b>	544	522,4	<b>-4%</b>
<b>VaR</b>	-8,3	-5	<b>-40%</b>
<b>Stress scénario : impact sur le PNB</b>	-12,5	-6,7	<b>x0,5</b>

La gestion réalisée en 2012 sur le portefeuille a poursuivi son orientation visant à désensibiliser le portefeuille aux risques.

Cette nouvelle orientation s'est traduite sur les résultats des mesures d'encadrement des risques de marché (VaR et Stress scénario).

### ➤ Les stress scénarii

Pour compléter le dispositif, le portefeuille est testé en conditions extrêmes de marchés : stress scénarii. La mesure du risque en stress test est réalisée par la mise en œuvre du scénario adverse (ou scénario catastrophe).

Le scénario adverse prend en compte une évolution défavorable des marchés selon les hypothèses de stress suivantes :

Piliers	Détail des chocs
Complémentaire synthétique	0,0%
Monétaire	0,0%
Monétaire dynamique	-2,50%
Obligations Emergentes	Sensibilité taux X 318 bp
Obligations Euro Credit	Sensibilité taux X 318 bp
Obligations Euro Credit 1-3 ans	Sensibilité taux X 341 bp
Obligations Euro Etat 1-3 ans	Sensibilité taux X 217 bp
Obligations Euro Etat 3-5 ans	Sensibilité taux X 197 bp
Obligations Euro Etat 5-7 ans	Sensibilité taux X 165 bp
Obligations Euro Etat 7-10 ans	Sensibilité taux X 157 bp
Obligations Euro Etat sup à 10 ans	Sensibilité taux X 189 bp
Obligations Euro Etat ttes mats	Sensibilité taux X 184 bp
Obligations Euro High Yield	Sensibilité taux X 466 bp
Obligations inflation Euro	Sensibilité taux X 93 bp
Obligations inflation Monde	Sensibilité taux X 93 bp
Obligations Monde Aggregate	Sensibilité taux X 318 bp
Obligations Monde Etats	Sensibilité taux X 184 bp
Obligations Monde Etats hedgée euro	Sensibilité taux X 184 bp
Obligations US Etat 1-3 ans	Sensibilité taux X 217 bp
Obligations US Etat 3-5 ans	Sensibilité taux X 197 bp
Obligations US Etat 5-7 ans	Sensibilité taux X 165 bp
Obligations US Etat 7-10 ans	Sensibilité taux X 157 bp
Obligations US Etat sup à 10 ans	Sensibilité taux X 189 bp
Obligations US Etat ttes mats	Sensibilité taux X 184 bp
Obligations US High Yield	Sensibilité taux X 466 bp
Obligations Euro Credit 3-5 ans	Sensibilité taux X 328 bp
Obligations Euro Credit 5-7 ans	Sensibilité taux X 308 bp
Obligations Euro Credit 7-10 ans	Sensibilité taux X 294 bp
Obligations Euro Credit A	Sensibilité taux X 169 bp

Obligations Euro Credit AA	Sensibilité taux X 169 bp
Obligations Euro Credit AAA	Sensibilité taux X 169 bp
Obligations Euro Credit sup à 10 ans	Sensibilité taux X 325 bp
Convertibles	-14%
Actions	-35%
Immobilier	-40%
Techno & télécoms (CAAM Tech Telecom)	-35%
Matières Premières	-35%
Gestion alternative / Multi- class	-10%

## Risque action

### ➤ Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

La Caisse Régionale n'a pas d'activité de trading, ni d'arbitrage.

### ➤ Risque sur actions provenant des portefeuilles de placement

Au 31 décembre 2012 la Caisse régionale détient en direct 1.5 M€ d'OPCVM actions et 1.0 M€ d'exposition action au travers d'OPCVM à gestion diversifié, et 16.1 M€ d'OPCVM actions positionné dans un fonds dédié. Cet encours (18.6 M€ globalement) représente 2.2 % des titres de placement. Les lignes détenues directement présentent 1.1 M€ de plus-value latente.

Il y a eu en 2012 : 47.6 M€ de cessions (dont 1,6 M€ de plus-values sur cessions en ligne directe), et 12 M€ de souscriptions de fonds action dans les fonds dédiés.

## Risques particuliers

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées détient des CDO (Collateralised Debt Obligations) et autres structurés de crédits non exposés aux sous-jacents résidentiels US et UK.

Les CDO sont des contrats consistant à transférer un risque de crédit (risque de défaut) moyennant le versement d'une prime, sans transfert de propriété de l'actif sous-jacent aussi longtemps que l'événement de crédit (la défaillance) ne survient pas.

## Portefeuille d'investissement

Le portefeuille d'investissement n'est pas soumis aux risques de marché.

Un des effets de la crise financière née en 2008 a été la dégradation de la qualité de quatre titres du portefeuille de titres d'investissement. Ainsi, les provisions pour risque de contrepartie au 31 décembre 2012 s'élèvent à 8.5 M€ et les provisions pour risque de non recouvrement du capital à l'échéance s'élèvent à 3.2 M€.

La caisse régionale a décidé d'orienter une partie de son portefeuille d'investissement en souscrivant dans des titres éligibles au futur ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) pour 85M€.

## 7.3. Risque de taux d'intérêt global

### Objectifs et politique

De par son activité, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est structurellement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan (y compris les compartiments titres et fonds propres).



Dans le cadre de sa gestion actif-passif, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées cherche à limiter la sensibilité du PNB et des fonds propres à l'intérieur de limites répondant à la réglementation Bâle II, définies en Comité financier et validées en Conseil d'Administration (politique financière 2012).

## Gestion du risque

L'exposition de la Caisse Régionale au risque de taux est calculée mensuellement par le pôle de coopération gestion Financière. Cette mesure fait l'objet d'une présentation en Comité mensuel de Gestion Financière et en Comité Financier trimestriel.

Ces Comités statuent sur les couvertures à mettre en œuvre, s'assurent du respect des limites validées en Conseil d'Administration et sont informées du suivi des décisions prises. Les positions de couvertures sont mises en place par le pôle de coopération gestion financière.

L'Unité Contrôle Permanent s'assure régulièrement de l'exhaustivité, de la qualité et de l'auditabilité du bilan risqué ainsi que des positions de couverture réalisées.

## Méthodologie

La Caisse Régionale mesure son exposition sur le bilan risqué social par le calcul d'un gap de taux fixe entre ses passifs et ses actifs avec une approche statique (sans renouvellement de l'activité) tout en tenant compte de la macro couverture.

L'analyse du risque de taux est réalisée avec l'outil du groupe Cristaux selon des modèles nationaux (conventions d'écoulement des produits sans échéance, scénario d'évolution de taux) et des modèles locaux revus annuellement (les hypothèses de remboursements anticipés pour les crédits habitat et pour les DAT Crescentaux, la production engagée non versée, les OPCVM obligataires, actions et alternatifs, ainsi que le dépôt switch).

A chaque mesure de l'exposition au risque de taux, une projection des encours des différents postes du bilan est réalisée de 1 à 30 ans par pas annuel. La représentation de l'exposition est faite à travers le gap synthétique (passifs-actifs) décomposé en gap d'activité (taux fixe hors fonds propres) et gap inflation. Complété d'une analyse sur les crédits capés.

Le risque de taux est évalué par la sensibilité des fonds propres et du PNB au travers d'un stress scénario de +/- 2 %. Afin de réduire l'exposition de son bilan à la variation des taux, les limites globales Conseil d'Administration 2012 sont les suivantes :

- Les pertes potentielles actualisées sur les 30 prochaines années doivent être inférieures à 10 % des fonds propres prudentiels N-1, soit 113 M€ pour 2012.
- Une limite de concentration est calibrée sur le gap synthétique par année : 960 M€ pour les deux premières années civiles et 760 M€ de l'année 3 à l'année 10.

Ces limites sont déclinées en seuils d'information du Conseil d'Administration et en limites opérationnelles. Dans sa gestion, la Caisse Régionale complète ce dispositif de limites d'un suivi du risque inflation et du risque relatif aux crédits capés.

## Exposition

La mesure de l'exposition de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées au risque de taux au 31 décembre 2012 se traduit par les indicateurs suivants :

- Gap synthétique égal à (somme des passifs à taux fixe – somme des actifs à taux fixe) + (somme des passifs inflation – somme des actifs inflation)

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023-2027	2028-2032	> 2033
Gap synthétique	40	280	336	331	366	395	412	344	284	281	119	-47	-6

- Au 31 décembre 2012, les limites fixées par le Conseil d'Administration sont respectées :

Une hausse des taux de 2 % induirait un gain global actualisé sur 30 ans de 57 M€ soit 5.0 % des fonds propres de la Caisse régionale (< 10 %).

Une baisse des taux de 2 % induirait une perte globale actualisée sur 30 ans de 68 M€ soit 6.0 % des

fonds propres de la Caisse régionale (< 10 %).

L'exposition au risque de taux respecte les limites de concentration à 10 ans.

#### **7.4. Risque de change**

Le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

#### **7.5. Risques de liquidité et de financement**

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

Les exigences réglementaires en matière de liquidité sont définies par :

- Le règlement CRBF n°88-01 modifiée par l'arrêté du 11 septembre 2008 relatif à la liquidité modifiée,
- l'instruction de l'Autorité de Contrôle Prudentiel n°88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité modifiée par l'instruction n°93-01 du 29 janvier 1993 et n°2000-11 du 4 décembre 2000,
- l'instruction de l'Autorité de Contrôle Prudentiel n°89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prise en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité.

#### **Objectifs et politique**

La politique de gestion de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées repose sur l'adossement des ressources aux actifs à financer. La Caisse Régionale privilégie la recherche de ressources collectées auprès de sa clientèle.

En effet, la Caisse régionale cherche à disposer d'une proportion stable dans le temps entre le volume de ressources bilanciellées collectées auprès de sa clientèle, et le volume des crédits consentis. Cette proportion est mesurée par le Ratio Collecte / Crédits. Un suivi mensuel du Ratio est effectué afin d'alerter un décalage éventuel par rapport au plan budgétaire bâti en début d'exercice.

Le refinancement du déficit de la collecte par rapport aux crédits, s'effectue auprès du groupe Crédit Agricole, sous forme d'avances à long moyen terme et/ou de prêts en blanc à court terme, et peut éventuellement se réaliser dans le cadre d'émission de CDN financiers dans la limite fixée par le Conseil d'Administration.

Afin de piloter le risque de transformation, et dans une problématique du coût de la liquidité, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées, dans sa politique financière, recherche le rapport entre la durée et le prix des ressources.

Les refinancements obtenus auprès de Crédit Agricole SA. sont souscrits dans le cadre de la convention de gestion de la liquidité, de la convention OFI, et de la limite d'endettement à court terme définis par le groupe. Un suivi journalier est effectué afin de déterminer les volumes et les durées des refinancements à court terme nécessaires.

#### **Gestion du risque**

La politique de gestion de la liquidité est définie par le Comité Financier trimestriel.

Le risque de liquidité est mesuré par le pôle de coopération gestion financière et fait l'objet d'un suivi journalier et d'un reporting mensuel.

La gestion du risque de liquidité doit maintenir le coefficient de liquidité réglementaire à 1 mois à un niveau supérieur à 100 %.

Dans le cadre des relations financières internes au groupe Crédit Agricole SA, un dispositif de surveillance et de gestion du risque de liquidité vient en complément des dispositions réglementaires. Les différentes entités du groupe sont dotées d'une limite de refinancement à court terme. Cette limite constitue une enveloppe maximum de refinancement à court terme (1,6 Md€ au 31 décembre 2012). Elle est ventilée sur plusieurs plages de maturité : à 1 jour (CCT), à 1 semaine, à 1 mois, à 3 mois, au-delà de 6 mois et jusqu'à 1 an.

## Conditions de refinancement en 2012

Compte tenu du contexte défavorable du prix de la liquidité en début d'exercice, la Caisse Régionale a opté pour les orientations stratégiques suivantes en 2012 :

- accepter de recevoir sa quote part sous forme d'avances de toutes les émissions de Crédit Agricole Covered Bonds (CACB) et de la CRH afin de bénéficier du coût attractif de ces liquidités à Long et Moyen Terme,
- substituer progressivement les ressources LMT sous forme d'avances globales de CASA au rythme des amortissements contractuels de celles-ci par des emprunts en blanc à Court Terme également auprès de CASA dans la limite des plafonds d'endettement autorisés.

Ainsi sur l'année 2012 la Caisse Régionale a reçu un montant de 50.8 M€ d'avances sur émissions CACB et 20.1 M€ d'avances sur émission de la CRH et autres 48.3 M€ [BEI – PREDICA – PLS].

L'encours d'emprunts en blanc à Court Terme moyen sur 2012 est de 1.015 M€ contre 760 M€ en 2011. La Caisse Régionale demeure en position prêteuse de ressources LMT vis-à-vis de CASA, permettant d'inverser sa facture de liquidité.

En conséquence :

- la Caisse Régionale n'est donc pas directement exposée aux conditions de refinancement de la liquidité des marchés, l'intégralité de ces refinancements étant obtenus auprès du Groupe,
- la Caisse Régionale a réduit ses coûts de liquidité en substituant progressivement des ressources à LMT par des ressources à CT.

## Méthodologie

La liquidité de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est gérée sous les aspects : ratio règlementaire et limites d'endettement à court terme fixées par Crédit Agricole SA.

Le pôle de coopération Gestion financière effectue les mesures quotidiennes de la liquidité et réalise les opérations nécessaires au respect de ces exigences.

### ➤ Ratio règlementaire

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées veille à respecter en permanence un ratio de liquidité supérieur à 100%. Pour cela, est effectuée une estimation du ratio qui tient compte des flux de trésorerie comptabilisés et/ou estimés. Les corrections nécessaires éventuelles afin de respecter les limites, sont réalisées à l'aide d'emprunts en blanc à court terme effectués auprès de Crédit Agricole SA. La mesure à la fin de chaque mois civil est transmise par l'unité comptabilité à l'organe de tutelle au moyen du dispositif SURFI. Par ailleurs les tableaux de liquidité à 7 jours et des coûts de refinancement sont produits trimestriellement.

### ➤ Limites d'endettement à court terme

La Caisse régionale mesure chaque mois sa situation de liquidité à court terme et les encours de ses réserves de liquidités mobilisables. En application du dispositif de gestion de la liquidité du groupe Crédit Agricole, une limite d'endettement à court terme est définie semestriellement en fonction des réserves de liquidité (2 niveaux de limite possible, LCT ferme ou conditionnelle selon la situation de Groupe). Le dispositif de limite d'endettement court terme est validé par le Conseil d'Administration et se décline ainsi dans la politique financière :

Limite Conseil d'administration : 100 % de la LCT Ferme en vigueur.

Seuil d'information Conseil d'Administration : Correspond à la LCT Ferme si la LCT conditionnelle est en vigueur. 95 % de la LCT si la LCT ferme est en vigueur.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées mesure quotidiennement la situation d'endettement à court terme ainsi que la répartition des emprunts par bandes de maturité.

La Limite d'endettement à Court Terme (LCT) fixée par Crédit Agricole S.A. est respectée à tout moment ainsi que les seuils en fin de mois sur les différents composants de cette limite.

### ➤ Limites d'endettement à long moyen terme

La Caisse régionale Nord Midi Pyrénées mesure mensuellement le respect de la limite sur la concentration des échéances de dettes LT Nettes

En application du dispositif de gestion de la liquidité du groupe Crédit Agricole, les tombées d'échéances semestrielles (au-delà de 18 mois) des avances à long moyen terme sont limitées à 2.5 %

de l'encours des crédits par semestre sauf réduction imposée par CASA en fonction de l'échéancier total des Caisses Régionale. Cette limite est validée par le Conseil d'Administration.

Au cours de l'année 2012 cette limite a toujours été respectée.

Pour compléter le dispositif, une mesure du risque sur la structure de refinancement est effectuée : conditions extrêmes de marchés.

Ce scénario adverse prend en compte une évolution défavorable des marchés avec une hausse du spread long moyen terme vs E3mois du groupe qui atteindrait 50 pb sur la collecte et 100 pb sur les ressources LT marché : la mesure est actualisée sur 10 ans.

En application du dispositif de gestion de la liquidité du groupe Crédit Agricole, une limite à l'impact sur le PNB d'une hausse des coûts de liquidité dans le cadre du scénario catastrophe est fixée à 1.5 % du PNB d'activité pour la Caisse Régionale. Cette limite est validée par le Conseil d'Administration. Pour garantir le respect de la politique définie, cette limite est complétée par un dispositif d'information du Conseil d'Administration à 90 % de cette limite et un seuil opérationnel fixé dès lors que la Caisse régionale devient emprunteuse.

Au cours de l'année 2012 cette limite a toujours été respectée.

## Exposition

Le coefficient de liquidité s'établissait :

- au 31/12/2010 à 160,
- au 31/12/2011 à 121,
- au 31/12/2012 à 154.

Tout au long de l'année la limite d'un ratio supérieur à 100 a été respectée.

## 7.6. Les risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

### Objectifs et politique

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- Gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels : Supervision du dispositif par la Direction Générale (via le comité trimestriel des Risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne), rôles des Responsables des Contrôles Permanents et des Risques (Crédit Agricole S.A et entités) en matière d'animation du dispositif et de synthèse, responsabilités des entités dans la maîtrise de leurs risques (par l'intermédiaire du réseau des Managers des Risques Opérationnels),
- Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles.
- Collecte des pertes opérationnelles et remontées des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque.
- Calcul et allocation des fonds propres réglementaires au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité.
- Réalisation périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse Groupe.

### Gestion du risque : organisation, dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse Régionale. Les entités CA-Technologies, SNC CA Titres, SA Grand Sud-Ouest Capital, SNC CAAGIS (ex GIE Attica) sont dotées de leurs propres dispositifs de gestion et de surveillance.

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le responsable des risques opérationnels de la Caisse Régionale est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la

Caisse Régionale. Un back up responsable des risques opérationnels (MRO) est également nommé. La surveillance et l'analyse des risques opérationnels s'effectuent principalement à l'aide de :

➤ La cartographie

Le déploiement du dispositif risques opérationnels intègre la réalisation de la cartographie avec l'outil «EUROPA» qui permet de recenser et qualifier les risques potentiels et avérés. La cartographie fait l'objet d'une révision annuelle, notamment à partir des éléments d'incidents collectés au cours de l'exercice.

➤ La collecte des incidents

Elle est réalisée à l'aide de l'outil «OLIMPIA» qui permet de collecter les incidents survenus depuis le 1er janvier 2005. Cette collecte permet de suivre l'évolution du coût du risque opérationnel et ses composantes, et d'identifier des actions correctrices à mettre en œuvre.

Au titre de la collecte des incidents définitifs, l'année 2012 fait apparaître une perte de 587 k€ contre 653 k€ en 2011.

➤ Scénarii majeurs

L'analyse de scénarii majeurs complète le dispositif.

Le Management du Risque Opérationnel rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre d'un Comité réuni trimestriellement dont la Présidence est assurée par le Directeur Général adjoint fonctionnement de la Caisse Régionale ainsi qu'au Comité de Contrôle Interne présidé par le Directeur Général. Le MRO et le RCPR peuvent intervenir ponctuellement auprès du Comité de Direction sur le thème des Risques Opérationnels.

L'organe exécutif est par ailleurs informé a minima trimestriellement par un tableau de bord après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse Régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de deuxième niveau sont destinataires de ces informations.

L'organe délibérant est informé semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif.

La Caisse régionale utilise le tableau de bord proposé par Crédit Agricole SA. L'objectif de ce tableau de bord est de présenter une vision globale du dispositif risques opérationnels d'une Caisse Régionale ainsi que son profil de risque. Ainsi il a pour vocation de couvrir l'ensemble du dispositif de risques opérationnels : collecte des incidents, cartographie des risques, exigence en fonds propres, politique de gestion des risques opérationnels, alertes et plans d'action.

Les principaux travaux réalisés en 2012 ont porté sur les points suivants:

- Evolution du coût du risque opérationnel collecté (risques purs et frontière crédit) et comparatif avec l'ensemble des CR et modification de la politique risque opérationnel en matière de risque frontière crédit afin de suivre ces dossiers dès leur mise en évidence au sein de la CR,
- Suivi des alertes et des faits marquants,
- Validation par le Comité des Risques Opérationnels d'une méthode de calcul de la provision globale Risques Opérationnels, qui couvre l'intégralité du Risque Récurrent et une partie du Risque Exceptionnel de la cartographie,
- Révision des scénarii majeurs : 13 scénarii sont quantifiés par la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées,
- Révision de la cartographie et des risques prioritaires : 3 risques de priorité 1 ont été mis en évidence lors de la mise à jour de la cartographie,
- Validation de l'exigence de Fonds Propres au titre des risques opérationnels.

## Méthodologie

Le dispositif « risques opérationnels » couvre le périmètre bancaire de la Caisse Régionale et celui des filiales du périmètre de contrôle interne. Le périmètre AMA est constitué de : CR et CL NMP, FORCE 4, NMP Gestion.

La validation par l'ACP pour utiliser cette méthode avancée a été actée en décembre 2007.

Concernant SA Inforsud Gestion, des travaux ont été conduits avec le responsable du contrôle interne pour élaborer la cartographie des risques opérationnels de cette filiale. Pour le calcul de l'exigence en

fonds propres, Inforsud Gestion reste en périmètre TSA.

La Caisse Régionale met en œuvre la méthode de mesure avancée (AMA) pour les risques opérationnels.

Le dispositif défini par le Groupe et décliné dans la Caisse Régionale vise à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type "Loss Distribution Approach" (LDA) qui est unique au sein du Groupe.

Ce modèle LDA est mis en œuvre d'une part sur les données internes collectées mensuellement dans la Caisse Régionale, ce qui constitue son historique de pertes, et d'autre part sur des scénarii majeurs qui permettent d'envisager des situations non observées dans l'entité et ayant une probabilité de survenance au-delà de l'horizon d'un an. Ce travail d'analyse est mené dans la Caisse Régionale à partir d'une liste Groupe de scénarii applicables à la banque de détail, piloté et contrôlé par Crédit Agricole SA. Cette liste de scénarii majeurs fait l'objet d'une révision annuelle et a pour but de couvrir l'ensemble des catégories de Bâle, ainsi que toutes les zones de risques majeurs susceptibles d'intervenir dans l'activité banque de détail.

Pour les Caisses Régionales un principe de mutualisation des données internes est mis en œuvre. Ce principe de mutualisation du calcul de l'Exigence de Fonds Propres pour l'ensemble des Caisses Régionales concerne la partie de l'Exigence de Fonds Propres qui dépend de l'historique de pertes. Ainsi les historiques de pertes de l'ensemble des Caisses Régionales sont concaténés ce qui permet de disposer d'une profondeur d'historique d'incidents accrus et d'un profil de risque plus complet. La mutualisation des données lors de la détermination de la charge en capital implique de réaliser une répartition de cette charge par Caisse Régionale. Pour ce faire Crédit Agricole SA utilise une clé de répartition prenant en compte les caractéristiques de la Caisse Régionale (coût du risque et PNB de l'année écoulée).

Un mécanisme de diversification du risque est mis en œuvre dans le modèle LDA du Groupe. Un travail d'experts est mené à Crédit Agricole S.A. afin de déterminer les corrélations de fréquence existantes entre les différentes catégories de risque de Bâle et entre les scénarii majeurs. Ce travail d'expert a fait l'objet cette année d'une formalisation accrue, visant à structurer l'argumentation autour de différents critères qualitatifs (corrélation conjoncturelle, corrélation structurelle, étude des fréquences historiques, matrice d'incertitude...).

La méthode de calcul standard (TSA) est également utilisée et appliquée à SA Inforsud Gestion.

L'exigence en fonds propres de cette entité suit la méthodologie de ventilation du PNB de l'entité par ligne métier sur les trois derniers exercices. Trimestriellement, le périmètre de consolidation fait l'objet d'une revue de validation afin de détecter toute entrées, modifications ou sorties du périmètre. La part d'exigences en fonds propres standard (TSA) vient s'ajouter à la part AMA pour déterminer l'exigence en fonds propres finale au titre du risque opérationnel.

A l'origine, la méthodologie risque opérationnel a été présentée et validée en CNM le 15 février 2007. Depuis, le calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel s'est inscrit dans un procédé industriel de calcul annuel pour le Groupe Crédit Agricole. Pour information, l'ensemble de la méthodologie Risques Opérationnels a été représenté au CNM de décembre 2011.

## Exposition

Répartition du coût du risque opérationnel (net pur) par catégorie bâloise :

Année de référence	Dommages occasionnés aux actifs physiques	Interruptions de l'activité et dysfonctionnement d	Fraude Externe	Fraude Interne	Pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur I	Clients, produits et pratiques commerciales	Exécution, livraison et gestion des processus
2010	11,52%	1,47%	21,90%	0,00%	8,13%	1,82%	55,16%
2011	11,82%	1,15%	18,75%	0,61%	30,82%	21,64%	15,22%
2012	5,75%	0,87%	7,95%	0,06%	1,69%	49,44%	34,24%

## Assurance et couverture des risques opérationnels

Les contrats d'assurances souscrits auprès de la CAMCA couvrent tous les risques attachés à notre activité de Banque et d'Assurance en dehors des risques sur le système d'information tels que les attaques virales.

Sont couverts les risques liés aux détournements, aux escroqueries, aux vols, la responsabilité civile

professionnelle de la Caisse régionale, la responsabilité civile courtage, la responsabilité civile d'exploitation, l'assurance immeubles et machines ainsi que l'assurance individuelle accident et agression. L'objectif est de limiter les risques financiers pour la Caisse régionale.

Les niveaux de garanties sont proposés par CAMCA et décidés par la direction de la Caisse Régionale. Les niveaux de franchise sont décidés par la Direction.

En méthode avancée, la Caisse Régionale peut prendre en compte les effets de l'assurance pour diminuer l'exigence en fonds propres dans la limite de 20 % du total des fonds propres alloués aux risques opérationnels. Cet effet réducteur peut être pris en compte par la Caisse Régionale dans la mesure où son assureur répond aux exigences réglementaires.

Dans la méthodologie Groupe appliquée à la Caisse Régionale, l'effet assurance est pris en compte au niveau d'un scénario majeur de destruction du site névralgique. Pour déterminer le montant de l'Exigence en Fonds Propres prenant en compte l'effet réducteur de l'assurance il est nécessaire de déterminer un certain nombre de paramètres calculés par l'assureur à savoir le taux de couverture, le taux d'assurabilité, la franchise globale du sinistre. La détermination de ces paramètres se fait en étudiant conjointement le scénario majeur de la Caisse Régionale et les polices d'assurance susceptibles d'intervenir.

La prise en compte de la part d'exigence en fonds propres mutualisée liée à l'historique de pertes, de la part d'exigence en fonds propres relatives aux scénarii majeurs et les caractéristiques de l'assurance permettent ensuite de déterminer le montant total de l'exigence en fonds propres AMA.

## **7.7. Risque juridique : néant**

## **7.8. Risques de non-conformité**

Le dispositif de contrôles particuliers dont l'objet est d'assurer la prévention et le contrôle des risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes a été renforcé en 2012, principalement dans les domaines suivants :

- prévention du blanchiment de capitaux et lutte contre le financement du terrorisme : par une nouvelle sensibilisation de l'ensemble du personnel,
- conformité des dossiers clients : par la poursuite du plan d'action initié en 2008 pour mettre en conformité la totalité des dossiers clients des personnes physiques (97,8 % de conformité à fin 2012). De plus, l'interdiction d'entrer en relation avec de nouveaux clients en cas d'absence des documents justificatifs (identité + domicile) a été étendue aux mandataires,
- respect de la Directive MIF : poursuite de la qualification des clients, contrôle renforcé de l'utilisation de l'outil Vente Personnalisée et mise en place d'un plan de signature de la nouvelle convention Titres sur 3 ans,
- fraude externe : par une nouvelle sensibilisation de l'ensemble du personnel et des actions spécifiques menées suite aux cas de cavalerie,
- fraude interne : par le renforcement du dispositif de détection avec la mise en place d'un nouvel outil de surveillance.

L'unité Conformité Sécurité Financière exploite les résultats du plan de contrôles sur l'ensemble des process relevant de son périmètre d'intervention pour initier, lorsque nécessaire, un plan d'actions correctrices.

Ces dispositifs font l'objet d'un suivi renforcé par le Responsable du Contrôle Permanent et du Responsable du Contrôle de la Conformité de la Caisse régionale sous la coordination de la Direction de la Conformité de Crédit Agricole S.A.

L'organe exécutif est informé a minima trimestriellement des résultats des contrôles réalisés et des actions engagées lors du comité de contrôle interne.

L'organe délibérant est informé semestriellement des principaux résultats.

## **8. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détient des participations et filiales pour un montant total de 737 M€, dont 8 M€ dans les filiales.

DETAIL DES FILIALES	Objet	Valeur comptable détenue en K€	Situation nette en K€	% détention du capital	Résultat net 2011 en K€
SA Inforsud Gestion	<i>Holding</i>	4 224	15 251	88,94%	920
SAS NMP Développement	<i>Capital Risque</i>	3 547	3 258	100,00%	43
SARL CASEG	<i>Courtage</i>	69	414	99,05%	-
<b>TOTAL</b>		7 840			

Sur les 737 M€ de filiales et participations, les actions de la SAS Rue La Boétie, portant les actions de Crédit Agricole SA, représentent 588 M€ soit 3,35 % du capital de la SAS Rue La Boétie.

Les autres participations représentant plus de 1 % du capital de la Caisse régionale sont les suivantes :

	Quote-part du capital détenu %	En milliers d'euros
SAS SACAM INTERNATIONAL	3,35%	30 194
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	3,37%	24 597
SA GRAND SUD OUEST CAPITAL	11,81%	7 396
SA SOPRA GROUP	0,99%	4 313
SA AXWAY SOFTWARE	0,58%	2 187
SAS SACAM AVENIR	1,85%	2 109
SAS SACAM PARTICIPATIONS	2,71%	1 961
SAS SACAM FIRECA	3,11%	1 391

## 9. DIVIDENDES DISTRIBUES

Les dividendes distribués au titre des cinq derniers exercices :

Exercice	Nombre de parts sociales	Taux d'intérêt servi aux parts sociales	Intérêt net
2006	6.242.112	4,055 %	3 796 764,62 €
2007	6.242.112	4,560 %	4 269 604,61 €
2008	6.242.112	4,500 %	4 213 425,60 €
2009	6.242.112	3,895 %	3 646 953,94 €
2010	6.242.112	3,380 %	3 164 750,78 €
2011	6.242.112	3,580 %	3 352 014,14 €

Dividendes sur certificats coopératifs d'associés (CCA)

Exercice	Nombre de CCA	Distribution par CCA	Dividende net
2006	2.080.716	3,71 €	7 719 456,36 €
2007	2.080.716	3,61 €	7 511 384,76 €
2008	2.080.716	3,46 €	7 199 277,36 €
2009	2.080.716	3,46 €	7 199 277,36 €
2010	2.080.716	3,60 €	7 490 577,60 €
2011	2.080.716	3,71 €	7 719 456,36 €



## 10. LES PERSPECTIVES 2013

L'année 2012 a vu un fléchissement marqué de l'activité dans un contexte de morosité économique. Dans cet environnement, 2013 laisse entrevoir une période de croissance atone avec les signes d'un retour à la normale.

Ce contexte ne remet nullement en cause la stratégie de développement de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées axée sur la conquête, le crédit habitat et la qualité de la relation client.

Pour l'avenir, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées peut compter sur ses nombreux atouts qu'elle a progressivement consolidés :

- une situation financière solide et une politique prudentielle à la hauteur de ses ambitions,
- une politique active et dynamique en matière de ressources humaines,
- des méthodes et une présence sur le terrain en adéquation avec les attentes des clients.

Portée par son projet d'entreprise « 2015 L'AVENIR ensemble » en cohérence avec les objectifs de développement du Groupe, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées vise pour 2013 :

- Un renforcement de la politique de conquête en cohérence avec le positionnement commercial du groupe Crédit Agricole, avec à la fois un nombre significatif de nouveaux clients et un montant de collecte et crédits nouveaux sur tous les marchés.
- La confirmation de son positionnement de « spécialiste de l'habitat »
- Des ambitions de production alliant la conquête de nouvelles parts de marchés et la préservation des prix et des marges dans un contexte concurrentiel élevé et en adéquation avec les analyses de risques.
- Une synergie accrue entre l'ensemble des canaux de distribution,
- L'amplification de sa démarche qualité client, mise en œuvre du projet « relation client 2.0 »
- La poursuite de l'ouverture du sociétariat à tous ses clients,
- Une réduction de son empreinte carbone.

Ainsi, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées, leader en banque assurance sur son marché, continue de se positionner comme une Banque mutualiste de proximité, qui accompagne dans la durée les projets de ses clients et sociétaires et constitue le premier partenaire de l'économie locale.

## ANNEXE

### Liste des mandats et fonctions par mandataire social au 31 décembre 2012

NOM	NOM DE LA SOCIETE	MANDAT
<b>LE PRESIDENT</b>		
Mr Jean-Jacques RAFFY	Caisse locale de Figeac SA Grand Sud-Ouest Capital SAS NMP Développement SA Inforsud Gestion CA leasing et factoring	Président du Conseil d'administration Administrateur Président Administrateur Administrateur
<b>LE PREMIER VICE PRESIDENT</b>		
Mr Jean-Jacques CALCAT	Caisse locale Quercy Brulhois EARL du Rode SARL du Rode SA Inforsud Gestion SAS Edokial	Président du Conseil d'administration Gérant Gérant Administrateur Administrateur
<b>LES VICE PRESIDENTS</b>		
Mr Jean-Pierre ASTORG	Caisse locale de Cahors Université	Président du Conseil d'administration
Mr Claude FABRIES	Caisse locale du Pays de Cocagne SAS Chabrilac	Président du Conseil d'administration Administrateur

Mr Philippe VIGUIER	Caisse locale d'Espalion SA Inforsud Diffusion SAS Graphi SA Inforsud Gestion SEM Aveyron Labo SAS Agridea SEM 12 SEM Air 12 Radio Totem	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Censeur Président Censeur Censeur Censeur
<b>LES ADMINISTRATEURS</b>		
Mr Michel ALIBERT	Caisse locale de Gramat Coopérative Fermiers de Rocamadour Coopérative Capel GFA des Bergalies SAS Mérico Deltaprint	Président du Conseil d'administration Vice-Président Administrateur Gérant Administrateur
Mr Paul COURONNE	Caisse locale de Montauban OPH de Tarn et Garonne	Président du Conseil d'administration Administrateur
Mr Jean-Marc FOUCRAS	Caisse locale de Baraqueville SICA Habitat rural SAS Chabrillac SAS Graphi SAS Edokial SA Inforsud Diffusion	Président du Conseil d'administration Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
Mr Alain GAYRAUD	Caisse locale Vallée du Lot SAS Gayraud SCEA Château Lamartine SEM Lot Développement	Président du Conseil d'administration Gérant Gérant Censeur
Mr Patrick GERAUD	Caisse locale de Pont de Salars GAEC Douach	Président du Conseil d'administration Gérant
Mr Bernard HOULES	Caisse locale de Réalmont GAEC du Pioch de l'air	Président du Conseil d'administration Gérant
Mr Bernard LALANE	Caisse locale de Verdun-Mas Grenier Cie Aménagem. Coteaux de Gascogne	Président du Conseil d'administration Censeur
Mr Pierre MASSEREY	Caisse locale Tarn Tescou Quercy Vert SAS Adalia	Président du Conseil d'administration Président du Conseil d'administration
Mr Michel PARRIEL	Caisse locale de Lafrançaise-Molières	Président
Mr Christian PUECH	Caisse locale de Ségala Tarnais EARL Christian Puech	Président du Conseil d'administration Gérant
Mr Benoît QUINTARD	Caisse locale de Rodez SARL Quintard GAEC de la maison forte	Président Gérant Gérant
Mme Patricia ROSSONI	Caisse locale de Pays de Cocagne SAS Rossoni TP Société Civile PLYR	Vice-Président Président Associé gérant
Mme Marie-Jeanne SOULENQ	Caisse locale de Mur de Barrez SAS Jean Soulenq et fils	Président du Conseil d'administration Président
Mr Francis TERRAL	Caisse locale de Lisle sur Tarn Cave des Vignerons de Rabastens Cuma de Lapeyrière EARL Terral Francis UCA Vinotalie	Président du Conseil d'administration Administrateur Président Gérant Président
Mr Michel VERGNES	Caisse locale de la Bouriane Coop d'insémination de la Bouriane GAEC de Peyrebrune Cuma de Saint Projet SA Safalt	Président du Conseil d'administration Administrateur Gérant Administrateur Censeur

## COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2012

**Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers**

### CADRE GENERAL

#### **Présentation juridique de l'entité**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.) NORD MIDI-PYRENEES dont le siège social est sis 219 avenue François Verdier à ALBI (81) effectue toutes les opérations que peut accomplir un établissement de crédit dans le cadre de la réglementation bancaire et conformément aux dispositions régissant le CREDIT AGRICOLE.

Forme : société coopérative de droit privé à capital et personnel variables régie par le Code Rural et la Loi du 24/01/84 relative au contrôle et à l'activité des Etablissements de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.) NORD MIDI-PYRENEES est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Albi (81) sous le numéro 444 953 830. Son code NAF est le 6419Z.

#### **Organigramme simplifié du Crédit Agricole**

##### **Un Groupe bancaire d'essence mutualiste**

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

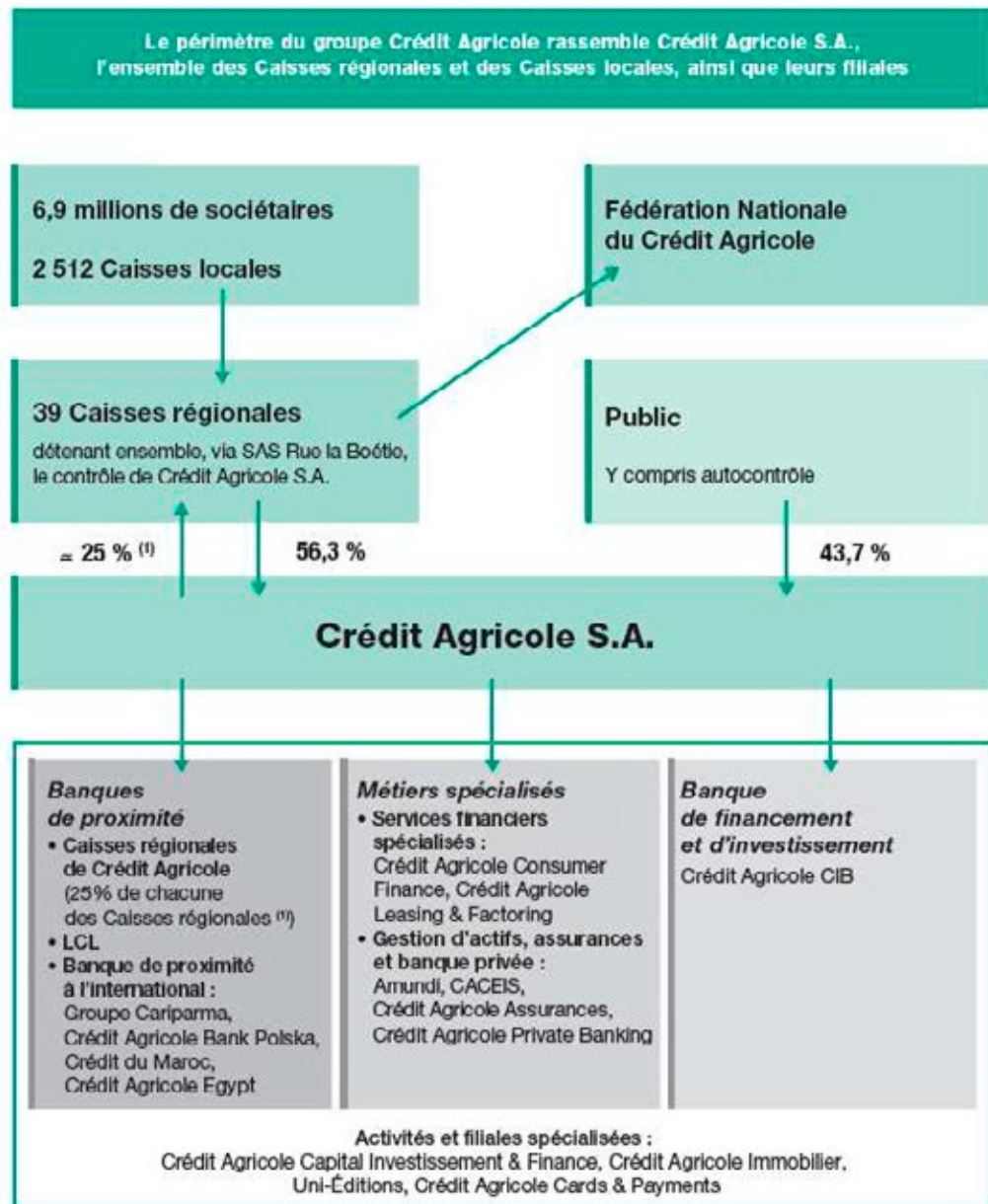
Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 6,9 millions de sociétaires qui élisent quelques 29 118 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau du groupe Crédit Agricole (tel que défini par l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier), au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. dispose des attributs du pouvoir et a la capacité d'intervenir pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

# Organisation du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A.



Au 31 décembre 2012 (2)

(1) À l'exception de la Caisse régionale de la Corse. Le pourcentage de détention exact de chacune est détaillé dans la note 12 des états financiers.  
(2) Hors Emporiki et CA Cheureux en cours de cession.

## Relations internes au Crédit agricole

### ➤ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires » et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées à Crédit Agricole S.A. et figurent à ce titre à son bilan. Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales leur permettant d'assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites « *avances-miroir* » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux

Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

- Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

- Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (« FRBLS ») destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

En outre, depuis la mutualisation en 1988 de la CNCA, dans l'éventualité d'une insolvabilité ou d'un événement similaire affectant Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales se sont engagées à intervenir en faveur de ses créanciers pour couvrir toute insuffisance d'actif. L'engagement potentiel des Caisses régionales au titre de cette garantie est égal à la somme de leur capital social et de leurs réserves.

- Garanties Switch

Le dispositif Switch, mis en place le 23 décembre 2011, s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole.

Il permet le transfert des exigences prudentielles s'appliquant aux participations de Crédit

Agricole S.A. dans les Caisses régionales, qui sont mises en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. Ce transfert est réalisé vers les Caisses régionales via un mécanisme de garantie accordée par ces dernières à Crédit Agricole S.A. sur une valeur contractuelle plancher des valeurs de mises en équivalence des CCI/CCA émis par les Caisses régionales. Cette valeur est fixée à l'origine de l'opération.

La bonne fin du dispositif est garantie par la mise en place d'un dépôt de garantie versé par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A.

Ce contrat s'analyse en substance comme un droit complémentaire attaché aux 25 % de CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales, et par conséquent il est lié à l'influence notable que Crédit Agricole S.A. exerce sur les Caisses régionales.

Ainsi, le dispositif protège Crédit Agricole S.A. de la baisse de valeur de mise en équivalence globale des Caisses régionales. En effet, dès lors qu'une baisse de valeur est constatée, le mécanisme de garantie est actionné et Crédit Agricole S.A. perçoit une indemnisation prélevée sur le dépôt de garantie. En cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence globale, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, restitue les indemnisations préalablement perçues.

La durée de la garantie est de 15 ans au bout desquels elle peut être prolongée par tacite reconduction. Cette garantie peut être résiliée par anticipation, dans certaines conditions et avec l'accord préalable de l'Autorité de contrôle prudentiel.

Le dépôt de garantie est rémunéré à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme. La garantie fait l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

Dans les comptes consolidés, le traitement comptable repose sur l'analyse en substance de la transaction : cela conduit à considérer que l'indemnisation issue de la mise en jeu des garanties et son remboursement lors du retour à meilleure fortune s'analysent comme un partage des résultats dont les impacts sont enregistrés en réserves consolidées au niveau des Caisses régionales et en résultat sur sociétés mises en équivalences dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A., compte tenu de l'influence notable exercée par Crédit Agricole S.A. . Le dépôt de garantie constitue une créance au coût amorti pour les Caisses régionales et symétriquement une dette au coût amorti pour Crédit Agricole S.A. Les rémunérations sont respectivement enregistrées en PNB, à l'exception de la rémunération de la garantie qui est affectée au résultat des sociétés mises en équivalence chez Crédit Agricole S.A.

### ► Informations relatives aux parties liées

Les Caisses Locales sont au nombre de 66 et détiennent le capital social de la Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées pour un montant de 93 631 milliers d'euros.

Ces Caisses Locales détiennent, d'autre part, auprès de la Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées, des comptes courants bloqués pour un montant de 520 milliers d'euros.

La filiale la plus significative est Inforsud Gestion et est consolidée.

Sont également consolidés les fonds dédiés Force 4 et NMP Gestion.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### COMPTE DE RESULTAT

	Notes	31/12/2012	31/12/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Intérêts et charges assimilées	4.1	238 443	229 464
Commissions (produits)	4.2	207 679	209 382
Commissions (charges)	4.2	-28 819	-27 939
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	1 297	3 079
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4-6.4	-27 435	31 539
Produits des autres activités	4.5	65 134	67 142
Charges des autres activités	4.5	-2 427	-1 033
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>453 872</b>	<b>511 634</b>
Charges générales d'exploitation	4.6-7.1-7.4-7.6	-265 942	-266 848
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	-17 175	-17 582
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>170 755</b>	<b>227 204</b>
Coût du risque	4.8	-21 378	-30 548
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>149 377</b>	<b>196 656</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	-37	90
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>149 340</b>	<b>196 746</b>
Impôts sur les bénéfices	4.10	-60 222	-60 679
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>RESULTAT NET</b>		<b>89 118</b>	<b>136 067</b>
Intérêts minoritaires		310	252
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>88 808</b>	<b>135 815</b>



## RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>Notes</i>	31/12/2012	31/12/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>88 808</b>	<b>135 815</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (1)	21 299	-19 771
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-2 088	-4 593
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-2 347	1 176
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>	<b>16 864</b>	<b>-23 188</b>
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	0	0
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b> <span style="float: right;"><i>4.11</i></span>	<b>16 864</b>	<b>-23 188</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>	<b>105 672</b>	<b>112 627</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	310	252
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>105 982</b>	<b>112 879</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

(1) Comme mentionné dans la partie « cadre général », l'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres non cotés SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui devrait s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses régionales ou lors des augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Au plan comptable, les titres SAS Rue La Boétie sont classés en titres disponibles à la vente (AFS) et doivent être valorisés à leur juste valeur dans les comptes des Caisses régionales. Dans la mesure où ces titres ne sont pas cotés sur un marché actif, cette juste valeur doit être établie sur la base de techniques de valorisation. Si aucune juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, la norme prévoit que les titres soient maintenus à leur prix de revient. Jusqu'à présent et pour refléter les spécificités des titres SAS Rue La Boétie, la valeur retenue pour l'établissement des comptes consolidés des Caisses régionales a été alignée sur la convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui doit s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses régionales. Ce prix de référence est déterminé par une formule qui intègre trois composantes : le cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A., le coût de revient de l'action Crédit Agricole S.A. dans les comptes de la SAS Rue La Boétie et l'actif net consolidé par action de Crédit Agricole S.A.

Toutefois, dans un contexte de marché dégradé, la baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. se traduit par un écart croissant constaté durablement entre le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et le prix de l'action SAS Rue La Boétie fixé par la convention de liquidité. En l'absence de transaction sur le titre entre les Caisses régionales, ce prix fixé par la convention ne

semble plus pouvoir être considéré comme une référence de prix représentative de leur juste valeur au sens de la norme IAS 39.

En outre, la mise en œuvre d'une valorisation qui permettrait de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie soulève de nombreuses incertitudes, en particulier en ce qui concerne la valorisation d'éléments intangibles et incessibles comme :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence et comme le prévoit la norme IAS 39 dès lors que le recours à un modèle de valorisation ne permet pas d'établir une valorisation fiable, les titres SAS Rue La Boétie sont désormais valorisés à leur coût qui correspond à leur juste valeur au 30 septembre 2012. En cas de cession ou de dépréciation, les gains et pertes latents précédemment constatés en gains et pertes directement en capitaux propres sont transférés en résultat. En cas d'indication objective de perte de valeur (cf. principes et méthodes comptables – dépréciation des titres), les titres sont dépréciés dès lors que la valeur comptable du titre est supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère basée sur la valeur de marché des différentes activités de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les travaux de valorisation s'appuient sur une approche fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Ainsi, au 31 décembre 2012, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués à leur coût. Ce dernier correspond à la juste valeur des titres au 30 septembre 2012, soit 14 euros. La valeur fondée sur des paramètres de marché et déterminée pour le test de dépréciation selon la méthodologie décrite ci-avant ressort à 13,64 euros. En conséquence, les impacts pour la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées sont les suivants :

- Constatation d'une dépréciation de 14 980 milliers d'euros déterminée à partir de la différence entre la valeur des titres au 30 septembre 2012 soit 14 euros par action et la valeur déterminée pour le test de dépréciation soit 13,64 euros par action.
- Reclassement intégral en résultat des pertes latentes constatées en capitaux propres pour 5 551 milliers d'euros, montant correspondant à la différence entre la valeur des titres au 30 septembre 2012 et le coût de revient historique de ces titres.

Soit un impact global sur le résultat consolidé au 31 décembre 2012 de 20 531 milliers d'euros.

## BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Caisse, banques centrales	6.1	78 586	64 550
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.8	49 653	50 344
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	159 316	117 648
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.6-6.8	1 169 891	1 197 659
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5-6.8	875 337	648 217
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5-6.8	10 382 718	10 358 744
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 517	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.7-6.8-6.9	291 746	189 407
Actifs d'impôts courants et différés	6.11	59 030	52 564
Comptes de régularisation et actifs divers	6.12	300 254	340 261
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.13	2 252	2 263
Immobilisations corporelles	6.14	100 503	110 158
Immobilisations incorporelles	6.14	276	416
Écarts d'acquisition			
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>13 476 079</b>	<b>13 132 231</b>

## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	36 152	24 996
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	32 969	21 865
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.8	6 977 812	7 196 967
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.8	3 962 089	3 711 023
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.10	143 910	17 196
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		124 917	88 942
Passifs d'impôts courants et différés	6.11	361	3 763
Comptes de régularisation et passifs divers	6.12	232 666	215 440
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	6.15	84 576	89 559
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.10	5 029	29 457
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>11 600 481</b>	<b>11 399 208</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>1 875 598</b>	<b>1 733 023</b>
Capitaux propres - part du Groupe		1 870 952	1 728 572
Capital et réserves liées		826 739	778 781
Réserves consolidées		942 836	818 271
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		12 569	-4 295
Résultat de l'exercice		88 808	135 815
Intérêts minoritaires		4 646	4 451
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>13 476 079</b>	<b>13 132 231</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2011</b>	<b>146 783</b>	<b>1 340 750</b>		<b>1 487 533</b>	<b>18 893</b>	<b>117 099</b>	<b>1 623 525</b>	<b>4 362</b>	<b>1 627 887</b>
Augmentation de capital	3 278			3 278			3 278		3 278
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Dividendes versés en 2011		106 204		106 204		-117 099	-10 895	-162	-11 057
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires		35		35			35		35
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>3 278</b>	<b>106 239</b>	<b>0</b>	<b>109 517</b>	<b>0</b>	<b>-117 099</b>	<b>-7 582</b>	<b>-162</b>	<b>-7 744</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-24 364</b>	<b>0</b>	<b>-24 364</b>	<b>0</b>	<b>-24 364</b>
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 31/12/2011				0		135 815	135 815	252	136 067
Autres variations		2		2	1 176		1 178		1 178
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>150 061</b>	<b>1 446 991</b>	<b>0</b>	<b>1 597 052</b>	<b>-4 295</b>	<b>135 815</b>	<b>1 728 572</b>	<b>4 452</b>	<b>1 733 024</b>
Augmentation de capital	47 958			47 958			47 958		47 958
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Dividendes versés en 2012		124 565		124 565		-135 815	-11 250	-116	-11 366
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>47 958</b>	<b>124 565</b>	<b>0</b>	<b>172 523</b>	<b>0</b>	<b>-135 815</b>	<b>36 708</b>	<b>-116</b>	<b>36 592</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>16 864</b>	<b>0</b>	<b>16 864</b>	<b>0</b>	<b>16 864</b>
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 31/12/2012				0		88 808	88 808	310	89 118
Autres variations				0			0		0
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2012</b>	<b>198 019</b>	<b>1 571 556</b>	<b>0</b>	<b>1 769 575</b>	<b>12 569</b>	<b>88 808</b>	<b>1 870 952</b>	<b>4 646</b>	<b>1 875 598</b>

(1) réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

Les capitaux propres, part du groupe, de la Caisse régionale Nord Midi Pyrénées (y compris le résultat de l'exercice et avant distribution du dividende de 2012) s'élèvent en fin d'exercice à 1 876 millions d'euros. Ils augmentent de 143 millions d'euros depuis la clôture de l'exercice précédent (soit + 8,23%) sous l'effet principal du résultat de l'exercice (+89 millions d'euros) et de l'émission nette des parts sociales (48 millions d'euros).

## **TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>149 340</b>	<b>196 746</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	17 175	17 585
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	48 952	25 780
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
Résultat net des activités d'investissement	37	-479
Résultat net des activités de financement	1 144	1 180
Autres mouvements	1 789	839
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>69 097</b>	<b>44 905</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-521 792	190 594
Flux liés aux opérations avec la clientèle	204 983	-134 594
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	54 393	-17 095
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	52 867	-107 471
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Impôts versés	-71 895	-96 536
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-281 444</b>	<b>-165 102</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		
<b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>-63 007</b>	<b>76 549</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	<b>-1 788</b>	<b>-6 844</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-7 417</b>	<b>-10 023</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-9 205</b>	<b>-16 867</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>	<b>36 592</b>	<b>-7 744</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</b>	<b>-25 572</b>	<b>-1 180</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>11 020</b>	<b>-8 924</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>-61 192</b>	<b>50 758</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>84 061</b>	<b>33 303</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	64 550	63 490
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	19 511	-30 187
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>22 869</b>	<b>84 061</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	78 586	64 550
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-55 717	19 511
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>-61 192</b>	<b>50 758</b>

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus, tel que détaillé en note 6.1 (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 6.5 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 6.9. (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2.2.

Au cours de l'année 2012, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées s'élève à - 1 788 milliers d'euros, essentiellement lié à la souscription à l'augmentation de capital de la SCR Grand Sud Ouest Capital (1 771 milliers d'euros).

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend notamment :

- le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées à ses actionnaires, à hauteur de 11 366 milliers d'euros pour l'année 2012.
- l'augmentation nette de capital à hauteur de 47 958 milliers d'euros

(3) En 2012, Il y a eu un remboursement à échéance de dette subordonnée pour un montant de 25 536 milliers d'euros (capital + intérêts).

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

### 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

#### 1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes annuels ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2012 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2011.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2012. Celles-ci portent sur :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IFRS 7, informations complémentaires à donner sur les transferts d'actifs financiers	22 novembre 2011 (UE n° 1205/2011)	1 <sup>er</sup> janvier 2012
Amendement de la norme IAS 12, par rapport au recouvrement des actifs sous-jacents	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2012
Amendement de la norme IFRS 1, sur l'hyperinflation grave, nouveau guide d'application pour les 1ers adoptants qui ont (ou avaient) une monnaie fonctionnelle touchée par une hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2012

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la	05 juin 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2012



présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	(UE n°475/2012)	
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux, la distinction recyclable/non recyclable.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode est déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version actuelle d'IAS 19).

Les études d'impact concernant la mise en œuvre des normes pour IFRS 10, IFRS 12 et IFRS 13 sont en cours.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2012.

## 1.2 Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation CNC n°2009-R.04 du 2 juillet 2009.

### 1.3 Principes et méthodes comptables

#### ➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-options ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances irrécouvrables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entités mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

#### ➤ Instruments financiers (IAS 32 et 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste

valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur est définie comme le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

### ✓ Titres à l'actif

- Classification des titres à l'actif

Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.
  - o Actifs financiers à la juste valeur par résultat / affectation par nature ou sur option

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et d'évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

A ce titre, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a utilisé cette comptabilisation à la juste valeur par option pour ses actifs constitués d'instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés (BMTN structurés), afin d'éviter de comptabiliser et évaluer séparément les dérivés incorporés.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés

à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

Les encours de syndication de titres destinés à être cédés sont affectés à la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature » et sont évalués en mark-to-market.

- o Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

- o Prêts et créances

La catégorie «Prêts et créances» enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenus fixes ou déterminables.

Les titres du portefeuille « Prêts et créances » sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles dépréciations.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

- o Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres ».

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue La Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A.

La fixation de paramètres permettant de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie est complexe et ne permet pas de déterminer une juste valeur fiable au sens de la norme IAS 39. Cela concerne des éléments tels que :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et en application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût dans les comptes des Caisses régionales. Les titres font l'objet d'un test de dépréciation annuel et, le cas échéant, en cas d'indice de pertes de valeur (cf partie principes et méthodes comptables – dépréciation des titres).

- Dépréciation des titres

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Pour les titres de capitaux propres, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur

sur une période de 6 mois consécutifs. La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de 3 ans.

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

Les titres SAS Rue la Boétie, valorisés au coût, font systématiquement l'objet d'un test de dépréciation annuel et en cas d'indices de pertes de valeurs.

A titres d'exemples, les situations suivantes pourraient être considérées comme des indications objectives de dépréciation (à apprécier en fonction de leur significativité) :

- Annonce d'un plan de restructuration ou de cession sur le périmètre Groupe Crédit Agricole S.A.,
- Baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A.,
- Diminution de l'actif net consolidé de Crédit Agricole S.A.,
- Constatation d'un résultat net déficitaire,
- Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. ...

Une dépréciation sera enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable du titre sera supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futures attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation se fait :

- pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure,
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

- Date d'enregistrement des titres

Crédit Agricole S.A. enregistre à la date de règlement livraison les titres classés dans les catégories « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » et « Prêts et créances ». Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

#### ✓ **Reclassements d'actifs financiers**

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en

octobre 2008, il est autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « Prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Les informations sur les reclassements réalisés par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées en application de la norme IAS 39 sont données dans la note 9.

### ✓ **Activité de crédits**

Les crédits sont affectés principalement à la catégorie "Prêts et créances". Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les crédits et encours de syndication destinés à être cédés à court terme sont affectés à la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature » et sont évalués en mark-to-market.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

- **Créances dépréciées**

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations, égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

On distingue ainsi :

- les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances assorties de dépréciations et des créances restructurées pour cause de défaillance du client assorties de décotes ;

- les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires. Cela concerne notamment les créances en souffrance.

Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

- o Créances dépréciées sur base individuelle

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant une indication objective de dépréciation, tel que :

- des difficultés financières importantes du débiteur;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;
- une probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées constitue les dépréciations correspondant, en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine, à l'ensemble de ses pertes prévisionnelles au titre des encours dépréciés.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les créances restructurées sont des créances, pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) du fait d'un risque de contrepartie

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Cette décote correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;



- la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

- o Créances dépréciées sur base collective

Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle. Afin de couvrir ces risques par nature non individualisés, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a constaté à l'actif de son bilan, selon des modèles élaborés à partir de ces séries statistiques, diverses dépréciations sur bases collectives telles que :

- Dépréciations sur encours en souffrance :

Les dépréciations sur ces encours sont calculées à partir de modèles Bâle 2.

Dans le cadre de la réglementation Bâle 2, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées détermine, à partir d'outils et de bases statistiques, un montant de pertes attendues à horizon d'un an, en fonction de multiples critères d'observation qui répondent à la définition de l'événement de perte au sens de la norme IAS 39.

L'évaluation de la dépréciation fait appel à la probabilité de défaillance affectée à chaque classe de notation attribuée aux emprunteurs mais fait également appel au jugement expérimenté de la Direction.

Le montant de cette dépréciation est obtenu par l'application au montant de pertes attendues calculé selon les modèles Bâle 2, d'un coefficient de passage à maturité, destiné à prendre en compte la nécessité de constituer des dépréciations sur les pertes attendues jusqu'au terme du contrat

- Autres dépréciations sur base collective :

Par ailleurs, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a également constaté à l'actif de son bilan des dépréciations sur bases collectives destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement, telles que les dépréciations sectorielles ou les dépréciations sur pays à risque. Ces dernières visent à couvrir des risques estimés sur une base sectorielle ou géographique pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement un risque de non-recouvrement partiel. Ces dépréciations concernent les filières habitat (crédits relais et crédits locatifs), productions agricoles (laitière, fruits & légumes, élevage porcin, céréales), commerce de détail, pharmacie, hôtellerie- restauration, construction et boulangerie.

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. En conséquence, il n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

### ✓ Passifs financiers

La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

- les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;
- les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;
- les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

- Titres au passif
  - Distinction dettes – capitaux propres

Un instrument de dettes ou un passif financier constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

### ✓ Produits de la collecte

Les produits de collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des « Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne logement et les comptes d'épargne logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15.

### ✓ Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à

leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

- La comptabilité de couverture

La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur lié au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite « carve out »).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement.

- couverture de juste valeur: seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

- couverture de flux de trésorerie: l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

- couverture d'investissement net à l'étranger: Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés :

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

#### ✓ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs des instruments financiers sont déterminées conformément aux dispositions d'IAS 39 et sont présentées selon la hiérarchie définie par IFRS 7.

Le Groupe applique par ailleurs la recommandation en matière de valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur publiée par l'AMF, le CNC et l'ACAM le 15 octobre 2008.

Lorsque la méthode de valorisation d'un instrument financier est la juste valeur, la norme IAS 39 considère que la meilleure indication pour déterminer celle-ci est l'existence de cotations publiées sur un marché actif.

IAS 39 précise qu'en l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des prix cotés (non ajustés) sur un marché actif.

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur un marché actif. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3: justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### Absence de technique de valorisation reconnue pour déterminer la juste valeur d'un instrument de capitaux propres.

Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur. Pour la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées, cela concerne le titre SAS Rue la Boétie, titre de participation de société non cotée sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur fiable est difficile.

### ✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- **Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :**

Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.
- 

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises.

- **Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente :**

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire à tout moment de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

✓ **Garanties financières données**

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » ; ou
- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

✓ **Décomptabilisation des instruments financiers**

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et,

- lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie uniquement lorsque ce passif est éteint.

#### ► Provisions (IAS 37 et 19)

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.



L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies au point 6.15.

#### ➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, les primes payables dans les douze mois de la clôture de l'exercice ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

##### ✓ **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi, les indemnités de fin de contrats et avantages sur capitaux propres, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés de plus de douze mois.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

##### ✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Engagement en matière de retraite, de préretraite et d'indemnités de fin de carrière - régimes à prestations définies

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du

personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées n'applique pas la méthode optionnelle du corridor et impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante, (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

- Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

#### ➤ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme, qui s'applique aux plans accordés après le 07 novembre 2002, conformément aux dispositions prévues par la norme IFRS 2, et dont les droits ne sont pas encore acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005, concerne deux cas de figure :

- les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par

attribution d'instruments de capitaux propres.

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Frais de personnel » en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits, soit 4 ans pour tous les plans existants.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 20 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de 5 ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénouées par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A., ainsi que celles relatives aux souscriptions d'actions sont désormais comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des « Réserves consolidées part du Groupe ».

#### ➤ **Impôts courants et différés**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- la comptabilisation initiale du goodwill ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
  - a) soit sur la même entité imposable,
  - b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs

et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

#### ➤ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 à 50 ans
Second œuvre	20 à 40 ans
Installations techniques	10 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

#### ➤ **Opérations en devises (IAS 21)**

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

#### ➤ **Commissions sur prestations de services (IAS 18)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

- les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;
- lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique « commissions » et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :

- a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

- i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,
  - ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,
  - iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable ;
- b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

#### **1.4 Principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28 et 31)**

##### **► Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées dispose d'un pouvoir de contrôle. Celui-ci est présumé lorsque la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées détient, directement ou indirectement, au moins 20 % des droits de vote existants et potentiels.

##### **✓ Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

#### ✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve que leur apport soit jugé significatif et qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le caractère significatif de cet impact est apprécié au travers de trois principaux critères exprimés en pourcentage du bilan, de la situation nette et du résultat consolidés.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose de la majorité des pouvoirs au sein des organes de direction.

Le contrôle conjoint s'exerce dans les co-entités au titre desquelles deux co-entrepreneurs ou plus sont liés par un apport contractuel établissant un contrôle conjoint.

L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

#### ✓ **Consolidation des entités ad hoc**

La consolidation des entités ad hoc (structures créées pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires) et plus particulièrement des fonds sous contrôle exclusif, a été précisée par le SIC 12.

En application de ce texte une entité ad hoc est consolidée lorsqu'elle est en substance contrôlée par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées, même en l'absence de lien capitalistique. Cela concerne en particulier les OPCVM dédiés.

La détermination du contrôle s'apprécie notamment au regard des circonstances suivantes :

- les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc ;
- la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme «de



pilotage automatique », la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a délégué ses pouvoirs de décision ;

- la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc et par conséquent peut être exposée aux risques liés aux activités de l'entité ad hoc ; ou,
- la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités.

#### ✓ **Exclusions du périmètre de consolidation**

Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28 § 1 et IAS 31 § 1, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option.

#### ➤ **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IAS 27, 28 et 31. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités sous contrôle exclusif, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées ;
- l'intégration proportionnelle, pour les entités sous contrôle conjoint, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IAS 27 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

L'intégration proportionnelle consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte désormais de l'évolution du goodwill.

#### ➤ **Retraitements et éliminations**

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés

consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

#### ➤ **Regroupements d'entreprises – Ecart d'acquisition**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun (notamment les fusions de Caisses régionales) lesquels sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. Ces opérations sont traitées, conformément aux possibilités offertes par IAS 8, aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts, par référence à la norme américaine ASU805-50 qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS.

A la date de prise de contrôle les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

En particulier, un passif de restructuration n'est comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise que si celle-ci se trouve, à la date d'acquisition, dans l'obligation d'effectuer cette restructuration.

Les clauses d'ajustement de prix sont, comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat. Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évalué, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur.

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle (instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe) doit être comptabilisé pour sa juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Certaines transactions relatives à l'entité acquise sont comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises. Il s'agit notamment :

- des transactions qui mettent fin à une relation existante entre l'acquise et l'acquéreur ;
- des transactions qui rémunèrent des salariés ou actionnaires vendeurs de l'acquise pour des services futurs ;

- des transactions qui visent à faire rembourser à l'acquéreur ou à ses anciens actionnaires des frais à la charge de l'acquéreur.

Ces transactions séparées sont généralement comptabilisées en résultat à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...)

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur autres actifs", sinon ils sont enregistrés dans le poste "Charges générales d'exploitation".

L'écart entre la somme du coût d'acquisition et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, sous la rubrique « Ecarts d'acquisition » lorsque l'entité acquise est intégrée globalement ou proportionnellement et au sein de la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étape, la participation détenue avant la prise de contrôle est réévaluée à la juste valeur par résultat à la date d'acquisition et l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris

Ils font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa valeur de marché et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées part du Groupe »; en cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote part de la situation nette cédée est également constaté directement en réserves consolidées part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

## **2. Informations significatives de l'exercice**

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2012 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12.

### **2.1 Événements significatifs de la période**

Les faits marquants concernant la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées depuis le 31/12/2011 sont :

- Les caisses locales affiliées à la Caisse Régionale ont émis en 2012 des parts sociales à hauteur de 56,5 M€ afin de renforcer les fonds propres du groupe,

- L'arrivée à échéance de titres subordonnés remboursables émis en 1998 a réduit l'endettement de la Caisse Régionale de 24,4 M€.

- La Caisse Régionale est devenue adhérente de deux nouveaux GIE sans capital du groupe : Crédit Agricole E-Immo qui a pour vocation le développement d'un site internet grand public sur l'habitat et Crédit Agricole Store qui a pour vocation le développement d'un portail sécurisé d'applications numériques pour les appareils nomades.

- En application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres détenus dans la holding SAS Rue La Boétie, portant la participation dans Crédit Agricole S.A. sont désormais valorisés à leur coût dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale et font l'objet d'un test

de dépréciation annuel.

Au 31/12/2012, l'impact de la dépréciation de ces titres dans le compte de résultat consolidé est une charge de 20,5 M€, dont 5,5 M€ de recyclage de la perte latente constatée en capitaux propres au 31/12/2011.

- Les titres de participation Sacam International ont été dépréciés durablement à hauteur de 11,5 millions d'euros.

Leur valeur au bilan au 31/12/2012 est de 18,7 millions d'euros.

## 2.2 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Les fonds dédiés Force 4 et NMP Gestion (OPCVM fermés) détenus par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées sont consolidés par intégration globale. Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation.

## 2.3 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

	31.12.2012		31.12.2011	
	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Titres de participation non consolidés (détail)				
SAS Rue La Boétie	567 567	3,35	582 547	3,35
SA Grand Sud Ouest Capital	8 858	11,81	7 162	11,81
SAS Sacam Avenir	2 109	1,86	2 109	1,85
SAS Sacam développement	25 643	3,37	25 643	3,37
SAS Sacam International	18 720	3,35	21 196	3,35
SAS Sacam Fireca	722	3,11	1 524	3,11
SAS Sacam participations	2 339	2,71	2 193	2,71
SA Sopra Group	5 741	0,99	4 195	1,00
SAS NMP Développement	3 258	100,00	3 197	100,00
Axway Software	1 598	0,58	1 935	0,58
Autres titres de participation	24 949		10 916	
<b>Valeur au bilan des titres de participation non consolidés (1)</b>	<b>661 504</b>		<b>662 617</b>	

(1) Dont 27 780 K € comptabilisés en résultat au titre de la dépréciation durable.

Les participations sont comptabilisées à leur juste valeur.

## 2.4 Ecarts d'acquisition

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition au 31/12/2012.

### 3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

La gestion des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées est assurée par l'unité Contrôles Centraux qui est rattachée au Directeur général et qui a pour mission d'assurer la maîtrise des risques de crédit, de marchés et opérationnels ainsi que le pilotage des projets impactant ces risques.

La description de ce dispositif ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « facteurs de risque », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilation comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

#### 3.1 Risque de crédit

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.1])

**Le risque de crédit** se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

#### **Exposition maximale au risque de crédit**

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	49 653	50 344
Instruments dérivés de couverture	159 316	117 648
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable )	467 793	426 344
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	4 544	898
Prêts et créances sur la clientèle	10 382 718	10 358 744
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	291 746	189 407
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)</b>	<b>11 355 770</b>	<b>11 143 385</b>
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	938 920	1 086 058
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	186 462	233 963
Provisions - Engagements par signature	-2 585	-2 545
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>	<b>1 122 797</b>	<b>1 317 476</b>
<b>Exposition maximale au risque de crédit</b>	<b>12 478 567</b>	<b>12 460 861</b>

**Concentrations par agent économique de l'activité de crédit**

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	4 544				4 544
Institutions non établissements de crédit	1 427 946	257	240		1 427 706
Grandes entreprises	1 827 305	78 321	65 054	20 178	1 742 073
Clientèle de détail	7 510 037	219 540	172 951	124 147	7 212 939
<b>Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>	<b>10 769 832</b>	<b>298 118</b>	<b>238 245</b>	<b>144 325</b>	<b>10 387 262</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 45 059 milliers d'euros

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	78				78
Banques centrales	0				0
Etablissements de crédit	895				895
Institutions non établissements de crédit	1 422 076	460	424		1 421 652
Grandes entreprises	1 847 948	90 386	75 388	5 724	1 766 836
Clientèle de détail	7 467 060	219 680	175 262	121 617	7 170 181
<b>Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>	<b>10 738 057</b>	<b>310 526</b>	<b>251 074</b>	<b>127 341</b>	<b>10 359 642</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 48 266 milliers d'euros

**Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique :**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>		
Administrations centrales		
Institutions non établissements de crédit	39 947	46 326
Grandes entreprises	289 059	375 264
Clientèle de détail	609 914	664 468
<b>Total Engagements de financement</b>	<b>938 920</b>	<b>1 086 058</b>
<b>Engagements de garantie en faveur de la clientèle</b>		
Administrations centrales	81 208	89 190
Institutions non établissements de crédit	507	557
Grandes entreprises	81 191	82 335
Clientèle de détail	21 756	28 831
<b>Total Engagements de garantie</b>	<b>184 662</b>	<b>200 913</b>

## Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Administrations centrales		
Institutions non établissements de crédit	22 144	22 377
Grandes entreprises	1 214 226	1 068 082
Clientèle de détail	2 725 719	2 620 564
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>3 962 089</b>	<b>3 711 023</b>

## *Concentrations par zone géographique de l'activité de crédit*

L'activité de la Caisse régionale en dehors de la France Métropolitaine n'est pas significative.

## *Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement*

### Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	31/12/2012						31/12/2012	
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement		Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance			
(en milliers d'euros)								
Instruments de capitaux propres						587 412	-27 780	
Instruments de dette	0	0	0	0	0	1 940	-6 030	
Administrations centrales						0		
Banques centrales						0		
Etablissements de crédit						0	-6 030	
Institutions non établissements de crédit						0		
Grandes entreprises						0		
Clientèle de détail						0		
Prêts et avances	174 352	0	0	0	174 352	59 873	-382 570	
Administrations centrales						0		
Banques centrales						0		
Etablissements de crédit						0		
Institutions non établissements de crédit	6 655				6 655	17	-240	
Grandes entreprises	62 679				62 679	13 267	-85 232	
Clientèle de détail	105 018				105 018	46 589	-297 098	
<b>Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement</b>	<b>174 352</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>174 352</b>	<b>649 225</b>	<b>-416 380</b>	



	31/12/2011						31/12/2011	
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement		Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance			
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Instruments de capitaux propres						2 429	-1 290	
Instruments de dette	0	0	0	0	0	8 392	-5 990	
Administrations centrales						0		
Banques centrales						0		
Établissements de crédit						8 392	-5 990	
Institutions non établissements de crédit						0		
Grandes entreprises						0		
Clientèle de détail						0		
Prêts et avances	177 417	0	0	0	177 417	310 526	-251 074	
Administrations centrales						0		
Banques centrales						0		
Établissements de crédit						0		
Institutions non établissements de crédit	7 994				7 994	460	-424	
Grandes entreprises	70 978				70 978	90 386	-75 388	
Clientèle de détail	98 445				98 445	219 680	-175 262	
<b>Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement</b>	<b>177 417</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>177 417</b>	<b>321 347</b>	<b>-258 354</b>	

### Opérations sur instruments dérivés – Risque de contrepartie

Les opérations sur instruments financiers sont principalement conclues avec des contreparties du groupe Crédit Agricole.

### 3.2 Risque de marché

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.2])

**Le risque de marché** représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières.

## Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012						31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	0	0	0	1 482	54 356	103 478	159 316	117 648
. Futures								
. FRA								
. Swaps de taux d'intérêts				1 482	54 353	103 139	158 974	116 235
. Options de taux								
. Caps-floors-collars					3	339	342	1 413
. Autres instruments conditionnels								
<b>Instruments de devises et or :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
. Opérations fermes de change								
. Options de change								
<b>Autres instruments :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
. Dérivés sur actions & indices								
. Dérivés sur métaux précieux								
. Dérivés sur produits de base								
. Dérivés de crédits								
. Autres								
<b>Sous total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 482</b>	<b>54 356</b>	<b>103 478</b>	<b>159 316</b>	<b>117 648</b>
. Opérations de change à terme								
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 482</b>	<b>54 356</b>	<b>103 478</b>	<b>159 316</b>	<b>117 648</b>

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012						31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	0	0	0	3 424	15 171	14 374	32 969	21 865
. Futures								
. FRA								
. Swaps de taux d'intérêts				3 424	14 343	10 580	28 347	19 283
. Options de taux								
. Caps-floors-collars					828	3 794	4 622	2 582
. Autres instruments conditionnels								
<b>Instruments de devises et or :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
. Opérations fermes de change								
. Options de change								
<b>Autres instruments :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
. Dérivés sur actions & indices								
. Dérivés sur métaux précieux								
. Dérivés sur produits de base								
. Dérivés de crédits								
. Autres								
<b>Sous total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 424</b>	<b>15 171</b>	<b>14 374</b>	<b>32 969</b>	<b>21 865</b>
. Opérations de change à terme								
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 424</b>	<b>15 171</b>	<b>14 374</b>	<b>32 969</b>	<b>21 865</b>

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012							31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché	
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans			
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	0	0	0	6	3 255	26 744	30 005	19 533	
. Futures									
. FRA									
. Swaps de taux d'intérêts				6	3 255	26 517	29 778	19 389	
. Options de taux									
. Caps-floors-collars						227	227	144	
. Autres instruments conditionnels									
<b>Instruments de devises et or :</b>	0	0	0	1 847	3 272	0	5 119	5 125	
. Opérations fermes de change									
. Options de change				1 847	3 272		5 119	5 125	
<b>Autres instruments :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	
. Dérivés sur actions & indices									
. Dérivés sur métaux précieux									
. Dérivés sur produits de base									
. Dérivés de crédits									
. Autres									
<b>Sous total</b>	0	0	0	1 853	6 527	26 744	35 124	24 658	
. Opérations de change à terme									
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	0	0	0	1 853	6 527	26 744	35 124	24 658	

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012							31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché	
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans			
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	0	0	0	6	3 702	27 325	31 033	19 871	
. Futures									
. FRA									
. Swaps de taux d'intérêts				6	3 702	27 098	30 806	19 727	
. Options de taux									
. Caps-floors-collars						227	227	144	
. Autres instruments conditionnels									
<b>Instruments de devises et or :</b>	0	0	0	1 847	3 272	0	5 119	5 125	
. Opérations fermes de change									
. Options de change				1 847	3 272		5 119	5 125	
<b>Autres instruments :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	
. Dérivés sur actions & indices									
. Dérivés sur métaux précieux									
. Dérivés sur produits de base									
. Dérivés de crédits									
. Autres									
<b>Sous total</b>	0	0	0	1 853	6 974	27 325	36 152	24 996	
. Opérations de change à terme									
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	0	0	0	1 853	6 974	27 325	36 152	24 996	

## Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

	31/12/2012	31/12/2011
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	<b>4 127 919</b>	<b>4 432 938</b>
. Futures		
. FRA		
. Swaps de taux d'intérêts	3 751 191	3 996 005
. Options de taux		
. Caps-floors-collars	376 728	436 933
. Autres instruments conditionnels		
<b>Instruments de devises et or :</b>	<b>3 129 586</b>	<b>1 486 174</b>
. Opérations fermes de change		
. Options de change	3 129 586	1 486 174
<b>Autres instruments :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Dérivés sur actions & indices boursiers		
. Dérivés sur métaux précieux		
. Dérivés sur produits de base		
. Dérivés de crédits		
. Autres		
<b>Sous total</b>	<b>7 257 505</b>	<b>5 919 112</b>
. Opérations de change à terme	93 403	57 100
<b>Total Notionnels</b>	<b>7 350 908</b>	<b>5 976 212</b>

### **Risques de taux d'intérêt global**

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.3])

### **Risque de change**

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.4])

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas exposé au risque de change. Les opérations figurant au bilan en devises autres que l'euro sont strictement retournées auprès de Crédit Agricole S.A. et la position de change est nulle.

### 3.3 Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.5])

**Le risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

#### **Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	80 373	37 925	224 347	532 692		875 337
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location financement)	843 319	1 008 567	3 488 234	5 425 168		10 765 288
<b>Total</b>	923 692	1 046 492	3 712 581	5 957 860	0	11 640 625
<b>Dépréciations</b>						-382 570
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						11 258 055

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	122 675	145 525	80 726	299 291		648 217
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location financement)	835 610	999 124	3 579 384	5 323 041		10 737 159
<b>Total</b>	958 285	1 144 649	3 660 110	5 622 332	0	11 385 376
<b>Dépréciations</b>						-378 415
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						11 006 961

#### **Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 788 673	1 612 276	1 766 068	1 810 795		6 977 812
Dettes envers la clientèle	2 796 056	63 955	716 788	385 290		3 962 089
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	4 584 729	1 676 231	2 482 856	2 196 085	0	10 939 901

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 841 853	1 705 402	1 794 598	1 855 114		7 196 967
Dettes envers la clientèle	2 933 541	38 278	722 983	16 221		3 711 023
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	4 775 394	1 743 680	2 517 581	1 871 335	0	10 907 990

## Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	688					688
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables :	48 116	95 106				143 222
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>48 804</b>	<b>95 106</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>143 910</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée		5 029				5 029
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>5 029</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 029</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	691					691
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables :	16 505	0	0	0		16 505
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>17 196</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 196</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée		24 457	5 000			29 457
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>24 457</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 457</b>

### **3.4 Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change**

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.3 et 7.4])

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une **relation de couverture** sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi

- de couverture de valeur,
- de couverture de résultats futurs,
- de couverture d'un investissement net en devise.

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

#### **Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

## Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

## Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures d'un investissement net en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées à des détentions d'actifs ou de passifs dans des devises différentes de la devise de référence de l'entité.

## Instruments dérivés de couverture

	31/12/2012			31/12/2011		
	Valeur marché		Montant Notionnel	Valeur marché		Montant Notionnel
	positive	négative		positive	négative	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>158 974</b>	<b>28 881</b>	<b>3 095 694</b>	<b>116 235</b>	<b>19 900</b>	<b>3 380 118</b>
Taux d'intérêt	158 974	28 881	3 095 694	116 235	19 900	3 380 118
Capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>342</b>	<b>4 088</b>	<b>343 401</b>	<b>1 413</b>	<b>1 965</b>	<b>401 071</b>
Taux d'intérêt	342	4 088	343 401	1 413	1 965	401 071
Capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>						
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	<b>159 316</b>	<b>32 969</b>	<b>3 439 095</b>	<b>117 648</b>	<b>21 865</b>	<b>3 781 189</b>

### 3.5 Risques opérationnels

(cf. Rapport de gestion [chapitre 7.6])

**Le risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

### 3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

L'amendement de la norme IAS 1 adopté par l'Union européenne le 11 janvier 2006 prévoit des informations sur le capital et sa gestion. L'objectif de l'amendement est de fournir au lecteur des informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'émetteur. A ce sujet, des informations de nature qualitative et quantitative sont requises en annexe et notamment : données chiffrées récapitulatives sur les éléments gérés en tant que capital, description des éventuelles contraintes externes auxquelles l'entreprise est soumise au titre de son capital (par exemple du fait d'obligations réglementaires), indication ou non du respect des contraintes réglementaires et en cas de défaut de respect, une indication des conséquences qui en découlent.

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les

directives européennes « adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit » et « conglomérats financiers », la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées est soumise au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens du règlement 90-02 et exigés par l'Autorité de contrôle prudentiel afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

L'arrêté du 20 février 2007 transpose dans la réglementation française le dispositif européen CRD (Capital Requirements Directive) (2006-48-CE et 2006-49 CE). Le texte définit les « exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement » et les modalités de calcul du ratio de solvabilité à compter du 1er janvier 2008. Conformément à ces dispositions, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a intégré dès 2007, dans la gestion des fonds propres et des risques, les impacts liés au passage à la nouvelle directive européenne CRD.

Toutefois, le régulateur a maintenu jusqu'au 31 décembre 2011 les exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux plancher (l'exigence Bâle 2 ne pouvant être inférieure à 80 % de l'exigence Bâle 1). En 2012, le niveau plancher a été supprimé cependant l'information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres durs (Tier 1) déterminés à partir des capitaux propres du Groupe et retraités notamment des gains et pertes latents,
- les fonds propres complémentaires (Tier 2), limités à 100 % du montant des fonds propres de base et composés principalement des dettes subordonnées,
- les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) composés principalement de dettes subordonnées à maturité plus courte.

Les déductions relatives notamment aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent désormais directement sur les montants du Tier 1 et du Tier 2, conformément à la réglementation.

#### **Niveau des fonds propres prudentiels calculés conformément à la réglementation :**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Fonds propres de base (Tier 1)	1 327 789	1 134 943
Fonds propres complémentaires (Tier 2)		
Fonds propres surcomplémentaires (Tier 3)		
Valeur de mise en équivalence des titres des sociétés d'assurance	N/A	N/A
<b>Total des fonds propres prudentiels</b>	<b>1 327 789</b>	<b>1 134 943</b>

En application de la réglementation, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées doit respecter en permanence un ratio de fonds propres de base égal au moins à 4 % et un ratio de solvabilité de 8 %.

En 2012 comme en 2011, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a répondu aux exigences réglementaires.



## 4. Notes relatives au compte de résultat

### 4.1 Produits et charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Sur opérations avec les établissements de crédit	410	1 485
Sur opérations internes au Crédit Agricole	43 553	26 157
Sur opérations avec la clientèle	395 804	416 865
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	4 051	3 009
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 810	7 408
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	42 924	42 132
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>493 552</b>	<b>497 056</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	166	39
Sur opérations internes au Crédit Agricole	185 763	203 124
Sur opérations avec la clientèle	43 636	36 717
Sur dettes représentées par un titre	446	376
Sur dettes subordonnées	1 144	1 180
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	23 418	26 155
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et charges assimilées	536	1
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>255 109</b>	<b>267 592</b>

(1) dont 8 579 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 70709000 et 70519000) au 31 décembre 2012 contre 10 123 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

(2) dont 9 157 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2012 contre 10 064 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

### 4.2 Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012			31/12/2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	372	287	85	275	408	-133
Sur opérations internes au Crédit Agricole	36 469	18 346	18 123	33 529	14 641	18 888
Sur opérations avec la clientèle	47 892	853	47 039	49 309	636	48 673
Sur opérations sur titres			0			0
Sur opérations de change	112		112	117		117
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 212		1 212	5 543	858	4 685
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	117 901	9 306	108 595	117 077	11 355	105 722
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	3 721	27	3 694	3 532	41	3 491
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>207 679</b>	<b>28 819</b>	<b>178 860</b>	<b>209 382</b>	<b>27 939</b>	<b>181 443</b>

### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Dividendes reçus		
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-1 229	328
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	1 313	1547
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	1 213	1204
Résultat de la comptabilité de couverture		
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 297</b>	<b>3 079</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture est nul car il n'y a pas d'inefficacité constatée dans les relations de couverture.

### 4.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Dividendes reçus	2 462	24 629
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente * (1)	-3 407	6 998
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (2)	-26 490	-88
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances		
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>-27 435</b>	<b>31 539</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8

(1) dont 5 552 milliers d'euros de moins-value latente sur le titres SAS Rue La Boétie transférés en résultat. Ce montant correspond à la différence entre le coût de revient historique moyen du titre et sa juste valeur au moment du reclassement soit 14 euros par titre.

(2) Dont 14 980 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue La Boétie. Ce montant correspond à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour la détermination de la dépréciation soit 13,64 euros.

Dont 11 474 milliers d'euros de dépréciation sur les titres Sacam International.

#### 4.5 Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-156	5
Autres produits (charges) nets	62 863	66 104
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>62 707</b>	<b>66 109</b>

#### 4.6 Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Charges de personnel	145 815	145 263
Impôts et taxes	13 362	11 454
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	106 765	110 131
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>265 942</b>	<b>266 848</b>

Ce montant intègre les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées.

Les honoraires hors taxes (frais et débours exclus) du collège des commissaires aux comptes de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées se rapportant à l'exercice 2012 sont de 308 milliers d'euros, répartis entre Ernst & Young Audit à hauteur de 62% et Audit Albouy Associés à hauteur de 38%.

#### 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>17 175</b>	<b>17 582</b>
- immobilisations corporelles	16 910	17 330
- immobilisations incorporelles	265	252
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- immobilisations corporelles		
- immobilisations incorporelles		
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>17 175</b>	<b>17 582</b>

#### 4.8 Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-133 616</b>	<b>-114 245</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-462	-124
Prêts et créances	-131 883	-92 307
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs	-141	-125
Engagements par signature	-194	-2 540
Risques et charges	-936	-19 149
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>111 888</b>	<b>83 118</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		
Prêts et créances	104 377	80 366
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	422	
Autres actifs	148	159
Engagements par signature	154	30
Risques et charges	6 787	2 563
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-21 728</b>	<b>-31 127</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-233	-172
Récupérations sur prêts et créances amortis	618	859
Décotes sur crédits restructurés	-35	-108
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes		
<b>Coût du risque</b>	<b>-21 378</b>	<b>-30 548</b>

#### 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>-37</b>	<b>90</b>
Plus-values de cession	22	134
Moins-values de cession	-59	-44
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>0</b>	
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>-37</b>	<b>90</b>

## 4.10 Impôts

### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Charge d'impôt courant	65 594	65 572
Charge d'impôt différé	-5 372	-4 893
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>60 222</b>	<b>60 679</b>

### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	149 340	36,10%	53 912
Effet des différences permanentes		5,86%	8 744
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,22%	332
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments		-1,85%	-2 766
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>40,33%</b>	<b>60 222</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2011

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	196 746	36,10%	71 025
Effet des différences permanentes		-3,58%	-7 034
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,81%	1 588
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments		-2,49%	-4 900
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>30,84%</b>	<b>60 679</b>

#### 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, nets d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-7 237	-2 088		-9 325
Transfert en compte de résultat		28 536			28 536
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				-2 347	0
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					0
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2012 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>21 299</b>	<b>-2 088</b>	<b>-2 347</b>	<b>16 864</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2012 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>
<b>Total Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2012 (2)</b>	<b>0</b>	<b>21 299</b>	<b>-2 088</b>	<b>-2 347</b>	<b>16 864</b>

Variation de juste valeur		-14 304	-4 593		-18 897
Transfert en compte de résultat		-5 467			-5 467
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				1 176	0
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					0
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-19 771</b>	<b>-4 593</b>	<b>1 176</b>	<b>-23 188</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>
<b>Total Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (2)</b>	<b>0</b>	<b>-19 771</b>	<b>-4 593</b>	<b>1 176</b>	<b>-23 188</b>

(1) dont 5 552 milliers d'euros de gains ou pertes latents relatifs aux titres SAS Rue La Boétie

(2) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres" se décomposent comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Montant brut	17 581	(28 949)
Impôt	(717)	5 761
Total net des gains ou pertes	16 864	(23 188)

#### 5. Informations sectorielles

Le produit net bancaire du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées provient essentiellement de son activité de proximité en France.

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1 Caisse, banques centrales

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	41 993		47 494	
Banques centrales	36 593		17 056	
<b>Valeur au bilan</b>	<b>78 586</b>	<b>0</b>	<b>64 550</b>	<b>0</b>

### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	35 124	24 658
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	14 529	25 686
<b>Valeur au bilan</b>	<b>49 653</b>	<b>50 344</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instrument dérivés	35 124	24 658
<b>Valeur au bilan</b>	<b>35 124</b>	<b>24 658</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	14 529	25 686
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	14 529	25 686
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>14 529</b>	<b>25 686</b>

### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	36 152	24 996
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>36 152</b>	<b>24 996</b>

### **Passifs financiers détenus à des fins de transaction**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instrumentés dérivés	<b>36 152</b>	<b>24 996</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>36 152</b>	<b>24 996</b>

### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a aucun passif financier à la juste valeur par résultat sur option inscrit à son bilan.

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie à la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêts

### **6.3 Instruments dérivés de couverture**

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêts et de change.



## 6.4 Actifs financiers disponibles à la vente

	31/12/2012			31/12/2011 (2)		
	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	49 476	1 142	242	41 656	979	22
Obligations et autres titres à revenu fixe	418 317	9 442	227	384 688	4 954	914
Actions et autres titres à revenu variable	54 060	6 593	305	108 698	8 446	5 787
Titres de participation non consolidés (2)	648 038	9 837	1 339	662 617	8 168	15 363
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 169 891</b>	<b>27 014</b>	<b>2 113</b>	<b>1 197 659</b>	<b>22 547</b>	<b>22 086</b>
Créances disponibles à la vente						
<b>Total des créances disponibles à la vente</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)</b>	<b>1 169 891</b>	<b>27 014</b>	<b>2 113</b>	<b>1 197 659</b>	<b>22 547</b>	<b>22 086</b>
<b>Impôts</b>		<b>-6 319</b>	<b>-266</b>		<b>-5 991</b>	<b>-3 040</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)</b>		<b>20 695</b>	<b>1 847</b>		<b>16 556</b>	<b>19 046</b>

(1) dont - 29 340 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances

(2) en 2012, par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 567 567 milliers d'euros

## 6.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	4 178	307
dont comptes ordinaires débiteurs sains	566	307
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	366	591
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Valeur brute</b>	<b>4 544</b>	<b>898</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>4 544</b>	<b>898</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	7 579	20 163
Comptes et avances à terme	855 418	619 353
Prêts subordonnés	7 602	7 612
Titres non cotés sur un marché actif	194	191
<b>Valeur brute</b>	<b>870 793</b>	<b>647 319</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>870 793</b>	<b>647 319</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>875 337</b>	<b>648 217</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	31 242	34 533
Autres concours à la clientèle	10 607 232	10 545 494
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	13 832	13 832
Titres non cotés sur un marché actif	3 534	3 536
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	69 825	69 313
Comptes ordinaires débiteurs	39 623	70 451
<b>Valeur brute</b>	<b>10 765 288</b>	<b>10 737 159</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>382 570</b>	<b>378 415</b>
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>10 382 718</b>	<b>10 358 744</b>
<b>Opérations de location financement</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Valeur brute</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur-au bilan</b>	<b>10 382 718</b>	<b>10 358 744</b>

### Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2012, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a apporté 3 965 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 818,6 millions en 2011. La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a apporté :

- 3 013 millions de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de (dispositif TRICP), contre 1 710 millions en 2011 ;
- 256 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 493 millions d'euros en 2011.
- 224 millions d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 194 millions d'euros en 2011.
- 449 millions d'euros de créances à Crédit Agricole Covered Bonds dans le cadre du refinancement du Groupe au moyen d'émission de Covered Bonds, contre 414 millions d'euros en 2011.
- 23 millions d'euros de nouvelles créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A dans le cadre du refinancement auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement)

## 6.6 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	0						0
<b>Créances sur la clientèle</b>	378 415		137 416	-133 261			382 570
dont dépréciations collectives	127 341		43 139	-26 155			144 325
<b>Opérations de location financement</b>	0						0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	4 892			-422			4 470
<b>Actifs disponibles à la vente (1)</b>	2 388		26 952				29 340
<b>Autres actifs financiers</b>	1 060		141	-351			850
<b>Total Dépréciations des actifs financiers</b>	<b>386 755</b>	<b>0</b>	<b>164 509</b>	<b>-134 034</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>417 230</b>

(1) Les titres SAS Rue La Boétie ont été dépréciés au cours de l'exercice pour un montant de 14 980 milliers d'euros.

Les titres Sacam International ont été dépréciés pour 11 474 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2011
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	0						0
<b>Créances sur la clientèle</b>	386 057		98 134	-105 776			378 415
dont dépréciations collectives	122 441		12 758	-7 858			127 341
<b>Opérations de location financement</b>							0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	4 892						4 892
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	2 176		212				2 388
<b>Autres actifs financiers</b>	1 094		125	-159			1 060
<b>Total Dépréciations des actifs financiers</b>	<b>394 219</b>	<b>0</b>	<b>98 471</b>	<b>-105 935</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>386 755</b>

## 6.7 Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

### Exposition au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie et l'Espagne

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées n'est pas exposée au risque souverain sur ces pays.

### Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre, la Hongrie.

L'exposition de la Caisse Régionale nord Midi-Pyrénées au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous. Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordés à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclues de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par pays de risque de la contrepartie.

## Activité bancaire – Risque de crédit

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées n'est pas exposée sur cette activité.

## Activité bancaire – Instruments de dettes

Les montants présentés comprennent la valeur au bilan des instruments de dettes classés en actifs financiers disponibles à la vente et en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

	31/12/2012			31/12/2011
	Exposition sur obligations nette de dépréciation	Exposition sur autres instruments de dettes nette de dépréciation	Exposition nette des instruments de dettes	Exposition nette des instruments de dettes
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Grèce (y compris Chypre)</b>	0	0	0	0
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques				
Collectivités locales				
<b>Irlande</b>	0	0	0	0
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques				
Collectivités locales				
<b>Italie</b>	0	0	0	5 025
Banque				2 011
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				3 014
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques				
Collectivités locales				
<b>Espagne</b>	4 605	0	0	4 638
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques	4 605			4 638
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques				
Collectivités locales				
<b>Portugal</b>	0	0	0	0
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques				
Collectivités locales				
<b>Hongrie</b>	0	0	0	0
Banque				
Clientèle de détail				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques				
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques				
Collectivités locales				
<b>Total Exposition sur pays à risque - Instruments de dettes</b>	<b>4 605</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 663</b>

L'écart d'exposition, concernant l'Italie, correspond à des échéances de titres.

## 6.8 Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	785	1 543
dont comptes ordinaires créditeurs	421	941
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>785</b>	<b>1 543</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	63 440	25
Comptes et avances à terme	6 913 587	7 195 399
<b>Total</b>	<b>6 977 027</b>	<b>7 195 424</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 977 812</b>	<b>7 196 967</b>

### Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires créditeurs	2 707 096	2 848 619
Comptes d'épargne à régime spécial	35 132	32 673
Autres dettes envers la clientèle	1 219 861	828 079
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		1 652
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 962 089</b>	<b>3 711 023</b>

## 6.9 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Effets publics et valeurs assimilées	85 869	
Obligations et autres titres à revenu fixe	210 347	194 299
<b>Total</b>	<b>296 216</b>	<b>194 299</b>
Dépréciations	-4 470	-4 892
<b>Valeur au bilan</b>	<b>291 746</b>	<b>189 407</b>

## 6.10 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	688	691
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	143 222	16 505
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>143 910</b>	<b>17 196</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée	5 029	29 457
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 029</b>	<b>29 457</b>

## 6.11 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Impôts courants		0
Impôts différés	59 030	52 564
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>59 030</b>	<b>52 564</b>
Impôts courants	361	3 763
Impôts différés		
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>361</b>	<b>3 763</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		31/12/2011	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	84 186	28 844	79 794	28 527
Charges à payer non déductibles	1 567		1 551	
Provisions pour risques et charges non déductibles	72 634	28 844	69 626	28 527
Autres différences temporaires	9 985		8 617	
<b>Impôts différés / Réserves latentes</b>	2 599	2 030	3 055	355
Actifs disponibles à la vente	3	2 030	1 555	355
Couvertures de Flux de Trésorerie	2 596		1 500	
Gains et pertes / Ecart actuariels				
<b>Impôts différés / Résultat</b>	23 814	20 695	39 701	41 104
<b>Total Impôts différés</b>	<b>110 599</b>	<b>51 569</b>	<b>122 550</b>	<b>69 986</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

## 6.12 Comptes de régularisation actif, passif et divers

### Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Autres actifs</b>	152 536	177 486
Comptes de stocks et emplois divers	2	2
Gestion collective des titres Livret développement durable		
Débiteurs divers	152 337	177 191
Comptes de règlements	197	293
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
<b>Comptes de régularisation</b>	147 718	162 775
Comptes d'encaissement et de transfert	80 307	90 047
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1	1
Produits à recevoir	63 002	60 637
Charges constatées d'avance	2 014	1 703
Autres comptes de régularisation	2 394	10 387
<b>Valeur au bilan</b>	<b>300 254</b>	<b>340 261</b>

### Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Autres passifs (1)</b>	82 522	74 889
Comptes de règlements	371	358
Créditeurs divers	79 929	72 103
Versement restant à effectuer sur titres	2 222	2 428
Autres passifs d'assurance		
Autres		
<b>Comptes de régularisation</b>	150 144	140 551
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	8 519	6 209
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits constatés d'avance	65 552	65 540
Charges à payer	75 839	68 392
Autres comptes de régularisation	234	410
<b>Valeur au bilan</b>	<b>232 666</b>	<b>215 440</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées

(2) Les montants sont indiqués en net



### 6.13 Immeubles de placement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
Valeur brute	3 619		145	-13			3 751
Amortissements et dépréciations	-1 356		-150	7			-1 499
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>2 263</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>-6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 252</b>

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2011
Valeur brute	3 583		51	-15			3 619
Amortissements et dépréciations	-1 221		-141	6			-1 356
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>2 362</b>	<b>0</b>	<b>-90</b>	<b>-9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 263</b>

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 2 252 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 2 263 milliers d'euros au 31 décembre 2011

#### 6.14 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	269 717		7 986	-2 287			275 416
Amortissements et dépréciations (1)	-159 559		-16 910	1 556			-174 913
<b>Valeur au bilan</b>	<b>110 158</b>	<b>0</b>	<b>-8 924</b>	<b>-731</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100 503</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	10 390		125				10 515
Amortissements et dépréciations	-9 974		-265				-10 239
<b>Valeur au bilan</b>	<b>416</b>	<b>0</b>	<b>-140</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>276</b>

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2011
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	261 309		10 058	-1 650			269 717
Amortissements et dépréciations (1)	-143 795		-17 332	1 568			-159 559
<b>Valeur au bilan</b>	<b>117 514</b>	<b>0</b>	<b>-7 274</b>	<b>-82</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110 158</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	10 260		136	-6			10 390
Amortissements et dépréciations	-9 728		-253	7			-9 974
<b>Valeur au bilan</b>	<b>532</b>	<b>0</b>	<b>-117</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>416</b>

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

## 6.15 Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
Risques sur les produits épargne logement	9 910				-2 119			7 791
Risques d'exécution des engagements par signature	2 545		194		-154			2 585
Risques opérationnels	55 237		1 612	-1 061	-2 513			53 275
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 448		111		-137			3 422
Litiges divers	1 889		1 516		-1 232			2 173
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	16 530		5 459	-2 603	-4 056			15 330
<b>Total</b>	<b>89 559</b>	<b>0</b>	<b>8 892</b>	<b>-3 664</b>	<b>-10 211</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>84 576</b>

(1) Dont 1 812€ au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 606 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2011
Risques sur les produits épargne logement	13 870				-3 960			9 910
Risques d'exécution des engagements par signature	35		2 540		-30			2 545
Risques opérationnels	37 760		18 800		-1 323			55 237
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 501		150		-203			3 448
Litiges divers	3 584		613	-94	-2 214			1 889
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	17 351		8 196	-609	-8 408			16 530
<b>Total</b>	<b>76 101</b>	<b>0</b>	<b>30 299</b>	<b>-703</b>	<b>-16 138</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>89 559</b>

(1) Dont 1 854€ au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 606 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail

### Provision épargne-logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 053 000</b>	<b>2 154 000</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>503 000</b>	<b>537 000</b>
<b>Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 556 000</b>	<b>2 691 000</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012 et à fin novembre 2011 pour les données au 31 décembre 2011 et hors prime d'Etat

#### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	<b>75 000</b>	<b>83 000</b>
<b>Comptes épargne-logement :</b>	<b>274 000</b>	<b>288 000</b>
<b>Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>349 000</b>	<b>371 000</b>

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>7 305</b>	<b>7 660</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>486</b>	<b>2 250</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>7 791</b>	<b>9 910</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2012
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	<b>7 660</b>		<b>355</b>		<b>7 305</b>
<b>Comptes épargne-logement :</b>	<b>2 250</b>		<b>1 764</b>		<b>486</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>9 910</b>	<b>0</b>	<b>2 119</b>	<b>0</b>	<b>7 791</b>

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

## 6.16 Capitaux propres

### ➤ Composition du capital au 31 décembre 2012

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement et de Certificats Coopératifs d'Associés.

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2012	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2012
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>				
Dont part du Public				
Dont part Crédit Agricole S.A.				
Dont part Auto-détenue				
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>2 080 716</b>			<b>2 080 716</b>
Dont part du Public				
Dont part Crédit Agricole S.A.	2 080 716			2 080 716
<b>Parts sociales</b>	<b>79 232 348</b>	<b>44 324 613</b>	<b>12 352 295</b>	<b>111 204 666</b>
Dont 66 Caisses Locales	79 232 326	44 324 611	12 352 293	111 204 644
Dont 20 administrateurs de la CR	20	2	2	20
Dont Crédit Agricole S.A.	2			2
<b>Total</b>	<b>81 313 064</b>	<b>44 324 613</b>	<b>12 352 295</b>	<b>113 285 382</b>

La valeur nominale des titres est de 15 € pour les CCA et de 1,5 € pour les parts sociales émises par les Caisses Locales.

Le montant total du capital est de 198 019 K€.

### ➤ Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de ... sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

### ➤ Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2009		3,46	0,05
2010		3,60	0,05
2011		3,71	0,05
Prévu 2012		3,61	0,05

### **Dividendes payés au cours de l'exercice :**

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 11 250 milliers d'euros en 2012.

### ➤ Affectations du résultat et fixation du dividende 2012

L'affectation du résultat et la fixation du dividende 2012 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'assemblée générale de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées du 28 mars 2013.

Le texte de la résolution est le suivant :

#### 6ème Résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31/12/2012, se soldant par un bénéfice de 100 234 617,94 euros :

- 2 602 960,70 euros pour l'intérêt aux porteurs de parts sociales, ce qui correspond à un taux de 2,780 %, éligibles à l'abattement fiscal tel que défini par la Loi de Finance en vigueur. Cet intérêt sera payable à partir du 01/04/13

- 7 511 384,76 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats

coopératifs d'associés pour l'exercice 2012, soit un dividende de 3,61 euros net par titre. Ce dividende sera payable à partir du 01/04/13

Reste à affecter : 90 120 272,48 euros

- affectation des trois quarts à la réserve légale soit 67 590 204,36 euros
- affectation du solde à la réserve facultative soit 22 530 068,12 euros.

L'Assemblée générale prend acte des dividendes distribués au titre des cinq derniers exercices.

#### **INTERETS AUX PARTS SOCIALES**

Exercice	Nombre de parts sociales	Taux d'intérêt servi aux parts sociales	Intérêt net
2006	6.242.112	4,055 %	3 796 764,62 €
2007	6.242.112	4,560 %	4 269 604,61 €
2008	6.242.112	4,500 %	4 213 425,60 €
2009	6.242.112	3,895 %	3 646 953,94 €
2010	6.242.112	3,380 %	3 164 750,78 €
2011	6.242.112	3,580 %	3 352 014,14 €

#### **DIVIDENDES SUR CERTIFICATS COOPERATIFS D'ASSOCIES (CCA)**

Exercice	Nombre de CCA	Distribution par CCA	Dividende net
2006	2.080.716	3,71 €	7 719 456,36 €
2007	2.080.716	3,61 €	7 511 384,76 €
2008	2.080.716	3,46 €	7 199 277,36 €
2009	2.080.716	3,46 €	7 199 277,36 €
2010	2.080.716	3,60 €	7 490 577,60 €
2011	2.080.716	3,71 €	7 719 456,36 €

## 6.17 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminé ».

Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont considérés comme ayant une échéance indéterminée compte tenu de l'absence de maturité définie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
Caisse, banques centrales	78 586					78 586
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	32	4 391	18 486	26 744		49 653
Instruments dérivés de couverture	221	1 261	54 356	103 478		159 316
Actifs financiers disponibles à la vente	4 344	10 762	95 711	3 702	1 055 372	1 169 891
Prêts et créances sur les établissements de crédit	80 373	37 925	224 347	532 692		875 337
Prêts et créances sur la clientèle	736 568	984 637	3 376 663	5 271 018	13 832	10 382 718
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					6 517	6 517
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	8 595	22 262	204 283	56 606		291 746
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>908 719</b>	<b>1 061 238</b>	<b>3 973 846</b>	<b>5 994 240</b>	<b>1 075 721</b>	<b>13 013 764</b>
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	32	1 821	6 974	27 325		36 152
Instruments dérivés de couverture	38	3 386	15 171	14 374		32 969
Dettes envers les établissements de crédit	1 788 673	1 612 276	1 766 068	1 810 434	361	6 977 812
Dettes envers la clientèle	2 796 056	63 955	716 788	383 719	1 571	3 962 089
Dettes représentées par un titre	48 804	95 106				143 910
Dettes subordonnées		5 029				5 029
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					124 917	124 917
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>4 633 603</b>	<b>1 781 573</b>	<b>2 505 001</b>	<b>2 235 852</b>	<b>126 849</b>	<b>11 282 878</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
Caisse, banques centrales	64 550					64 550
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	32	9 430	19 145	18 467	3 270	50 344
Instruments dérivés de couverture	3 976	6 782	45 091	61 799		117 648
Actifs financiers disponibles à la vente		9 742	72 920	10 322	1 104 675	1 197 659
Prêts et créances sur les établissements de crédit	122 675	145 525	80 726	299 291		648 217
Prêts et créances sur la clientèle	724 207	971 400	3 469 452	5 179 853	13 832	10 358 744
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	18 298	32 307	103 584	35 218		189 407
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>933 738</b>	<b>1 175 186</b>	<b>3 790 918</b>	<b>5 604 950</b>	<b>1 121 777</b>	<b>12 626 569</b>
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	32	3 050	5 670	16 244		24 996
Instruments dérivés de couverture	296	3 920	9 211	8 438		21 865
Dettes envers les établissements de crédit	1 841 853	1 705 402	1 794 598	1 855 114		7 196 967
Dettes envers la clientèle	2 933 541	38 278	722 983	14 649	1 572	3 711 023
Dettes représentées par un titre	17 196					17 196
Dettes subordonnées		24 457	5 000			29 457
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					88 942	88 942
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>4 792 918</b>	<b>1 775 107</b>	<b>2 537 462</b>	<b>1 894 445</b>	<b>90 514</b>	<b>11 090 446</b>



## 7. Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1 Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Salaires et traitements (1)	75 802	77 856
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	7 271	7 212
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	1 025	3 124
Autres charges sociales	32 945	32 392
Intéressement et participation	15 669	15 743
Impôts et taxes sur rémunération	13 103	8 936
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>145 815</b>	<b>145 263</b>

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 587 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 643 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

### 7.2 Effectif fin de période

Au 31/12/12, l'effectif se compose de 2 328 personnes travaillant exclusivement en France.

### 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

## 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Cette note concerne uniquement la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées.

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Variation dette actuarielle</b>	<b>Dette actuarielle au 31/12/n-1</b>	24 763	24 498
	Ecart de change		
	Coût des services rendus sur la période	1 519	1 691
	Coût financier	1 208	960
	Cotisations employés		
	Modifications, réductions et liquidations de régime		31
	Variation de périmètre	346	
	Prestations versées (obligatoire)	-2 226	-1 250
	(Gains) / pertes actuariels *	3 285	-1 167
<b>Dette actuarielle au 31/12/n</b>	<b>28 895</b>	<b>24 763</b>	

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Détail de la charge comptabilisée au résultat</b>	Coût des services rendus	1 519	1 691
	Coût financier	1 208	960
	Rendement attendu des actifs	-910	-957
	Amortissement du coût des services passés	32	30
	Gains / (pertes) actuariels net		
	Amortissement des gains / pertes générés par modifications, réductions et liquidations de régimes		
	Gains / (pertes) du(e)s au changement de limitation d'actifs		
	<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>1 849</b>	<b>1 724</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Variation de juste valeur des actifs et des Droits à remboursement</b>	<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/n-1</b>	28 858	27 276
	Ecart de change		
	Rendement attendu des actifs	910	957
	Gains / (pertes) actuariels	-388	674
	Cotisations payées par l'employeur	1 189	1 170
	Cotisations payées par les employés		
	Modifications, réductions et liquidations de régime		31
	Variation de périmètre	346	
	Prestations payées par le fonds	-2 226	-1 250
	<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/n</b>	<b>28 689</b>	<b>28 858</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Position nette</b>	<b>Dette actuarielle fin de période</b>	28 895	24 763
	Coût des services passés (modification de régimes) non reconnus	271	303
	Impact de la limitation d'actifs		
	Juste valeur des actifs fin de période	28 689	28 858
	<b>Position nette (passif) / actif fin de période</b>	<b>65</b>	<b>4 398</b>

<b>Eléments reconnus immédiatement en SoRIE et comptabilisés dans le résultat global (Montants en millions d'Euros)</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Ecart actuariels générés sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	3673	-1841
Ajustements de plafonnement des actifs (incluant les effets d'IFRIC 14)		
<b>Total des éléments reconnus immédiatement en SoRIE dans l'année</b>	<b>3673</b>	<b>-1841</b>
Montant du stock d'écart actuariels cumulés en SoRIE en fin d'année	2 078	-1595

<b>Information sur les actifs des régimes</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>Composition des actifs</b>		
-% d'obligations	86,20%	85,90%
-% d'actions	7,90%	7,40%
-% autres actifs	5,90%	6,70%

<b>Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Taux d'actualisation (1)	2,85%	5,41%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	3,60%	3,50%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	3,00%	
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,00%	2,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux		
Autres (à détailler)		

(1) les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over

(2) suivant les populations concernées (cadres ou non cadres)

## **7.5 Autres avantages sociaux**

Les provisions constituées par la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées au titre de ces engagements sociaux s'élevaient à 3 442 euros à la fin de l'exercice 2012.

## **7.6 Rémunérations de dirigeants**

Le montant global des rémunérations et jetons de présence alloués pendant l'exercice 2012 aux organes de direction de la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées s'élève à 2 340 milliers d'euros.

## 8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

### Engagements donnés et reçus

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>938 920</b>	<b>1 136 058</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		50 000
. Engagements en faveur de la clientèle	938 920	1 086 058
Ouverture de crédits confirmés	714 370	801 316
- Ouverture de crédits documentaires	4 226	5 740
- Autres ouvertures de crédits confirmés	710 144	795 576
Autres engagements en faveur de la clientèle	224 550	284 742
<b>Engagements de garantie</b>	<b>659 280</b>	<b>706 781</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	474 618	505 868
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	474 618	505 868
. Engagements d'ordre de la clientèle	184 662	200 913
Cautions immobilières	2 179	11 003
Garanties financières	48 138	42 466
Autres garanties d'ordre de la clientèle	134 345	147 444
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 000 152</b>	<b>800 152</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	1 000 152	800 152
. Engagements reçus de la clientèle		0
<b>Engagements de garantie</b>	<b>2 510 291</b>	<b>2 428 099</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	157 797	139 886
. Engagements reçus de la clientèle	2 352 494	2 288 213
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	197 136	191 367
Autres garanties reçues	2 155 358	2 096 846

### Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2012, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées a apporté 3 942 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 811 milliers d'euros en 2011. La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances. Le détail figure infra au paragraphe 6.5

### Garanties détenues et actifs reçus en garantie

Les garanties détenues par La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis

## 9. Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées n'a pas opéré en 2012 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

## 10. Juste valeur des instruments financiers

**La juste valeur** d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous.

### 10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	31/12/2012		31/12/2011	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	875 337	951 766	648 217	648 217
Prêts et créances sur la clientèle	10 382 718	10 847 039	10 358 744	10 541 244
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	291 746	294 436	189 407	177 147
<b>Passifs</b>				
Dettes envers les établissements de crédits	6 977 812	7 278 551	7 196 967	7 413 941
Dettes envers la clientèle	3 962 089	3 962 089	3 711 023	3 711 023
Dettes représentées par un titre	143 910	143 910	17 196	17 196
Dettes subordonnées	5 029	5 029	29 457	29 457

Pour les instruments financiers, la meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés).

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : soit la référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, soit l'actualisation des flux futurs, soit des modèles d'évaluation.

Dans les cas où il est nécessaire d'approcher les valeurs de marché au moyen d'évaluation, c'est

la méthode de l'actualisation des flux futurs estimés qui est la plus couramment utilisée.

En outre, il est à noter que la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées prend en compte le rapport d'experts publié par l'IASB le 31 octobre 2008 et relatif à la valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur cotés sur des marchés qui ne sont plus actifs.

Par ailleurs, dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

## 10.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- **Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

### **Actifs financiers valorisés à la juste valeur**

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	Total 31/12/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>35 124</b>	<b>0</b>	<b>35 124</b>	<b>0</b>
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	35 124		35 124	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>14 529</b>	<b>1 992</b>	<b>12 537</b>	<b>0</b>
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	14 529	1 992	12 537	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 529	1 992	12 537	
Actions et autres titres à revenu variable	0			
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>602 324</b>	<b>311 185</b>	<b>291 139</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	49 476		49 476	
Obligations et autres titres à revenu fixe	418 317	303 816	114 501	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	134 531	7 369	127 162	
Créances disponibles à la vente	0			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>159 316</b>		<b>159 316</b>	
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>811 293</b>	<b>313 177</b>	<b>498 116</b>	<b>0</b>

(1) Hors 567 567 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. note 2).

	Total 31/12/2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>24 658</b>	<b>0</b>	<b>24 658</b>	<b>0</b>
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	24 658		24 658	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>25 686</b>	<b>0</b>	<b>25 686</b>	<b>0</b>
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	25 686	0	25 686	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	25 686		25 686	
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1 197 659</b>	<b>284 014</b>	<b>913 645</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	41 656		41 656	
Obligations et autres titres à revenu fixe	384 688	277 956	106 732	
Actions et autres titres à revenu variable	771 315	6 058	765 257	
Créances disponibles à la vente	0			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>117 648</b>		<b>117 648</b>	
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1 365 651</b>	<b>284 014</b>	<b>1 081 637</b>	<b>0</b>

### Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 31/12/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>36 152</b>	<b>0</b>	<b>36 152</b>	<b>0</b>
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	36 152		36 152	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>0</b>			
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>36 152</b>	<b>0</b>	<b>36 152</b>	<b>0</b>



	Total 31/12/2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>24 996</b>	<b>0</b>	<b>24 996</b>	<b>0</b>
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	24 996		24 996	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>0</b>			
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>24 996</b>	<b>0</b>	<b>24 996</b>	<b>0</b>

## 11. Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènement significatif postérieurement au 31 décembre 2012.

## 12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2012

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées, des 66 Caisses locales qui lui sont affiliées et ceux des 3 filiales dont le total du bilan est supérieur à 10 millions d'euros et dans lesquelles la Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées détient, directement ou indirectement, plus de 20% du capital.

Les filiales sont au nombre de 3 :

- Force 4 et NMP Gestion sont 2 fonds dédiés (OPCVM fermés)
- Le groupe Inforsud Gestion est constitué d'une holding et de 6 sociétés intervenant dans les secteurs de l'imprimerie et de l'informatique.

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Méthode au 31 décembre 2012	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011
Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées	France	MERE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Caisses Locales Nord Midi-Pyrénées	France	MERE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Force 4	France	GLOBALE	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
NMP Gestion	France	GLOBALE	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Inforsud Gestion	France	GLOBALE	100,00%	100,00%	88,94%	88,93%

Adresse complete	Président
ALBAN - 9 place de l'Eglise - 81250 ALBAN	Jean-Marie BOUSQUET
ALBI - 14 place du Vigan - 81000 ALBI	Jean-Marc FAGES
SEGALA TARNAIS - Route de RODEZ - 81190 TANUS	Christian PUECH
CARMAUX - 14 place Gambetta - 81400 CARMAUX	Raymond ROUQUET
DOURGNE - Les promenades - 81110 DOURGNE	Roselyne TROUCHE
GRAULHET - 3 av. de la Résistance - 81300 GRAULHET	Marie-Ange VAISSIERE
LABRUGUIERE - 12 bd Gambetta - 81290 LABRUGUIERE	Laurent CARRIERE
DADOU - GIJOU - Place de l'église - 81360 MONTREDON	Gérard SOULET
LAUTREC - rue Lengouzy - 81440 LAUTREC	Thierry BARDOU
LISLE SUR TARN - place Paul Sayssac - 81310 LISLE SUR TARN	Francis TERRAL
RABASTENS - SALVAGNAC - 23 Pl St Michel - 81800 - RABASTENS	Pascal ASSEMAT
REALMONT - bd Gambetta - 81120 REALMONT	Bernard HOULES
ST SULPICE - 14, place Jean Jaures - 81370 ST SULPICE	Jean-Michel BOUDES
CASTRES VAL D'AGOUT - 8 avenue A. Malroux - 81100 CASTRES	Vincent DESPLATS
GAILLAC - CADALEN - 42 place de la Libération - 81600 GAILLAC	Christophe CAUSSE
MONTs de LACAUNE/BRASSAC - 17 Allées du château - 81230 BRASSAC	Lucien BIAU
CORDES-VAOUR - 14 place de la Bouteillerie - 81170 CORDES	Chantal NONORGUES
COCAGNE - place du Foirail - 81500 LAVAUUR	Claude FABRIES
VALLEE DU GIROU - Avenue de Castres - 81700 PUYLAURENS	Bernard PINEL
MAZAMET - square Gaston Tournier - 81200 MAZAMET	Michel BOURDEL
BEAUMONT DE LOMAGNE - 13, rue Pierre Fermat - 82500 BEAUMONT DE LOM.	Daniel CHAUBET
PAYS DE CADILLAC - 56 rue de l'Egalité - 82100 CASTELSARRASIN	Guy CANTEGREIL
CAUSSADE - 3 place Léon de Maleville - 82300 CAUSSADE	Georges MUSARD
MONTPEZAT QUERCY - Place de la Mairie - 82270 MONTPEZAT DE QUERCY	Guy Maurice LINON
LAFRANCAISE -21 rue Louis Pernon - 82130 LAFRANCAISE	Michel PARRIEL
QUERCY PAYS DE SERRES - place Mercadial - 82150 MONTAIGU DE QUERCY	Michel ALBUGUES
MOISSAC - 6 place de la Liberté - 82200 MOISSAC	Gilbert LAVILLEDIEU
CAZES MONDENARD - place de la Mairie - 82110 CAZES MONDENARD	Jean-Michel GUILLOTTEAU
MONTAUBAN - bd Gambetta - 82000 MONTAUBAN	Paul COURONNE
MONTECH - place Aristide Briand - 82700 MONTECH	Huguette ORONZAT
NEGREPELISSE - 45 rue Marcelin Vigié - 82800 NEGREPELISSE	Véronique MAGNANI
ST ANTONIN NOBLE VAL - 38 avenue du Dr Benet - 82140 ST ANTONIN NOBLE VAL	Denis FERTE
CAYLUS - avenue du Pere Huc - 82160 CAYLUS	Dominique BORIES
QUERCY BRULHOIS - 5 bd V. Guilhem - 82400 VALENCE D'AGEN	Jean-Jacques CALCAT
LAVIT DE LOMAGNE - boulevard des Amoureux - 82120 LAVIT DE LOMAGNE	Francis AMBROGIO
VERDUN /GARONNE - rue Joliot-Curie - 82600 VERDUN SUR GARONNE	Bernard LALANE
GRISOLLES - place du Parvis - 82170 GRISOLLES	Jean-Bernard LACAZE
TARN TESCOU QUERCY VERT - Route de Montauban - 82230 MONCLAR DE QUERCY	Pierre MASSEREY
ESPALION - 11 bd Joseph Poulenc -12 500 ESPALION	Jean-Louis MIQUEL
LAGUIOLE - Place du Foirail -12 210 LAGUIOLE	Gilbert CESTRIERES
MUR DE BARREZ - Grande Rue -12 600 MUR de BARREZ	Marie-Jeanne SOULENQ
LAISSAC - Route de RODEZ -12310 -LAISSAC	Joël AGULHON
ST GENIEZ - Route Nationale -12 130 ST GENIEZ-D'OLT	Gérard MAJOREL
PONT DE SALARS - Avenue de Rodez -12 290 PONT-de-SALARS	Patrick GERAUD
MILLAU - 35 avenue de la République -12 100 MILLAU	Simone GELY
REQUISTA - Place des Anciens Combattants -12170 - REQUISTA	Michel GALZIN
CASSAGNES - 4 Place Charles de Gaulle -12 120 -CASSAGNES-BEGONHES	Marc FERRIEU
BARAQUEVILLE - Place du Foirail -12 160 BARAQUEVILLE	Catherine ALBOUY
NAUCELLE - Avenue de la Gare -12800 NAUCELLE	Nadine MEISSONNIER
RODEZ - 6 bd du 122ème R.I. -12 000 RODEZ	Benoît QUINTARD
ST AFFRIQUE - 28 bd de la République -12400 ST AFFRIQUE	William SOLIER
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - 22 bd du Général De GAULLE -12 200 VILLEFRANCHE de ROUERGUE	Jacky FOISSAC
RIEUPEYROUX - Tour de Ville -12 240 RIEUPEYROUX	Benoît VALAYE
MONTBAZENS - Rue Principale -12 220 MONTBAZENS	Jacques COUDERC
VALLEE DU LOT - Place Dutour -46 220 PRAYSSAC	Alain GAYRAUD
SOUILLAC - bd Malvy -46 200 SOUILLAC	Francine GREGORY
FIGEAC - 9 avenue Pezet -46 101 FIGEAC	Jean-Jacques RAFFY
GRAMAT - Place de la République -46 500 GRAMAT	Michel ALIBERT
VAYRAC - Place des Cadurques -46 110 VAYRAC	Georges LABOUDIE
ST CERE - bd Lurçat -46 400 SAINT CERE	Véronique LACAZE
MONTCUQ - Faubourg Saint Privat -46 800 MONTCUQ	Pierre-Marie MOURGUES
QUERCY BLANC - Place Gambetta -46 170 CASTELNAU MONTRATIER	Jacques ALAUX
LA BOURIANE - 40 bd Mainiol -46 300 GOURDON	Michel VERGNES
CAHORS UNIVERSITE - 111 bd Gambetta -46 002 CAHORS	Jean-Pierre ASTORG
SEGALA - Route Nationale - 46 120 LA CAPELLE-MARIVAL	Yvonne CALMEJANE
CAHORS LARROUMET - 22 bd Gambetta - 46 021 CAHORS	Jacques GRIN

**S.A. AUDIT ALBOUY ASSOCIES**

9, rue Camille-Douls  
12000 Rodez  
S.A. au capital de €48.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Montpellier

**ERNST & YOUNG et Autres**

1, place Alfonse-Jourdain  
B.P. 98536  
31685 Toulouse Cedex 06  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

le contrôle des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 1.3 Activité de crédits de l'annexe, votre caisse régionale constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et les risques inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif aux risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et collectives et des provisions.

La note 1.3 de l'annexe expose les règles et les méthodes comptables relatives aux actifs financiers disponibles à la vente. Nous avons examiné les évaluations retenues pour la valorisation de ces titres et, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à vérifier la correcte application des principes retenus par votre caisse régionale pour leur dépréciation. Nous avons revu plus particulièrement les critères ayant conduit à valoriser les titres S.A.S. Rue La Boétie à leur coût ainsi que la cohérence des approches multicritères et des paramètres retenus dans le cadre du test de dépréciation de ces titres.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes, votre caisse régionale procède à des estimations comptables significatives portant notamment sur l'évaluation en juste valeur des instruments financiers. Nous avons examiné et testé les processus mis en place par la direction, les hypothèses retenues et les paramètres utilisés, et vérifié, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes retenus par votre caisse régionale.

Votre caisse régionale procède à d'autres estimations dans le cadre habituel de la préparation de ses comptes consolidés, comme exposé en note 1.3 de l'annexe aux états financiers, qui portent, notamment, sur les engagements en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière, le risque opérationnel. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes et hypothèses retenues et à vérifier que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note 1.3 de l'annexe aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Rodez et Toulouse, le 28 février 2013

Les Commissaires aux Comptes

S.A. AUDIT ALBOUY ASSOCIES

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name.

Christian Albouy

ERNST & YOUNG Audit

A handwritten signature in black ink, featuring a large, prominent initial 'F' followed by several connected, cursive strokes.

Frank Astoux

**S.A. AUDIT ALBOUY ASSOCIES**

9, rue Camille-Douls  
12000 Rodez  
S.A. au capital de €48.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Montpellier

**ERNST & YOUNG et Autres**

1, place Alfonse-Jourdain  
B.P. 98536  
31685 Toulouse Cedex 06  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

*Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012*

Aux Sociétaires

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Caisse Régionale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration du 25 janvier 2013.

#### **1 – Avec le Groupe INFORSUD**

*Dirigeants concernés :*

**Monsieur Jean-Jacques CALCAT**, Premier Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, est également administrateur de la SAS Edokial.

**Monsieur Michel FAU**, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées jusqu'au 29/03/2012, est également administrateur de la SAS Edokial, de la SAS Merico Delta Print et de la SAS Graphi.

**Monsieur Jean-Marc FOUCRAS**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, est également administrateur de la SAS Edokial, de la SA Inforsud Diffusion, de la SAS Graphi et de la SAS Chabrillac.

**Monsieur Philippe VIGUIER**, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées depuis le 29/03/2012 est également administrateur de la SA Inforsud Diffusion et de la SAS Graphi.

**Monsieur Claude FABRIES**, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, est également administrateur de la SAS Chabrillac.

**Monsieur Michel ALIBERT**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, est également administrateur de la SAS Merico Delta Print.

**Monsieur Francis TERRAL**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, est également administrateur de la SAS Chabrillac.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

La Caisse Régionale recourt aux prestations des sociétés suivantes :

- SAS Edokial pour l'édition et l'envoi de relevés

- SA Inforsud Diffusion pour l'acquisition de matériel de micro-informatique
- SAS Merico Delta Print pour la réalisation d'imprimés
- SAS Graphi pour des prestations de mailings publicitaires
- SAS CHABRILLAC pour la réalisation d'affiches

Pour la période du 01/01/2012 au 31/12/2012, les factures comptabilisées ont été les suivantes :

	<b>HT €</b>	<b>TTC €</b>
SAS Edokial	883.293	1.056.419
SA IS Diffusion	436.406	521.942
SAS Merico Delta Print	18.140	21.696
SAS Graphi	86.024	102.885
SAS Chabrilac	1.216	1.454

## **2 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de BARAQUEVILLE**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Jean-Marc FOUCRAS**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Baraqueville.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 3.700 € afin de permettre à la Caisse locale de Baraqueville de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.

## **3 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de MUR DE BARREZ**

*Dirigeant concerné :*

**Madame Marie-Jeanne SOULENQ**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Mur-de-Barrez.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 4.400 € afin de permettre à la Caisse locale de Mur-de-Barrez de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.



#### **4 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de FIGEAC**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Jean-Jacques RAFFY**, Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Figeac.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 10.700 € afin de permettre à la Caisse locale de Figeac de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.

#### **5 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de GRAMAT**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Michel ALIBERT**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Gramat.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 5.800 € afin de permettre à la Caisse locale de Gramat de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.

#### **6 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de LA BOURIANE**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Michel VERGNES**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de La Bouriane.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 9.500 € afin de permettre à la Caisse locale de La Bouriane de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.

#### **7 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de LA VALLEE DU LOT**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Alain GAYRAUD**, Administrateur de la Caisse régionale de

Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de La Vallée du Lot.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 8.000 € afin de permettre à la Caisse locale de La Vallée du Lot de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.

## **8 – Avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de LAFRANCAISE-MOLIERES**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Michel PARRIEL**, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Lafrançaise-Molières.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Accord d'une subvention de 1.200 € afin de permettre à la Caisse locale de Lafrançaise-Molières de distribuer un intérêt aux parts sociales de 2,75 % au titre de l'exercice 2012.

## **9 – Avec la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron**

*Dirigeants concernés :*

**Messieurs Michel FAU, Jean-Marc FOUCRAS et Benoît QUINTARD**, respectivement Vice Président jusqu'au 29/03/2012 et Administrateurs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et membres de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 67.093 € (Convention référence 50 K€ + accompagnement projets d'installation 17 K€).

## **10 – Avec la Chambre d'Agriculture du Lot**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Jean-Jacques RAFFY**, Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et membre de la Chambre d'Agriculture du Lot.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 30.000 €(Convention référence).

## **11 – Avec la Chambre d'Agriculture du Tarn**

*Dirigeants concernés :*

**Messieurs Claude FABRIES et Bernard HOULES**, respectivement Vice Président et Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et membres de la Chambre d'Agriculture du Tarn.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 30.000 €(Convention référence 30 K€).

## **12 – Avec la Chambre d'Agriculture du Tarn et Garonne**

*Dirigeants concernés :*

**Messieurs Jean-Jacques CALCAT, Bernard LALANE et Michel PARRIEL, respectivement Premier Vice Président et Administrateurs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et membres de la Chambre d'Agriculture du Tarn et Garonne.**

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 31.000 €(Convention référence 30 K€+ bienvenue à la ferme 1 K€).

## **13 – Avec le CER France Aveyron**

*Dirigeants concernés :*

**Messieurs Jean-Marc FOUCRAS et Patrick GERAUD**, Administrateurs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateurs du CER France Aveyron.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 3.997,85 €

## **14 – Avec la FDSEA 12**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Philippe VIGUIER, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président du syndicat FDSEA commune de Florentin La Capelle.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 9.250 €

### **15 – Avec le lycée La Roque**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Jean-Marc FOUCRAS, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur du Lycée La Roque.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 1.000 €(parrainages)

### **16 – Avec la Fédération départementale BTP de l'Aveyron**

*Dirigeant concerné :*

Madame Marie-Jeanne SOULENQ, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de la Fédération départementale du bâtiment et des travaux publics de l'Aveyron.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 1.000 €(aide organisation AG)

### **17 – Avec l'association ADIL 46**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Jean-Pierre ASTORG, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de l'ADIL 46.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 2.200 €

### **18 – Avec l'Union sportive luzéchoise section rugby**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Jean-Pierre ASTORG, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Trésorier de l'Union sportive luzéchoise section rugby.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 4.300 €(Parrainage)

### **19 – Avec l'Union interprofessionnelle du vin de Cahors**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Alain GAYRAUD, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Censeur de l'Union interprofessionnelle du vin de Cahors.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 1.250 €

### **20 – Avec l'Association départementale tourisme rural du Lot**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Jean-Pierre ASTORG, Vice Président de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de l'Association départementale tourisme rural du Lot.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 3.810 €(Parrainage)

### **21 – Avec la Cuma de Saint Projet**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Michel VERGNES, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de la Cuma de Saint Projet.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 1.000 €

### **22 – Avec l'Association de Remplacement du Tarn (ART)**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Bernard HOULES, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de l'ART.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 3.000 €(Parrainage)

### **23 – Avec l’UCA Vinalie**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Francis TERRAL, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de l’UCA Vinalie.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d’Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 8.438,29 €

### **24 – Avec la Cave des Vignerons de Rabastens**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Francis TERRAL, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de la Cave des Vignerons de Rabastens.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d’Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 3.909,21 €

### **25 – Avec l’Etablissement Départemental de l’Elevage**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Christian PUECH, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de l’EDE – Maison de l’élevage.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d’Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 5.600 €(Parrainages)

### **26 – Avec la FDSEA du Tarn**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Christian PUECH, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Délégué FDSEA.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d’Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 7.500 €

## **27 – Avec le club de rugby Réalmont 13**

*Dirigeant concerné :*

Monsieur Bernard HOULES, Administrateur de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Président du Club de rugby Réalmont 13.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/01/2013*

Montant versé : 1.900 €(Subvention et publicité)

## **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **1 – Avec la société CREDIT AGRICOLE SA – Convention de garantie financière dans le cadre de la SFEF**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Bernard LEPOT**, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de Crédit Agricole SA depuis février 2010.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 07/11/2008*

Les pouvoirs publics ont mis en place, via la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF), un dispositif visant à améliorer la liquidité des marchés interbancaires. Dans ce cadre la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées a été amenée à accorder sa garantie financière à Crédit Agricole SA (par la remise en pleine propriété à Crédit Agricole SA, à titre de garantie, de créances résultant de prêts éligibles) à charge pour Crédit Agricole SA d'affecter à son tour, en nantissement, lesdites créances au bénéfice de la SFEF.

#### **2 – Avec la société CREDIT AGRICOLE SA – Convention d'option pour le régime fiscal de Groupe**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Bernard LEPOT**, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de Crédit

Agricole SA depuis février 2010.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 18/12/2009*

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées a opté, pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2010, pour le régime fiscal de Groupe Crédit Agricole. Dans ce cadre une convention a été signée entre toutes les entités du Groupe dont Crédit Agricole SA. Cette convention prévoit : le respect de la plus parfaite autonomie des membres, la neutralité fiscale, le partage de 50 % des économies d'impôt réalisées sur la neutralisation des dividendes intra-groupe.

### **3 – Avec la société CREDIT AGRICOLE SA – Convention de liquidité**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Bernard LEPOT**, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de Crédit Agricole SA depuis février 2010.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 26/11/2010*

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées a signé avec Crédit Agricole SA une convention de liquidité. Par cette convention la Caisse régionale s'engage à céder, à la demande de Crédit Agricole SA, ses placements de fonds propres et à les convertir en liquidités si le plan d'urgence est déclenché (niveau rouge, niveau de crise le plus élevé) à hauteur de ses réserves déclarées dans l'outil de reporting Groupe et utilisées dans le calcul des limites portant sur le risque de liquidité.

### **4 – Avec la société CREDIT AGRICOLE SA – Conventions dans le cadre des émissions du « FCT liquidité AAA »**

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Bernard LEPOT**, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de Crédit Agricole SA depuis février 2010.

*Nature, objet et modalités :*

*Conventions autorisées par le Conseil d'Administration du 28/10/2011*

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées a donné son accord pour sa participation au programme et aux émissions du « FCT liquidité AAA ». Cet accord a été formalisé par la signature de 3 conventions avec Crédit Agricole SA :



- une convention de prêt (« Borrower Facility Agreement »)
- une convention cadre de définitions (« Master Definitions Schedule »)
- une convention de garantie financière (« Collateral Security Agreement »).

## 5 – Avec la société CREDIT AGRICOLE SA – Conventions prêts « switch »

*Dirigeant concerné :*

**Monsieur Bernard LEPOT**, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées et Administrateur de Crédit Agricole SA depuis février 2010.

*Nature, objet et modalités :*

*Convention autorisée par le Conseil d'Administration du 25/11/2011*

Une convention cadre et des conditions particulières ont été signées entre Crédit Agricole SA et les Caisses régionales, afin que ces dernières garantissent à Crédit Agricole SA la valeur globale de mise en équivalence (VME) des CCI/CCA retenue dans les comptes consolidés de Crédit Agricole SA pour les besoins du calcul du ratio de solvabilité. La signature de cette convention a été assortie de la constitution d'un gage-espèces avec transfert de propriété d'un montant total égal à 4,9 Md€ environ dont la quote-part pour la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est de 159.418.916 €

Dans ce cadre la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a apporté une garantie sui generis à Crédit Agricole SA portant sur la valeur globale de mise en équivalence (VMA) des CCI/CCA retenue dans ses comptes consolidés pour les besoins du calcul du ratio de solvabilité à hauteur de 472.818.000 €. La rémunération globale de l'instrument de garantie est de 9,3 % (taux annuel fixe) applicable au montant global du dépôt affecté à titre de garantie.

Toulouse et Rodez, le 28 février 2013

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG Audit**



Frank ASTOUX

**SA AUDIT ALBOUY ASSOCIES**



Christian ALBOUY